

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 DÉCEMBRE 1910.

BUDGET DU CONGO BELGE POUR L'EXERCICE 1911 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR **M. TIBBAUT**.

MESSIEURS,

I. — POLITIQUE COLONIALE.

En déposant, l'an dernier, le budget colonial pour 1910, M. le Ministre des Colonies développa son programme; l'opinion publique lui fit bon accueil.

Il n'a pas fallu plus d'une année pour réaliser une notable partie des réformes annoncées; l'on est en droit de s'en féliciter, si l'on considère l'importance et les difficultés de la tâche accomplie.

La politique coloniale change rapidement de physionomie. Elle repose sur des bases rationnelles. A l'action absorbante de l'État, justifiée par le premier contact d'un pays sauvage, il a fallu substituer, comme agent économique, le commerce libre s'appuyant sur le travail libre; ces deux facteurs se tiennent et se complètent en réagissant l'un sur l'autre.

Les colonies obéissent aux mêmes lois d'évolution que les pays avancés. A la base de tout relèvement social se trouve l'effort personnel des individus qui composent la race. L'État, malgré sa force, n'a pas de levier assez puissant pour soulever des masses inertes.

(1) Budget, n° 5.

(2) La Section centrale, présidée par M. HARNIGNIE, était composée de MM. HAMBURSIN, TIBBAUT, VAN DER LINDEN, DE BECKER REMY, ROYER et DE SADELEER.

Il est trop enclin à agir, même sur le terrain économique, par voie d'autorité et à transporter ainsi, dans des domaines qui ne peuvent les supporter, des procédés qui conviennent à l'exercice de sa mission publique. L'activité économique ne peut se produire ni se soutenir dans une atmosphère de contrainte. Le travail forcé est un mode de travail inférieur; il peut donner des résultats immédiats, mais il compromet l'avenir; il provoque nécessairement la réaction et finalement le recul.

Pour vaincre l'inertie native des indigènes, on doit compter sur la lente attraction économique des transactions commerciales et des avantages que donne la rémunération du travail.

La mission de l'État est, non de remplacer l'activité des particuliers, mais de la dégager et de l'assister. La législation nouvelle s'inspire de cette idée maîtresse. Elle confine l'État dans sa mission propre de créer l'ordre, la paix et les services publics, et de faire les expériences indispensables pour susciter et soutenir les entreprises privées. Elle établit un régime qui, en protégeant les biens et les personnes et en ouvrant des voies de pénétration, sollicite l'initiative privée et, par voie de conséquence, le lent réveil, parmi les indigènes, de l'esprit de travail.

Déjà une grande partie du territoire congolais, formant la première des trois zones, est ouverte au commerce libre. L'exploitation en régie des produits végétaux des terres domaniales y a pris fin, et le décret du 22 mars 1910 règle les conditions dans lesquelles indigènes et non-indigènes pourront les récolter, les faire récolter ou les acquérir. Désormais les agents de la Colonie ne les y recevront plus en paiement des impôts.

C'est donc le commerce instauré avec la concurrence et avec la monnaie comme facteur d'échange.

Il est probable que dans certaines régions il n'aura pas la pénétration facile; il se heurtera aux situations acquises qui se défendront par tous les moyens de la concurrence; mais les monopoles qui ne sont pas protégés par l'État ne peuvent survivre au passé; plus le succès commercial est grand, plus il sollicite la concurrence; après des heurts et des chocs, la vie commerciale reprend sa marche normale.

L'indigène, libre d'user à son profit des richesses naturelles du sol, a tout intérêt à les cueillir; la rémunération que lui en assurera la vente lui en fera respecter la source et l'incitera, par une poussée lente, aux habitudes du travail. L'impôt en argent l'y aidera; il constitue la contrainte indirecte que subit tout citoyen d'un pays organisé et que justifie la nécessité des services publics.

Ce serait se bercer d'illusions si l'on se représentait que cette seule mesure provoquera le réveil de la race noire. Le commerce libre est un des agents de la civilisation; il n'est pas le seul. Il est même dangereux dans ses procédés; l'intérêt, qui est son mobile, le pousse aux excès et aux abus; il provoque trop souvent ce que Winston Churchill déclarait être le féroce égoïsme des blancs.

Il serait injuste de généraliser ces appréciations, et l'on peut même

constater avec joie que de plus en plus les saines notions d'économie politique s'allient aux considérations d'humanité pour conseiller aux colons le souci du bien-être des indigènes.

L'honorable M. Beernaert avait raison de dire le 1^{er} juillet dans son discours au Roi : « que les pays qui colonisent s'imposent par là-même de grands devoirs de protection, de formation, d'éducation, de développement matériel et moral. A ces devoirs, les Européens trop fiers peut-être de leur intelligence et de leur force, ont manqué souvent, et des races entières ont presque disparu pour leur faire place. Mais le sentiment, mieux compris désormais, de la solidarité humaine met obstacle à de semblables excès et chez nous l'opinion publique ne les tolérerait plus ».

La science coloniale proclame que le meilleur moyen pour le colon de soigner son propre intérêt est de veiller à l'intérêt des noirs, dont la collaboration lui est nécessaire.

Mais la surveillance des pouvoirs publics est indispensable ; pour l'organiser efficacement et à temps, le Gouvernement a retardé l'ouverture des deux autres zones. La Section centrale qui a examiné le Budget pour 1910, avait exprimé l'espoir que l'ouverture n'en fût retardée pour aucun motif. A son tour, la Section centrale actuelle émet le même vœu ; elle est convaincue que la parole du Gouvernement ne sera pas défailante et elle constate avec satisfaction que déjà des fonctionnaires de grand mérite préparent dans les nouvelles zones les mesures d'organisation indispensables pour l'exercice normal du commerce libre.

Quand le programme colonial, assis sur des bases indiscutables, aura ainsi trouvé son application dans toute la Colonie, on pourra constater avec quelque fierté qu'il a fallu aux Belges relativement peu de temps pour assurer la paix, l'ordre et le progrès économique et social à des territoires immenses, livrés pendant des siècles aux atrocités de la traite, de mœurs sauvages et de guerres intestines.

Il serait injuste de ne pas rendre hommage à l'activité déployée par M. le Ministre des Colonies et de ceux qui l'ont assisté, notamment du Conseil colonial dont l'utilité s'est affirmée avec une grande force. La tâche accomplie en quelques mois est immense ; et si l'on en excepte des divergences sur les détails et sur les délais mis à la réalisation des mesures, elle a obtenu l'adhésion générale.

Les paroles du Roi, prononcées lors de la prestation du serment, se justifient : « Avec la conscience de ses devoirs, la Belgique se trace la politique coloniale qu'elle entend suivre. C'est une politique d'humanité et de progrès. Pour un peuple épris de justice, une mission colonisatrice ne peut être qu'une mission de haute civilisation. »

Nous pouvons avec confiance livrer les principes de notre politique coloniale à l'examen de l'étranger ; si elle est loin d'être arrivée au terme de la perfection, elle marque une étape décisive, qui montre notre ferme volonté de ne reculer ni devant le travail, ni devant les charges pour nous assigner une place honorable parmi les pays colonisateurs.

*
* *

Nous ne pouvons examiner en ce moment les réformes nombreuses qui ont été rendues nécessaires par l'orientation nouvelle; elles touchent à bien des matières : à la justice, à la monnaie, à l'impôt, au recrutement des travailleurs, aux chefferies, au régime des terres, au recrutement des agents blancs; elles ont été exposées dans les rapports du Gouvernement pour 1909 et 1910, dans les rapports de la Section centrale pour 1910 et dans les discussions parlementaires. Nous devons nous contenter de jeter un coup d'œil sur les conséquences de cette politique sur les finances coloniales et sur le régime des concessions; nous aborderons aussi rapidement les questions des moyens de communication, de la décentralisation administrative, de l'éveil à la vie agricole et de l'évolution sociale indigène; nous nous arrêterons ensuite à l'examen plus détaillé de la situation du Katanga; mais cet exposé, n'ayant pu être délibéré en sections, a plutôt le caractère d'une note personnelle.

II. — SITUATION FINANCIÈRE.

La politique nouvelle a des conséquences sérieuses au point de vue financier.

Dans l'examen des charges budgétaires, il importe de distinguer celles qui dérivent de l'administration courante de celles qui contribuent à l'outillage économique, ou même de celles qui constituent ce que, en termes d'affaires, on est convenu d'appeler des frais de premier établissement ou de mise en train. Les premières relèvent normalement du budget ordinaire, les secondes du budget extraordinaire.

Budget ordinaire.

Le budget des dépenses ordinaires pour 1911 s'élève à 47,104,785 francs, soit une augmentation de fr. 6,616,970.48 sur le budget de 1910. Cette augmentation correspond, à peu de chose près, au déficit prévu pour 1911 et s'élevant à 6,603,085 francs.

Les recettes prévues pour 1910 et 1911 sont à peu près les mêmes, soit pour 1910, 40,443,305 francs et pour 1911 40,501,700 francs.

L'alourdissement du budget dérive presque entièrement de l'extension considérable que l'on se propose de donner au service administratif. L'on doit y porter son attention : ce mouvement, en s'accroissant, conduira à un déficit croissant, à moins que les recettes ne commencent un mouvement décisif d'ascension.

Parmi ces dépenses en augmentation, il en est qui profiteront directement au bien-être des populations et à leur relèvement économique, telle l'augmentation des salaires; les autres, relatives à l'administration, ont leur effet indirect. Mais encore faut-il qu'elles se limitent strictement au nécessaire; car la tendance d'une administration est, en général, de multiplier ses exigences.

La Belgique connaît l'importance de la mission qu'elle a assumée; elle permettra à la Colonie de faire toutes les dépenses que son développement rapide rend nécessaires; c'est ainsi que personne, ni au sein de la Section centrale ni au sein de la Chambre, n'a critiqué l'importance du crédit de fr. 33,356,775.21 sollicité en 1910 pour le budget extraordinaire. L'esprit pratique du Belge s'attache avant tout à l'utilité de la dépense, et il s'effrayerait bien vite si les dépenses administratives ne répondaient pas à une nécessité certaine. Ce mal serait moins redoutable par ses conséquences financières que par son effet démoralisant sur l'esprit colonial en formation. Il serait aussi nuisible que l'esprit de spéculation que déchainent partout l'expansion brusque d'activité et les vastes entreprises au loin, mesurées par le public aux espérances plus qu'aux conditions concrètes de l'exploitation. Lorsque, dans un pays, l'esprit se tourne vers la Bourse et les chances de brusque fortune, il est bien près de se détourner du travail tenace qui est la seule base solide du relèvement des peuples et des individus.

Il n'est pas sans intérêt de rechercher de plus près les causes de l'augmentation budgétaire.

Trois chapitres seulement du budget entraînent une augmentation de plus de 4 millions et demi. Ce sont ceux du *service administratif proprement dit* (chapitre I^{er}), de la *force publique* (chapitre II), de la *douane, impôts, cadastre* (chapitre IX). Les deux chapitres VII et XIV, *télégraphes et postes et télégraphes* comportent également une augmentation de plus de 1 million.

Voici, au surplus, les chiffres des augmentations principales :

Chapitre	I ^{er} . Service administratif	fr.	1,458,390	»
—	II. Force publique		1,732,300	»
—	IX. Douane		1,451,715	»
—	VII. Télégraphes et téléphones, chemins de fer, routes automobiles et autres moyens de transport	900,730	»	
—	XIV. Postes et télégraphes.	232,450	»	
			1,133,180	»
—	XXVI. Justice		400,910	»
—	X. Mines		463,012	»
—	XXI. Industrie		225,460	»
—	III. Marine		304,670	»
	Soit	fr.	7,169,637	»

Une seule de ces augmentations de dépenses correspond à un accroissement notable de recettes: c'est celle de l'exploitation des mines. Pour faire plus complète lumière sur cette industrie en régie, il faudrait en établir le bilan industriel; il en est de même pour le grand service gouvernemental du transport fluvial sur le haut-fleuve, pour les fermes et pour les plantations fiscales.

La très grande partie de l'augmentation porte sur des crédits de dépenses

purement administratives. La force publique, à elle seule, comporte 1,732,000 francs d'augmentation.

Le seul dégrèvement notable concerne le chapitre XI, *Impôt indigène*. Il est de 729,120 francs. L'accroissement au chapitre IX, *Douanes* est du double.

D'autre part, la Colonie se trouve en pleine évolution au point de vue des sources de recettes; l'on ne peut, malgré de sérieux motifs de confiance, calculer avec précision quel sera le rendement des nouveaux impôts, quelle influence exercera sur les recettes de douane l'exploitation par l'initiative privée des produits naturels du sol.

Or, le budget pour 1911 escompte une notable plus-value aux articles 3 et 8 des recettes (*Impôts sur le caoutchouc et Douanes*). Comparé au chiffre de 1909, qui comprenait les deux postes et s'élevait à 7,200,000 francs, le total est en augmentation de 2,519,000 francs.

Pour le produit de l'impôt sur les indigènes, on prévoit une augmentation de 2 millions sur le chiffre de 1910 qui, lui-même, était en augmentation de 1,516,000 francs sur la prévision de 1909, de sorte qu'on espère encaisser de ce chef 3,516,000 francs de plus qu'il y a deux ans.

Ces deux sources de recettes fourniraient donc une augmentation totale de 6,035,000 francs destinée à compenser, avec l'accroissement du produit de l'exploitation minière, 540,000 francs, la moins-value des recettes provenant des prestations en nature des indigènes, moins-value qui, de 1909 à 1911, est de 6,520,825 francs.

Il faut souhaiter qu'il en soit ainsi. Mais il est possible qu'il faille plus de temps pour obtenir le rendement prévu des nouvelles sources d'impôts. C'est pourtant avec ces augmentations aléatoires, en présence d'une moins-value qui est certaine, qu'on arrive au total des recettes évalué à 40,145,305 francs, lequel laisse encore un déficit budgétaire, aux dépenses ordinaires, de plus de 6 millions et demi.

Cette situation exige de la prudence dans la création de nouveaux emplois et dans la nomination de nouveaux agents dont le statut personnel prévoit un service de dix ans et des appointements en constante augmentation.

Les doubles emplois doivent être évités comme un grand péril. Aussi, dans divers milieux se préoccupe-t-on du projet de loi de réorganisation des forces militaires avec des états-majors dans chacun des six groupes, avec une direction générale au siège du Gouvernement local, direction générale aidée par des officiers supérieurs inspecteurs et par des officiers subalternes.

Cette conception paraît bien vaste, et il en est parmi les anciens officiers de l'armée coloniale et parmi les coloniaux expérimentés qui la redoutent comme une tendance aux fonctions décoratives ou au contrôle surabondant.

Le Gouvernement saura éviter cet écueil que tous les pays débutants ont rencontré dans la carrière coloniale.

Budget extraordinaire.

Le budget des dépenses extraordinaires pour 1911 s'élève à 11 millions fr. 907,943.20.

Elles comprennent les dépenses obligatoires qui figurent au Traité de cession, à savoir les soldes des souscriptions de l'État Indépendant au capital des diverses sociétés, les annuités diverses énumérées à l'annexe A du Traité, la troisième annuité du fonds spécial de 50 millions de francs, les avances faites au Comité spécial du Katanga en vertu de la Convention du 25 juin 1903.

Elles comprennent aussi des dépenses d'ordre économique que le Budget détaille.

Le budget extraordinaire pour 1910 s'élevait à fr. 33,356,775.21, mais les crédits n'ont été entamés à ce jour qu'à concurrence de fr. 6,903,264.88. Le détail en a été donné, comme suite à une question posée par la Section centrale ; nous le reproduisons ci-dessous :

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	Montant des sommes liquidées à ce jour.
Augmentation du portefeuille. — Participation de l'État dans le capital de diverses sociétés fr.	58,000 »
Musée du Congo belge.	248,585 92
Achat d'immeubles. — Annuités diverses (services d'Afrique)	152,607 88
Deuxième annuité du Fonds spécial de 50 millions de francs créé par le paragraphe 3 de l'article 4 de l'Acte additionnel au Traité de cession du Congo à la Belgique	937,645 10
Exécution de l'article premier de la Convention du 25 juin 1903 entre le Gouvernement de la Colonie et le Comité spécial du Katanga	1,500,000 »
Missions de délimitation et divers	3,618 72
Mission de prospection. — Solde du coût d'une drague, de ses frais de transports et des droits d'entrée .	56,281 72
Création de centres agricoles et d'élevage	218,882 02
Achat de bateaux et d'embarcations.	235,715 41
Batterie de Shinkakasa. — Achat de matériel d'artillerie, d'armes et de munitions	504,851 26
Travaux cartographiques	6,835 »
Travaux publics divers : Travaux de renouvellement, d'amélioration et d'agrandissement. — Constructions. — Créations de voies de communication, etc. — Acquisition de gros matériel.	1,252,294 48
Fonds d'immigration	28,500 »
Occupation des territoires gérés par le Comité spécial du Katanga	1,699,447 37
TOTAL. . . . fr.	6,903,264 88

Deuxième annuité de 3,300,000 francs.

La deuxième annuité de 3,300,000 francs versée au Roi en exécution du traité de reprise a reçu l'affectation suivante :

1. Ristourne au Trésor colonial pour l'allocation de pensions civiles aux citoyens belges désignés par décret, qui ont été au service de l'Association internationale africaine, de l'État Indépendant du Congo ou du Comité spécial du Katanga antérieurement au 15 novembre 1908	.fr. 500,000 »
2. Ristourne au Trésor colonial pour l'attribution de secours aux veuves et parents besogneux des personnes prémentionnées, après le décès de celles-ci	50,000 »
3. Indemnités de voyage aux femmes légitimes de magistrats, fonctionnaires ou autres agents du Gouvernement colonial, accompagnant leurs maris au Congo	50,000 »
4. Indemnités de voyage aux religieuses, missionnaires au Congo, rentrant en congé en Europe	25,000 »
5. Subsidés aux missions belges du Congo belge, spécialement aux missions enseignantes	500,000 »
6. Service d'hygiène du Congo belge (maladie du sommeil, lazarets, missions scientifiques, indemnités de voyage et de séjour résultant de la fréquentation du cours de médecine tropicale, achat d'instruments de précision et divers)	1,000,000 »
7. Sanatoriums sur les bords de la Méditerranée pour permettre d'offrir des logements à des anciens agents ou agents de l'administration coloniale, ayant bien mérité de la Colonie	35,000 »
8. Balisage du fleuve Congo	470,000 »
9. Missions ethnographiques	100,000 »
10. Divers (frais de l'administration du Fonds spécial, contributions, soldes de traitements et salaires relatifs à la construction de l'École coloniale de Tervueren et des cultures maraîchères et fruitières de Laeken et de Tervueren	750,000 »
11. Constructions d'hôpitaux pour noirs	500,000 »

L'affectation se justifie autant par des considérations d'humanité que par le souci du développement économique de la Colonie. Elle ne pourrait être plus judicieuse; elle répond aux besoins les plus évidents de l'œuvre coloniale. Aussi n'a-t-on été dirigé contre elle aucune critique.

L'allocation de pensions civiles aux citoyens belges qui ont été au service du Congo avant le 15 novembre 1908 est une mesure des plus heureuses dont l'application présente parfois des difficultés et des retards.

Elle fait l'objet du décret du 25 avril 1910. En voici les résultats d'après des renseignements donnés par le Ministre des Colonies :

A la date du 22 novembre 1910, sept cent nonante-cinq demandes étaient parvenues au Ministère des Colonies.

Trois cent soixante-quatre ont été examinées par la Commission des pensions.

Deux cent nonante-neuf pensions ont été accordées entraînant une charge de fr. 227,356.68.

Soixante-cinq ont été refusées, les requérants ne réunissant pas les conditions requises.

Aux termes du décret précité du 25 avril 1910, les demandes d'admission à la pension devront parvenir au Ministère des Colonies, sous peine de déchéance, avant le 1^{er} janvier 1911. Le délai extrême est donc le 31 décembre prochain. Il est toutefois étendu jusqu'au 1^{er} juillet 1911 pour les intéressés résidant en Afrique au 6 mai 1910, soit à la date de la publication au *Bulletin officiel* du décret sur les pensions.

*
* *

La lutte contre la maladie du sommeil, puissamment soutenue par le fonds spécial, s'exerce dans des conditions toujours meilleures.

Les travaux systématiques d'hygiène, de débroussement et de déplacement de villages constituent des procédés prophylactiques dont l'efficacité s'affirme de plus en plus; d'autre part, l'alimentation, en s'améliorant, rend les organismes plus résistants, et si le terrible fléau n'est pas arrêté, il a ralenti en beaucoup d'endroits sa marche destructive.

Le remède radical fait toujours l'objet de recherches de savants. Au cours d'un congrès international tenu à Berlin, le professeur Ehrlich a prétendu que le « 606 » détruisait radicalement les germes de la terrible maladie sans attaquer l'organisme. Puisse l'expérience confirmer ces déclarations du savant inventeur, déclarations accueillies généralement avec confiance. Si la science parvenait à triompher de la maladie du sommeil, elle aurait rendu à l'humanité et surtout à l'Afrique centrale un service dont l'histoire garderait le souvenir.

Quel dommage que le jeune médecin belge montre si peu d'empressement pour la carrière coloniale! Elle n'est cependant pas sans avantages, et sa mission est de nature à tenter les âmes généreuses.

N'est-ce donc rien qu'un traitement annuel de 12,000 à 24,000 francs? N'est-ce rien les avantages financiers assurés à la retraite? N'est-ce rien l'expérience médicale acquise au cours de dix années de colonie?

Et l'on peut jouir de ces avantages au terme d'un engagement de dix ans, qui s'exerce actuellement dans des conditions sérieuses de confort et d'hygiène, avec six mois de congé après chaque série de deux ans. Celui qui s'engagerait à 25 ans retournerait dans le pays à 36 ans, en pleine

force de l'âge, après avoir réalisé un capital très appréciable d'économies, s'être assuré des allocations de retraite et avoir acquis une sérieuse pratique de son art !

Mais au-dessus de ces considérations d'ordre matériel, qui doivent dominer chez l'homme appelé à vivre de sa profession, s'élèvent les considérations d'ordre moral. Quelle admirable carrière ! et comme elle exerce un effet captivant sur ceux qui en ont goûté !

Se sentir le bienfaiteur d'un peuple chez lequel la misère et l'imprévoyance engendrent tant de maladies, qui, dans son sentiment de faiblesse et d'abandon, sait s'attacher avec affection à ceux qui lui donnent aide et assistance !

Savoir qu'on apporte sa pierre à une civilisation qui doit protéger tout un continent contre la dégradation physique et morale sous laquelle il a été écrasé pendant des siècles !

Introduire un peu de dignité humaine dans une société qui ne connaît que des satisfactions d'un ordre matériel inférieur et qui a fait servir la force à exploiter les faibles, les femmes et les enfants !

Celui qui sait apprécier ces considérations d'un ordre élevé trouve au Congo des jouissances qui dépassent de toute leur hauteur morale celles que donne le spectacle de la nature équatoriale avec son éternelle verdure et sa végétation grandiose.

Peut-être les associations professionnelles médicales fixeront-elles un jour leur attention sur les horizons coloniaux qui s'ouvrent non seulement aux carrières pratiques, mais aussi aux dévouements patriotiques.

*
* *

Il eût été intéressant de présenter en chiffres un aspect d'ensemble de la situation financière de la Colonie. Mais le temps dont dispose la Section centrale est trop court pour faire ce travail.

Nous publions telles quelles, comme des matériaux d'étude, les questions que la Section a adressées au Gouvernement sur ce sujet ; nous les faisons suivre des réponses.

Question.

M. le Ministre pourrait-il donner un tableau complet des charges financières assumées par la Colonie en y comprenant les charges d'intérêts, amortissements ou annuités qui comportent les engagements en cours ou à exécution ultérieure ?

Réponse.

Les charges financières de la Colonie sont indiquées :

Au tableau des développements du budget n° 5 des pièces de la Chambre, session 1940-1944, notamment :

1° Au chapitre XXV : *Dépenses diverses*, pages 122 et 124. (Le crédit sollicité à l'article 139, littéra A, sera réduit de 75,000 francs, par voie d'amendement, ensuite du mariage de la Princesse Clémentine.)

2° Au chapitre XXVI : *Service de la Caisse d'épargne, des intérêts des emprunts et des capitaux garantis*, pages 126 et 128. (Le crédit sollicité à l'article 150, littéra D, sera majoré de 70,000 francs, par voie d'amendement, ensuite de la décision prise d'émettre en 1910 pour 7,000,000 de francs de bons du Trésor pour couvrir les dépenses extraordinaires.)

3 Au chapitre XXIX, page 132, art. 161, 163, 164 et 165. (Le crédit sollicité à l'article 161 sera majoré, d'une part, de 261,500 francs, par voie d'amendement, pour prévoir le solde restant à appeler de la participation de l'État dans le capital de l'*American Congo Company*; d'autre part, il sera diminué de 75,000 francs demandés sous le littéra A, ce crédit figurant déjà au budget de 1910.) Le crédit de l'article 161 sera de 588,500 francs.

Les annuités visées au littéra C de l'article 163 sont détaillées à l'annexe C au Traité de cession du Congo à la Belgique (annexe au n° 28 du 3 décembre 1907 des pièces de la Chambre, page 204).

Question.

Quel est l'emploi fait jusqu'ici du crédit de fr. 33,356,775 24 voté pour les dépenses extraordinaires prévues au budget de 1910?

Réponse.

Jusqu'à ce jour, il a été dépensé, à charge des différents articles du budget extraordinaire, conformément au tableau ci-joint, pour environ 7,000,000 de francs. (Voir plus haut le tableau.)

Question.

Quelle en est la répercussion sur le service de la Dette publique de la Colonie?

Réponse.

Il va être créé pour 7,000,000 de francs de bons du Trésor pour couvrir les dépenses extraordinaires précitées; la charge d'intérêts à payer de ce chef en 1911 est évaluée à 245,000 francs qui sont prévus dans le crédit demandé à l'article 150, littéra D, comme il est dit ci-dessus.

Question.

Quelle portée budgétaire ou conséquence financière pour le passif et l'actif de la Colonie peut avoir l'inexactitude que M. le Ministre des Colonies, à la séance du 3 mars 1910, a reconnu exister dans ses déclarations antérieures?

Réponse.

La réponse à cette question ne pourra être donnée avant de connaître la solution qui interviendra dans l'affaire dite de la succession du roi Léopold II, qui n'est pas du ressort du Département des Colonies.

Question.

Un membre désire connaître le détail des subventions accordées à des sociétés philanthropiques, de vulgarisation ou autres, d'intérêt colonial (art. 137).

Réponse.

Les subventions actuellement accordées sont :

- 1,000 francs au « Club Africain » d'Anvers.
 - 1,200 francs au « Cercle Africain » de Bruxelles.
 - 3,000 francs à « La Mutuelle Congolaise » d'Anvers.
-

III. — SOCIÉTÉS CONCESSIONNAIRES.

L'orientation de la politique coloniale ne saurait cadrer avec le système des grandes concessions octroyées sous l'ancien régime; mais son adaptation à des situations acquises ne laisse pas d'offrir des difficultés.

On se trouve en face d'intérêts privés, et rien n'est difficile comme de trouver la mesure exacte pour concilier les exigences de l'intérêt public avec celles de la justice et de l'équité.

La Section n'a pas à discuter des négociations en cours. Un membre se demande si l'État, en sortant éventuellement des indivisions, ne nuira pas à la protection des indigènes vivant dans la zone des concessions. Un membre répond que l'État doit cette protection non en sa qualité d'associé, mais à raison de ses fonctions essentielles de pouvoir public.

Plusieurs questions ont été posées pour connaître l'intention du Gouvernement. Les réponses, que nous reproduisons à la suite des questions, montrent que le Gouvernement négocie avec tous les concessionnaires terriens; elles donnent même les rétroactes des négociations encore en cours avec la Société du Kasai.

Question.

M. le Ministre peut-il faire connaître les arrangements qu'il a conclu avec les Sociétés du Kasai, l'Anversoise et l'Abir?

Peut-il faire connaître éventuellement où en sont les négociations?

Réponse.

Les négociations sont en cours.

Question.

Un membre demande quel régime économique est appliqué aux territoires donnés en propriété à la Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands-Lacs africains par les Conventions du 4 janvier 1902 et du 22 juin 1903.

Réponse.

Il n'existe, dans la Colonie du Congo belge, aucun territoire donné en propriété à la Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands-Lacs africains.

Aux termes de l'article 3 de la Convention du 4 janvier 1902, intervenue entre l'État Indépendant du Congo et la Compagnie des Grands-Lacs, l'État attribue à la Compagnie 4 millions d'hectares et forêts, par 25 millions de francs de capital, pour être exploitées par l'État, la moitié du produit revenant à la Compagnie.

La situation, telle qu'elle se présente, paraît n'avoir actuellement qu'une importance toute relative, les territoires dont il s'agit étant situés dans la zone qui s'ouvrira le 1^{er} juillet 1912.

Des négociations sont engagées avec la Société pour modifier l'état des choses résultant de la Convention du 4 janvier 1902. Les parties examinent de concert le moyen de modifier les dispositions de cette Convention, qui se rapportent aux attributions de terres, de manière à les mettre en harmonie avec la politique économique poursuivie par le Gouvernement.

Question.

Un membre demande si l'État est disposé à renoncer à ses parts dans le Kasai et à son droit d'intervention et de surveillance.

Il désirerait connaître le résultat et les éléments de l'instruction ouverte récemment par M. le juge De la Ruwere.

Réponse.

Sur le premier point, des négociations sont en cours.

Le Gouvernement ignore de quelle affaire il s'agit dans la deuxième partie de cette question. Il lui est donc impossible de répondre.

Question.

M. le Ministre ne désirant pas donner d'explications sur les négociations en cours avec la Société du Kasai, pourrait-il faire connaître les rétroactes constituant des faits acquis?

Réponse.

Il est impossible au Gouvernement de donner des renseignements sur des négociations en cours, mais il ne voit aucun inconvénient à faire connaître les rétroactes de cette affaire.

Par lettres des 16 novembre 1909 et 19 février 1910, l'Administration de la Compagnie du Kasai, ayant eu connaissance, par l'exposé de motifs du budget de 1910, des réformes que le Gouvernement projetait de réaliser dans la Colonie, lui a fait connaître qu'à son avis les résolutions annoncées étaient contraires à la Convention de 1904 intervenue entre elle et l'État du Congo, qu'elle prétendait posséder un droit exclusif de récolte dans les régions visées par la Convention du 31 décembre 1904 et réclamerait un dédommagement du préjudice que lui causeraient les mesures nouvelles.

Par dépêche du 2 mars 1910, M. le Ministre des Colonies répondit à la Compagnie que la décision d'abandonner, à partir du 1^{er} juillet 1910, la récoltes des produits domaniaux à l'initiative privée dans certaines régions du Congo belge, n'était pas contraire aux conventions intervenues entre l'État Indépendant du Congo et la Compagnie du Kasai, que ces conventions n'avaient conféré aucun droit exclusif à la Compagnie du Kasai; qu'il ne pouvait donc être et qu'il n'avait jamais été question d'accorder à cette Compagnie un dédommagement que rien ne justifiait. Il ajoutait que, la lettre de la Compagnie semblant annoncer qu'elle songeait à prendre des mesures judiciaires contre la Colonie, il estimait que le Conseil d'administration avait pour devoir de prendre l'avis de l'assemblée générale des actionnaires et que si le Conseil ne partageait pas cette opinion, il serait obligé de requérir au nom de la Colonie, propriétaire de 2,040 parts bénéficiaires et de 2,040 actions, la convention d'une assemblée générale extraordinaire qui aurait à statuer sur la question.

Le décret du 22 mars 1910 a décidé que l'exploitation en régie des produits végétaux des biens domaniaux prendrait fin le 1^{er} juillet 1910 dans différentes zones des territoires de la Colonie dans lesquelles se trouve les régions où la Compagnie du Kasai exerce son activité.

A la suite de la publication de ce décret, l'Administration de la Compagnie du Kasai a insisté auprès du Ministre pour obtenir une compensation. Le Ministre a répondu qu'il n'en était due aucune, mais que désireux de voir la Colonie se dégager autant que possible de toute attache avec les compagnies qui font le commerce du caoutchouc, il ne se refuserait pas à examiner avec bienveillance toute proposition qui, tout en sauvegardant les intérêts de la Colonie, le rapprocherait de ce résultat.

Le Conseil d'administration de la Compagnie du Kasai proposa alors au Ministre de reprendre les titres de la Colonie à la valeur qui serait déterminée par une liquidation fictive de l'avoir de la Société.

Le Gouvernement répondit qu'il prenait cette proposition en considération, mais que, avant de prendre une résolution ferme, il devrait connaître les résultats de la liquidation fictive telle que la comprenait la Compagnie.

La Compagnie fit connaître ces résultats après quelque temps. Le Gouvernement refusa d'agréer les propositions de la Compagnie, la somme offerte étant insuffisante.

A la suite de l'échec de ces pourparlers, le Ministre des Colonies fut averti que le Conseil d'administration avait décidé de recourir aux tribunaux. En vertu de l'article 27 des statuts, il requit le Conseil de convoquer une assemblée générale des actionnaires à l'ordre du jour de laquelle serait porté l'objet suivant :

« Examen de la situation financière faite à la Compagnie ensuite de l'application du décret du 22 mars 1910 sur la récolte des produits végétaux dans les terres domaniales. Discussion et vote de toutes résolutions utiles. »

Sans attendre la réunion de l'assemblée, le Conseil général de la Compagnie décida d'assigner l'État belge malgré les protestations des délégués du Gouvernement qui assistaient à la séance du Conseil et qui, en vertu de leurs instructions précises, s'opposaient au procès au nom de la Colonie, propriétaire de la majorité des actions et parts bénéficiaires de la Société. Nonobstant cette opposition, l'assignation fut signifiée à l'État belge le 13 août 1910.

L'assemblée générale extraordinaire fut réunie le 27 août 1910, et le délégué de la Colonie requit le Président de soumettre au vote de l'assemblée une résolution tendant à déclarer que l'assemblée générale des actionnaires estimait qu'il ne pouvait pas être donné suite au procès et invitait le Directeur général de la Compagnie à signifier le désistement dans le mois.

Le Président de l'assemblée refusa de mettre l'ordre du jour aux voix, en invoquant l'incompétence statutaire de l'assemblée pour prendre la décision proposée par la Colonie. Le Gouvernement fit alors assigner le Comité permanent de la Compagnie devant le Tribunal de commerce de Bruxelles, aux fins de faire décider que sa motion serait mise aux voix.

Si le Gouvernement a pris cette attitude, ce n'est pas qu'il redoute le moins du monde le résultat du procès intenté, mais parce qu'il estime qu'il ne pouvait, sans abdiquer le droit de l'État, permettre qu'une société, dont il possède la majorité des titres, lui intente un procès.

A la suite de ces faits, le Conseil d'administration résolut de porter à 2 millions de francs le capital social en restreignant à une part virile le droit de souscription de l'État. Cette décision avait pour but d'enlever à l'État la majorité de l'assemblée générale. Le Conseil d'administration prétendait baser cette décision sur l'article 4 des statuts. Mais il faisait de cet article une application abusive.

L'État fit assigner la Compagnie devant le Tribunal de commerce de Bruxelles pour obtenir en justice la nullité de cette décision prise en violation des conventions qui lient les parties et fit convoquer en même temps une assemblée extraordinaire. Cette assemblée a été ajournée, l'Administra-

tion de la Société ayant proposé à l'État d'ouvrir de nouvelles négociations en vue du règlement de toutes les difficultés. Ces négociations sont en cours et, en attendant un résultat, toutes mesures de procédure ou autres ont été suspendues.

IV. — DÉCENTRALISATION.

Il ne suffit pas de mettre à la base de la politique coloniale des principes justes, il faut encore organiser l'action colonisatrice de telle sorte qu'elle produise son maximum d'effet utile, et la décentralisation est l'un des moyens les plus pratiques pour y réussir.

Déjà l'année dernière, l'attention de la Chambre y a été attirée par le rapport de la Section centrale et par la discussion du Budget colonial. M. le Ministre des Colonies, tout en admettant la thèse, se disait contrarié par la loi coloniale conçue dans un esprit centralisateur.

Il importe de revenir sur ce sujet; chaque jour, il gagne en importance, et il semble bien que, si l'attention y était fixée davantage, on pourrait, sans attendre les retards d'une réforme législative, faire des applications décentralisatrices en dégagant davantage l'action africaine de l'initiative absorbante des bureaux métropolitains et en éveillant dans la Colonie la vie régionale et locale.

Une évolution rapide doit se produire dans les méthodes, parce que la situation du Congo elle-même a changé d'aspect.

Les administrations métropolitaines et africaines se ressentent encore trop de l'époque où le pouvoir absolu concentrait à Bruxelles tous les fils du mouvement. Au début, il fallait une direction centrale. C'était le souverain qui avait eu la géniale conception du réveil du centre de l'Afrique. C'était lui qui, par son habileté politique et diplomatique, autant que par son action militaire en Afrique, devait faire apparaître dans le monde international l'idée d'une colonie belge. C'était lui qui, agissant avec des ressources limitées, devait obtenir des résultats immédiats décisifs pour assurer la prise de possession et les rudiments d'une organisation administrative. Et l'on comprend que l'administration fut garantie contre les effets déprimants de la centralisation par l'énergie inlassable, qui, rayonnant du centre, ne cessait de stimuler l'action africaine.

Le Parlement, en faisant la charte coloniale, a obéi à la poussée de réaction que devait fatalement produire la survivance de ce procédé à la période de conquête diplomatique et militaire; et il semble avoir franchi les limites que trace l'expérience des autres pays coloniaux ⁽¹⁾. L'œuvre législative,

(1) HALEWYCK, *La charte coloniale*, Bruxelles, 1910. Introduction.

confondant le droit de contrôle de la Métropole avec l'administration active sur place, a réduit celle-ci à un rôle trop dépendant; elle nuit ainsi à son énergie et à son efficacité; et le Gouvernement, s'il poursuivait la même voie, courrait risque d'en développer les inconvénients.

Il ne peut entrer dans l'esprit de personne de retirer à la Métropole son rôle de direction générale et de contrôle que lui impose sa responsabilité morale, ni de diminuer les garanties que la charte coloniale donne aux droits individuels des blancs et des noirs.

La question se pose comme suit : Comment, tout en respectant les droits et les devoirs de la Métropole, peut-on le mieux assurer à l'administration africaine l'action vigilante, souple et efficace, indispensable au développement de la Colonie?

L'expérience de grands pays colonisateurs montre qu'il faut laisser l'initiative et la responsabilité là où se place l'action. Il en résulte d'abord que l'administration d'Afrique doit pouvoir compter plus sur elle-même et sur sa propre expérience que sur les conseils et l'impulsion d'une administration européenne; il en résulte ensuite qu'en Afrique l'organisation de la vie régionale et locale doit compléter l'organisation de direction centrale.

Les pays qui se sont engagés plus tard dans la voie coloniale et qui, ne s'inspirant pas assez des leçons de l'histoire, ont voulu essayer des méthodes propres à la race, ont abouti aux mêmes principes après des succès instructifs. Ainsi, la France, foyer de la centralisation qui domine dans les pays latins, a d'abord instauré ses procédés administratifs dans ses colonies; mais elle a vu son erreur, et les colonies françaises, par le contraste qu'offrent les méthodes suivies et les résultats qu'elles obtiennent, présentent un champ d'observation des plus instructifs.

L'autonomie, c'est-à-dire une indépendance relative de la Métropole, et la décentralisation en Afrique ont assuré des progrès surprenants à l'Afrique occidentale française.

Ces principes n'y ont été introduits qu'après la pénible expérience faite avec le principe centralisateur. On a dit que le Ministre de la Marine, qui autrefois avait les colonies dans son département, les administrait comme il administre un cuirassé. Ce fut le régime de la centralisation à outrance, aggravée encore par l'esprit de discipline, la militarisation systématique de tous les organes, de jour en jour plus rigides, plus immobilisés dans un fonctionnement sans souplesse et sans élasticité ⁽¹⁾. On conçoit ce que pareille administration, s'exerçant à distance, devait avoir de défauts.

Aussi est-on arrivé en France à une conception coloniale tout autre. L'Afrique occidentale, qui constitue le groupement politique de plusieurs colonies, a son gouvernement général fixé en Afrique, gouvernement qui exerce son autorité sur les diverses colonies; mais celles-ci ont chacune leur administration, leur budget et leur politique indigène propres.

Ce principe de l'autonomie avec son complément de la décentralisation locale a été appliqué à l'Afrique équatoriale française, anciennement appelée

(1) LUCIEN HUBERT, *L'éveil d'un monde*. Paris, 1909.

Congo français, et qui forme le groupement des colonies du Gabon, du Moyen-Congo et de l'Oubangui-Chari-Thad, ayant chacun leur lieutenant-gouverneur.

« Le Congo (français), dit Challaye, a longtemps souffert d'une organisation trop centralisée ⁽¹⁾. »

Il n'est pas sans intérêt de s'arrêter un instant à l'effort continu qui a abouti à sa réorganisation ; il est exposé avec une grande clarté par M. Messimy, rapporteur du budget des colonies ⁽²⁾.

« Le décret du 29 décembre 1903 avait eu le grand tort de réunir entre les mains du chef suprême de la Colonie des attributions de gouvernement insuffisantes et des fonctions administratives trop absorbantes. On avait, à ce moment, commis au Congo la même erreur qu'en Afrique occidentale où, pendant un certain temps, le Gouverneur général avait eu personnellement l'administration d'une des colonies du groupe.

» Le décret du 14 février 1906 était venu corriger cette erreur. Cet acte, en déchargeant le Commissaire général de l'administration personnelle de tout territoire, avait déjà déterminé dans ses grandes lignes ses pouvoirs de direction et de contrôle, en le constituant le dépositaire des pouvoirs de la République, dans toute l'étendue de nos possessions congolaises réparties entre colonies administrées sous l'autorité du Commissaire général par trois lieutenants-gouverneurs. Le décret conféra, en outre, au Commissaire général des pouvoirs de nomination et créa un Budget général et un Conseil de gouvernement. Ce dernier Conseil fut, ainsi que les Conseils d'administration, réorganisé postérieurement par un décret du 3 mars 1906. Cette charte organique de 1906 s'inspirait très nettement déjà de ce qui avait été antérieurement fait en Indo-Chine, ensuite en Afrique occidentale.

» Le 15 janvier 1910, une série de nouveaux décrets sont venus faire prévaloir plus résolument encore qu'en 1910 les mêmes principes en réalisant pratiquement, d'une manière plus effective, l'autonomie administrative et financière des divers territoires groupés sous la haute autorité du Gouvernement général. »

Et pour marquer que cette organisation nouvelle assurera avec plus d'indépendance plus d'initiative aux administrations locales, M. Messimy ajoute :

« Les lieutenants-gouverneurs auront enfin désormais sur leur budget une action plus grande et plus directe qu'autrefois. »

De son côté, M. Lucien Hubert, député du Nord, connu pour sa compétence coloniale, montre avec quel empressement l'administration locale accepte, pour l'accomplissement de sa tâche, le concours des populations intéressées et comment elle cherche à éveiller la vie régionale et locale au sein du cercle ; au fur et à mesure que les populations se développent et

(1) FÉLICIEN CHALLAYE, *Le Congo français*, p. 208. Paris, Alcan, 1909.

(2) A. MESSIMY, *Votre œuvre coloniale*. Paris, 1910.

prennent conscience de leur intérêt collectif, on forme des commissions municipales qui n'ont rien d'organique, mais qui mettent en présence de l'autorité les notables de la région.

Si l'expérience réussit, on en consolide les résultats en créant la commune mixte, c'est-à-dire une commune qui a sa personnalité propre, mais qui reste sous la domination d'un maire.

Enfin, une dernière étape est faite par la création de la commune de plein exercice ayant une autonomie analogue à celle des communes de la Métropole.

Ainsi progressivement la vie régionale et locale devient organique et amène dans la Colonie la vitalité sans laquelle son relèvement est démesurément lent, si pas impossible.

L'effet de cette politique est manifestement bienfaisant. M. le docteur Cureau, l'un des plus actifs collaborateurs de M. de Brazza, successivement lieutenant-gouverneur du Moyen-Congo et du Gabon, nous apporte à cet égard son témoignage dans un récent interview accordé au *Temps*. Il constate le progrès de la Colonie.

De plus, l'autonomie relative de l'administration locale a empêché, malgré les erreurs du passé, l'administration métropolitaine de se gonfler à l'excès; celle-ci ne comporte, pour le service de toutes les colonies françaises, qu'un personnel de deux cents quatre-vingt-deux agents civils et militaires; des esprits avertis estiment qu'une meilleure organisation y réaliserait encore de sérieux progrès ⁽¹⁾. Et dire que le cadre de l'administration métropolitaine belge compte, pour une seule colonie, deux cent cinquante et un fonctionnaires et employés !

L'Allemagne poursuit la même politique coloniale. M. Forthomme, notre consul à Johannesburg, la décrit avec beaucoup de clarté et il en vante les effets ⁽²⁾. Nous croyons devoir y appeler l'attention, tout en faisant remarquer que l'Afrique orientale allemande compte une population blanche bien plus importante que le Congo :

« Dans le courant de l'année dernière, le Gouvernement allemand y a créé des conseils communaux (*Gemeinderäte*) et des conseils régionaux (*Bezirksräte*); c'est un premier pas dans la voie de l'autonomie.

» Les membres des conseils communaux sont nommés moitié par le corps électoral, moitié par les diverses classes et professions : c'est la représentation des intérêts au bas de l'échelle. Pour être électeur et éligible, il faut, entre autres conditions, posséder la nationalité allemande. Une disposition de la loi permet aux conseils communaux d'accorder le droit de vote aux étrangers qui rendraient des services spéciaux à la commune ou se distingueraient dans le domaine économique.

» Quant aux membres des conseils régionaux, ils sont nommés moitié au scrutin indirect, — par les conseils communaux du district, — moitié au

(1) MESSIMY, *Notre œuvre coloniale*, p. 395.

(2) *Recueil consulaire*, 1910, t. CL, 3^e livraison, Afrique-Australie, p. 355.

scrutin direct — par les électeurs habitant sur le territoire d'une commune organisée.

» Au-dessus de ces organismes d'administration locale se trouve le *Landesrat*, qui rappelle, tant sous le rapport du mode d'élection qu'au point de vue des attributions, les conseils législatifs des colonies anglaises dites de la couronne, ne jouissant, comme on sait, que d'une autonomie relative. Ici l'élection à deux degrés va de pair avec la nomination officielle. Les districts nomment les membres du *Landesrat*. De son côté, le gouverneur de la Colonie nomme autant de membres qu'il en a été désigné par l'élection.

» Le rôle du *Landesrat* est, sauf en un seul cas, purement consultatif. La loi coloniale le charge de donner son avis sur le budget annuel, le projet d'ordonnance émanant du gouverneur et sur toutes affaires qui pourraient lui être soumises par le Gouvernement. En ce qui concerne les affaires qui lui sont soumises expressément par le chancelier de l'Empire, le *Landesrat* émet un avis définitif.

» Le gouverneur impérial qui réside à Windhoek représente la Métropole dans la Colonie. Il y a vingt subdivisions territoriales ou *Bezirke* administrées chacune par un chef de district ou *Bezirksmann*. Enfin, en ce qui concerne l'organisation judiciaire, la Colonie compte cinq tribunaux de première instance et une cour d'appel dans le chef-lieu (Windhoek), présidée par un *Oberrichter*.

» Comme le remarque M. P. Forthomme, l'organisation administrative de l'Afrique sud-occidentale allemande répond très bien aux besoins réels de la Colonie. Elle constitue une heureuse transaction entre une administration émanant trop exclusivement de la Métropole, un fonctionnaire local, qui tendrait inconsciemment à gêner l'initiative privée, et un gouvernement autonome qui ne se justifierait pas dans une possession ne comptant encore que quelques milliers de blancs. »

Le principe de décentralisation et le principe d'autonomie sont issus de cette vérité banale qu'on administre d'autant mieux une chose qu'on la connaît de plus près.

Si l'on voulait en faire une application, sans modification législative, ne serait-il pas bien simple de nommer au Congo un Gouverneur général dont la qualité augmenterait à ses propres yeux le sentiment de la responsabilité, et aux yeux des autres le prestige de l'autorité? Ne serait-il pas possible de l'entourer du personnel nécessaire pour son rôle d'initiative administrative? Ne serait-il pas logique de lui abandonner le soin de dresser, au moins partiellement, le budget général proposant les crédits d'intérêt général, et de laisser présenter, sous son contrôle, les budgets régionaux contenant les crédits nécessaires aux travaux régionaux qu'on apprécie mieux sur place? Ne serait-il pas rationnel de lui laisser faire le projet des règlements exécutifs qui, en se faisant en Europe, se ressentent trop du milieu formaliste.

L'obstacle de la Charte coloniale n'est qu'une légende. Rien ne s'oppose à ces mesures d'application dont l'importance serait considérable. Si le

Gouvernement local rédigeait lui-même le budget, sous sa responsabilité, il chercherait avant tout à donner aux crédits l'affectation la plus utile et à élaguer les dépenses inefficaces. Aujourd'hui, lorsqu'il est invité à faire de simples propositions, il doit être tenté de présenter à la fois toutes les demandes de crédit et peut-être de les gonfler, parce qu'il sait qu'elles subiront des réductions et des éliminations aux bureaux métropolitains; et cette revision, qui se fait sans la claire vue des besoins, déplace les responsabilités et énerve les initiatives.

L'expérience nous a suffisamment montré les défauts de l'administration s'exerçant à distance. On se rappelle ces règlements sur la chasse qui soumettaient au même régime des régions aux saisons opposées, les règlements imposant le poinçonnage de l'ivoire, alors qu'il n'existait pas de poinçons. Ils se sont multipliés avec une telle aisance que les fonctionnaires ou agents perdus au milieu de la forêt ou de la brousse, et absorbés par les travaux, n'avaient pas le temps d'en prendre connaissance.

La paperasserie, le formalisme et le fonctionnarisme ont toujours été les défauts des vieux pays; ils ne sont nulle part plus nuisibles que dans les pays sauvages où l'administration doit puiser en elle-même toutes les initiatives, parce qu'elle est toujours en contact avec l'imprévu.

Il va de soi que, si l'on doit donner plus d'initiative aux agents, il importe de les former avec soin. A cet égard les développements donnés au cours colonial pour lesquels il est prévu une augmentation de crédit de 120,250 francs seront utiles; il en est de même de la création d'un enseignement médical spécialement destiné aux pharmaciens et aux missionnaires et pour lequel il est demandé une augmentation de crédit de 14,550 francs.

Il importe de continuer dans cette voie de la formation des agents. Dans les Indes anglaises, aucun fonctionnaire n'est admis s'il ne prouve par un examen qu'il connaît la langue des indigènes. Cette garantie est indispensable pour tous ceux qui sont en contact direct avec la population : elle fait gagner du temps, elle rend plus efficace le rôle de l'agent et elle l'introduit plus aisément dans l'affection des populations.

Notre Musée colonial de Tervueren, qui a fait l'admiration des étrangers et qui présente un enseignement intuitif dans un cadre merveilleux d'art et de verdure, devrait être mieux étudié par nos futurs agents.

Pourquoi ne recourrait-on pas davantage aux missions d'étude dans les autres colonies? On apprécie d'autant mieux la valeur du Congo et des procédés de colonisation qu'on peut en juger par comparaison avec d'autres régions tropicales. Des bourses de voyage pourraient aussi être distribuées aux jeunes gens désireux de se perfectionner dans des écoles spéciales étrangères, telle la belle école coloniale de Witzenhausen sur la Werra, qui est essentiellement pratique.

On ne peut rien négliger pour former l'agent colonial; autant vaut l'agent, autant vaut l'œuvre.

L'idée de l'administration locale doit conduire forcément à la décentralisation. Les grands travaux d'outillage économique ont leur évidente utilité et ont un caractère d'urgence que justifie l'intérêt politique autant que

l'intérêt économique; mais ils n'ont toute leur efficacité que si leur effet bienfaisant peut pénétrer à l'intérieur par la ramification des routes. Or, il n'y a pas de plainte plus générale que celle qui concerne les difficultés de communications entre les villages indigènes; le portage s'y exerce dans des conditions déplorables au double point de vue du commerce et de la santé des noirs. Aussi tous ceux qui se fixent à demeure au Congo, telles les missions, ont-ils soin tout d'abord de créer des routes. La mission de Kisantu a construit 300 kilomètres de routes carrossables qui desservent tout le pays et qui dégagent son activité de l'entrave cruelle du portage.

Bien plus, des localités habitées par les blancs ne reçoivent pas les aménagements indispensables, parce qu'un budget général ne saurait prévoir ces détails; c'est pourquoi le budget local et le budget régional constituent une nécessité impérieuse.

D'une façon générale il faut solliciter une collaboration plus active et plus cordiale de tous les civilisés; des réunions annuelles, soit par région, soit par localités importantes seront efficaces, même si elles ne sont que purement consultatives. Elles établiraient l'entente et l'harmonie entre les blancs, alors que trop souvent on voit régner entre fonctionnaires, militaires, commerçants et missionnaires, des sentiments de défiance et parfois d'éloignement.

Le concours de tous est indispensable; car, comme nous le verrons plus loin, il faudra faire marcher de pair le développement de l'outillage économique et l'évolution de la société rudimentaire des noirs : c'est là une tâche immense pour laquelle rien ne peut être négligé.

Ces idées n'ont rien de nouveau, et si nous les signalons à nouveau, c'est pour en hâter la réalisation. M. le Ministre les a lui-même développées plus d'une fois, et son administration en Afrique vient de les énoncer dans une récente circulaire de M. le Vice-Gouverneur Fuchs :

« Au cours de leurs tournées, dit M. Fuchs, les fonctionnaires et agents s'enquerront de la situation du commerce dans les régions qu'ils traverseront, ils recevront les factoriens ou leur agent, et ils s'efforceront de résoudre les questions qui leur seront soumises. Ils en saisiront l'autorité supérieure lorsque leur solution leur paraîtra sortir de leur compétence. Je ne peux assez insister, continue-t-il, sur la nécessité qu'il y a à ce que le personnel colonial se pénètre bien de cette idée que les particuliers ne sont pas des étrangers, qu'ils poursuivent en Afrique un but parallèle au sien et que c'est en s'appuyant les uns sur les autres qu'ils contribueront le mieux à l'œuvre civilisatrice. »

Ces conseils sont excellents, mais le meilleur moyen de leur donner une réalisation pratique est d'organiser d'une façon organique, méthodique, l'expression des vœux des colons dans des assemblées annuelles, soit consultatives, soit délibératives. Les fonctions, dit-on, créent les organes, mais les organes aident aussi à créer les fonctions.

En Algérie, les Chambres de commerce ont reçu la personnification

civile et y sont devenues des collaboratrices puissantes du pouvoir. Le port d'Alger est leur création.

Au Katanga, l'initiative privée a pris les devants. Elle vient de créer la Bourse du travail du Katanga. Cette institution d'ordre social et économique a pour but d'augmenter la capacité professionnelle des ouvriers noirs. Elle se propose notamment de veiller à ce que les travailleurs, obligés de se transporter de leurs villages dans les centres où la besogne les appelle, souffrent moins des fatigues du voyage. Dans ce but, la Bourse du travail enverra les ouvriers indigènes dans un « camp » où ils pourront se refaire des fatigues du trajet accompli avant de s'atteler à leur tâche. On espère ainsi développer le goût du noir pour le travail industriel. C'est une entreprise éminemment utile, mais dont le Gouvernement devra surveiller la direction.

Une réforme importante vient d'être réalisée dans la voie de la décentralisation. Le Katanga est organisé en un district autonome ayant tous ses services administratifs avec un Vice-Gouverneur investi dans le domaine du pouvoir exécutif et sous le contrôle de son chef hiérarchique, de tous les droits attribués au Gouverneur général de la Colonie. Un projet de loi a été déposé sur le bureau de la Chambre des Représentants, à la séance du 22 novembre 1940, dans le but d'investir les Vice-Gouverneurs généraux qui administrent un territoire, du pouvoir législatif exceptionnellement exercé par le Gouverneur général.

C'est une étape. Elle conduira logiquement à la constitution d'autres territoires en vice-gouvernement général. La Chambre, en examinant le projet spécial pour le Katanga, aura l'occasion d'examiner la question dans son ensemble.

Le projet de loi n'était pas déposé lorsque la Section adressa à M. le Ministre deux questions que nous reproduisons avec les réponses. Les réponses, comme on s'en rendra aisément compte à la lecture, sont très favorables au principe de la décentralisation et de l'organisation régionale et locale; la Section le constate avec plaisir; elle exprime le vœu que les réformes annoncées se réalisent le plus tôt possible.

Question.

Un membre demande qui a touché, pour l'exercice courant, le traitement de Gouverneur général et quelle est l'importance de ce traitement.

Y a-t-il un Gouverneur général en fonctions?

Réponse.

Durant l'exercice courant, le Gouverneur général titulaire n'a pas été en fonctions au Congo. La direction du Gouvernement local a été exercée par un Vice-Gouverneur général.

Le traitement du Gouverneur général de 30,000 francs n'a pas été payé.

Question.

Un membre demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour organiser la vie administrative régionale et locale ?

N'est-il pas possible de faire des budgets régionaux et même locaux dans quelques contrées ?

N'est-il pas possible d'organiser dans les régions les plus actives des assemblées annuelles dans lesquelles les principaux intéressés blancs et même les chefs noirs seraient invités à exposer leurs desiderata et à collaborer ainsi, dans une certaine mesure, au progrès régional ?

Réponse.

Comme en témoignent les divers décrets pris au cours de cette année, le Gouvernement poursuit au Congo un programme de réformes qui aura pour résultat de modifier profondément la vie économique et d'influencer la vie sociale indigène. Le point de développement auquel est arrivée notre jeune Colonie ne permet pas encore de considérer comme possible l'organisation régionale et locale, telle que paraît le comprendre l'auteur de la question.

Quoi qu'il en soit, le Gouvernement a pris récemment un décret réorganisant des chefferies indigènes et il ne perd pas de vue qu'il y aura lieu, dans l'avenir, de modifier l'administration des régions et des centres dans le sens d'une certaine collaboration des habitants civilisés. Un projet d'organisation des centres principaux est à l'étude.

V. — DÉVELOPPEMENT DE LA VIE AGRICOLE CHEZ LES INDIGÈNES. ÉVOLUTION SOCIALE.

L'agriculture, plus que les mines qui s'épuisent, fait les colonies riches : *Fructus nascitur et renascitur*. Elle est plus qu'un facteur de richesse ; elle est, surtout dans les pays sauvages, un agent économique civilisateur.

Elle enrichit autant l'indigène que le colon. Elle fixe au sol des populations dont l'instabilité est un fléau ; elle leur donne, avec du travail régulier à demeure, une rémunération qui éveille et soutient l'effort ; avec plus de bien-être, elle leur donne la base matérielle indispensable à leur ascension physique et morale.

Mais, à l'encontre de la cueillette, qui est une opération facile, élémentaire, l'exploitation agricole est une opération complexe qui dépend à la fois du milieu matériel et du milieu social.

Si l'on veut introduire l'élevage et la culture dans un pays sauvage, il

faut non seulement en apporter les premiers éléments et les procédés, mais il faut encore modifier les habitudes et les mœurs qui, en s'opposant à la création et à la conservation de richesses, rendent inutile le travail régulier.

A ce double point de vue, il y a à faire un effort considérable auprès des populations indigènes du Congo, condamnées à l'inaction non seulement par une paresse séculaire qui a brisé tous les ressorts de l'énergie, mais aussi par une organisation sociale destructive de la notion de possession privative.

On doit à la fois développer les cultures rudimentaires déjà en usage et introduire de nouvelles cultures vivrières et industrielles.

On peut, à cet effet, se servir de moniteurs ou conseillers agricoles qui, dans les colonies anglaises et allemandes, ont, en beaucoup d'endroits, réussi à amener l'indigène à la culture. Un autre moyen efficace est de créer des fermes, surtout à côté des camps de soldats ou de travailleurs et à côté des écoles; la vie agricole s'y apprend par la vue, par l'expérience.

Malheureusement, les cultures vivrières, qui jadis entouraient la plupart des postes et qui étaient pour les agents un motif de fierté autant qu'une source indispensable de moyens de subsistance, semblent perdre de leur intérêt; les vieux coloniaux constatent avec regret que, suivant leur expression originale, la mode s'en perd; les agents nouveaux ont une tendance à se reposer sur le ravitaillement d'Europe. C'est là un mal aussi grand pour les indigènes que pour les blancs, dont l'hygiène exige des vivres frais.

Tout doucement le souci agricole, qui jadis était stimulé par l'exemple des blancs, pourrait diminuer aussi parmi les noirs. Pour réagir il faudrait profiter de toutes les occasions pour l'entretenir et le développer. En beaucoup d'endroits, on a eu tort de ne pas attacher un jardinet aux maisons des travailleurs et même des soldats; on a eu tort aussi de dispenser les femmes de soldats de faire le travail agricole conformément aux usages reçus.

Quant à l'élevage, on a réussi dans des missions à intéresser les noirs au gros bétail par des contrats analogues au bail à cheptel. L'on ne saurait assez répandre le bétail dans tout le pays pour le faire connaître et apprécier par les indigènes. La direction de l'agriculture, créée au sein du Ministère, et à la tête de laquelle se trouve un homme compétent et énergique, s'apprête à donner à l'agriculture une vive impulsion. Elle projette de concentrer le bétail d'élevage à l'effet de constituer des troupeaux importants dans les localités où les pâturages naturels sont étendus et de bonne qualité.

Cette concentration peut présenter certains avantages, tels que facilité d'inspection hygiénique; mais elle a aussi de très graves inconvénients sur lesquels il importe de fixer l'attention. Rien n'est dangereux dans les pays tropicaux comme de faire des déplacements de bétail; parfois on y perd tout ce que des efforts patients avaient constitué de cheptel. De plus, le meilleur moyen de développer l'élevage, est d'y associer les indigènes et de les mettre le plus possible en contact avec du bétail disséminé dans le pays en groupes moins importants.

Quand on introduit la culture dans le pays, il faut non seulement en apprendre les procédés aux indigènes, il faut encore leur assurer le bénéfice de l'opération en leur garantissant le placement de leurs produits; il faut même les mettre en état de déposer les produits dans des greniers ou magasins pour qu'ils puissent en attendre la réalisation.

Ce n'est pas tout. Par des efforts persévérants on réussira peut-être à entraîner des chefs dans la voie agricole; on peut les stimuler de toutes façons, fût-ce par des primes ou par des honneurs, tels que la qualité de membre d'un conseil agricole indigène. Mais pour introduire dans la population, pour généraliser l'idée d'un travail régulier, surtout en matière agricole, il faut développer la notion de l'appropriation privée du sol, il faut améliorer le logement, il faut créer des villages échappant à l'étouffement économique des coutumes indigènes et de la dévolution successorale.

A quoi peut servir un effort personnel lorsqu'on ne peut pas en conserver le produit. Qu'un noir s'enrichisse, il n'en peut jouir rationnellement, ni en faire jouir les siens. Où conservera-t-il l'avoir? Dans sa hutte ouverte à tous les passants? A qui laissera-t-il son avoir? Sa femme et ses enfants n'y ont pas droit; la succession, pour autant que l'avoir échappe à la destruction qu'entraîne généralement la mort de son propriétaire, revient aux oncles maternels. Bien plus, il suffit qu'un homme ou une femme ait la réputation de posséder quelque avoir, pour que son existence soit menacée. On sait que la mort est attribuée généralement à un sort; et quand un décès se produit, le féticheur a vite fait de désigner comme jeteur du sort celui dont il envie les richesses; c'est ainsi qu'on voit souvent disparaître mystérieusement la ménagère du blanc revenue dans son village.

C'est ce milieu social, destructif de toute notion de propriété, de richesse et de progrès, qu'il faut progressivement modifier; à cet effet, on pourrait favoriser l'éclosion ou même la création de villages placés sous la sauvegarde de la loi européenne et sous le contrôle de blancs.

Déjà aujourd'hui l'existence de centres européens provoque une ascension économique et une lente évolution des mœurs; le travail, qui retombait sur les faibles, les femmes et les enfants, est de plus en plus assumé par les hommes; mais le régime social, qui doit protéger l'avoir et encourager le travail régulier, n'existe pas encore pour le noir.

Il faut donc créer un milieu nouveau, autre que le milieu sauvage; les noirs le comprennent; c'est ainsi que se sont formés les villages libres d'anciens travailleurs qui préfèrent se grouper plutôt que de se disperser en rentrant dans leurs villages. Dans les colonies françaises on a créé les villages de la liberté; dans les colonies voisines de l'est le gouvernement a supprimé l'esclavage et paie une indemnité au maître de l'esclave libéré.

La contrainte ne saurait ici servir la cause de la civilisation; l'attraction de ces centres, où le bien-être pourrait se développer en toute sécurité, suffirait; et en fin de compte la loi européenne en contact avec la loi indigène, par une action lente, finirait par la dominer et la remplacer.

L'histoire est un éternel recommencement. Les barbares qui ont détruit

l'empire romain en ont emprunté la législation supérieure. Ainsi les Visigoths avaient leur loi personnelle, mais ils respectaient la loi des Gallo-Romains appelée Bréviaire d'Alaric II; le droit était non territorial mais personnel; et dans leur lente compénétration, la loi supérieure a triomphé de la loi inférieure.

Il en sera de même à un échelon plus bas de l'humanité, chez les sauvages d'Afrique.

On a dit qu'il fallait les faire évoluer dans leur civilisation; le mot est de Waldeck-Rousseau et il a eu son succès; mais il n'est fondé que si l'on entend par là qu'il faut, par voie d'évolution, arriver à son remplacement par une civilisation supérieure.

Pour aider l'évolution on peut juxtaposer une autre civilisation dans laquelle se réfugieraient les personnes qui veulent se soustraire à la dépression du milieu sauvage. Il faudrait donc compléter la formule en disant qu'il faut faire évoluer les noirs pour les faire sortir de leur civilisation inférieure.

Toute la civilisation doit se baser sur le relèvement de l'individu, sur l'effort personnel; et pour que l'effort personnel se produise et se soutienne, il doit avoir pour but plus de bien-être.

Le noir, dans sa pauvre hutte, ne peut guère songer au bien-être même immédiat. Il ne peut songer à l'orner ou à s'y créer du confort; il n'y peut rien conserver en sécurité; ses enfants eux-mêmes sont obligés de la quitter la nuit pour loger, tous ensemble, les garçons du village dans une hutte commune, les filles dans une autre.

Pour que le sentiment de la dignité et de l'individualité puisse naître et se consolider, il faut que l'homme ait au moins un chez lui dont il peut jouir, qu'il peut embellir de confort, et qui protège sa personne et ses biens. De même si l'on veut développer l'effort cultural, il faut que le noir ait sa propriété, sa culture clôturée.

Ces idées ont été vivement mises en lumière au Congrès international d'agronomie tropicale qui s'est tenu cette année à Bruxelles; elles sont développées dans les revues ⁽¹⁾ et elles ont été discutées dans un groupe d'études coloniales qui se réunit à l'Institut de sociologie Solvay, en dehors de toute idée politique, dans la pensée patriotique de servir la cause coloniale; nous donnons un résumé du premier échange de vue, pour indiquer l'orientation des travaux et leur donner si possible un effet utile.

Il faut développer au point de vue agricole le désir de situations indépendantes qui se manifeste déjà vivement parmi les populations indigènes; il y existe des artisans, des négociants, des pêcheurs, qui sont entourés d'une certaine considération. Et si nous nous plaçons plus spécialement sur le terrain cultural, ce n'est pas pour exclure la mise en valeur d'autres sources de richesses. Ainsi la pêche, qu'une haute initiative a mis en

(1) Deux revues françaises, *L'Afrique libre*, Paris, rue du Cherche-Midi et *La Revue indigène*, Paris, rue Mayer, défendent ces idées avec une grande vaillance.

relief, peut assurer, avec des ressources abondantes, du bien-être à de nombreuses familles indigènes.

Voici les vœux proposés dans le groupe d'études coloniales et sur lesquels se poursuit l'examen contradictoire :

« 1. Des mesures seront prises pour amener les indigènes dont les villages ne sont pas trop éloignés des postes de l'État, à développer et améliorer les cultures vivrières et à entreprendre des cultures industrielles destinées à être vendues par eux soit aux maisons de commerce établies, soit, à défaut de celles-ci dans un voisinage plus ou moins immédiat, aux postes de l'État. Dans cette dernière hypothèse, l'administration fixera chaque année et selon les régions, les mercuriales des prix d'achat. Il importe en effet que, dans les débuts tout au moins, l'État assure aux indigènes la vente des produits qu'il les aura lui-même engagés à récolter; là où des maisons de commerce seront établies dans un rayon à déterminer, l'État s'abstiendra de faire de pareilles opérations.

» Les produits achetés par l'État seront utilisés par lui s'ils proviennent de cultures vivrières et vendues soit de la main à la main, soit par voie d'adjudication publique, dans un centre ou plusieurs maisons de commerce sont déjà établies.

» 2. Quelques agents agricoles européens ayant préalablement visité des colonies tropicales dans lesquelles les indigènes se livrent déjà aux cultures vivrières et industrielles, seront envoyés au Congo pour enseigner, dans les villages indigènes qui leur seront désignés par l'autorité compétente, la manière d'améliorer les cultures vivrières et de commencer les cultures industrielles (cacao, café, caoutchouc, tabac, coton, etc.). Ils seront attachés à des postes déterminés, mais seront itinérants et inspecteront fréquemment les villages où leur enseignement s'exercera.

» 3. L'Administration prendra des mesures pour que ces agents agricoles puissent fournir aux indigènes les semences et, au besoin, les plantes nécessaires. Les frais de ces avances pourront être récupérables.

» 4. Les agents agricoles pourront être mis, dans des conditions à déterminer, à la disposition des maisons de commerce pour donner leur enseignement pratique et exercer leur inspection dans les régions entourant lesdites maisons.

» 5. Des primes et des distinctions honorifiques, tels que membres d'un conseil agricole, seront accordées aux indigènes ou aux chefs des villages qui auront développé les cultures avec le plus de soin, qui auront produit le rendement le plus fort, ou qui auront construit une habitation confortable et pris possession effective et permanente d'un jardin ou d'un champ, disponible, clôturé.

» 6. L'État encouragera l'élevage en livrant du bétail aux missions religieuses et aux chefs indigènes reconnus capables en contractant avec eux des baux à cheptel dans des conditions à déterminer. La création de grands

troupeaux n'est pas désirable dans la situation actuelle du Congo, et il est préférable de propager l'élevage partout où cela est possible en confiant aux missionnaires et aux indigènes quelques têtes de bétail.

» 7. L'Administration encouragera la construction, dans les villages, de granges et de magasins où les produits agricoles pourront être mis à l'abri des intempéries et attendre le moment de leur consommation ou de leur vente.

» 8. L'État et les missions doivent s'efforcer de créer des villages indigènes indépendants des chefferies existantes et soustraits à l'action des coutumes locales ; des terres seront allouées à ces hommes libres dont le chef sera élu parmi eux ou désigné par l'État.

» 9. Des champs de culture et des centres d'élevage seront créés à titre d'expérience et d'essai dans les régions très peuplées, surtout près des camps et des écoles, afin de montrer pratiquement aux indigènes la meilleure manière de cultiver le sol. Des expositions locales d'agriculture seront organisées. »

*
* *

La section s'était préoccupée aussi des moyens de garantir aux noirs la conservation de la monnaie. La réponse que nous reproduisons avec la question postpose la solution. Il importe cependant de remarquer que le meilleur moyen d'apprendre aux noirs l'usage de la monnaie est de leur donner la possibilité de la faire servir à des emplois judicieux et de leur permettre à cet effet de la conserver en toute sécurité.

Question.

Quelle mesure le Gouvernement se propose-t-il de prendre pour faciliter l'épargne parmi les indigènes du Congo ?

Réponse.

Cette question paraît prématurée : les mesures relatives à l'introduction de la monnaie et à la généralisation de son emploi viennent à peine d'être édictées et n'ont donc pu produire, jusqu'à présent, que des résultats relatifs. On conçoit dès lors que les préoccupations du Gouvernement ne se soient pas encore portées sur cet objet.

Il convient de remarquer, toutefois, qu'un décret du 9 décembre 1894 a institué une Caisse d'épargne coloniale, susceptible d'avoir des succursales dans les localités congolaises et dont l'organisation rappelle celle de la Caisse générale d'épargne et de retraite de la Métropole.

Cette caisse pourrait être rendue accessible aux indigènes en temps opportun.

VI. — MOYENS DE TRANSPORT.

La valeur du Congo belge est due en grande partie à son admirable réseau fluvial. Le Congo, qui par sa longueur est le dixième fleuve du monde, offre à la navigation des voies directement accessibles sur un parcours de 13,000 kilomètres. Il draine un territoire qu'on peut évaluer à 3,000,000 de kilomètres carrés.

Si l'État du Congo en a tiré profit, le Gouvernement colonial en développe l'utilité. C'est l'une des tâches les plus importantes qui peuvent lui incomber; elle est en rapport direct avec la mise en valeur de la Colonie.

L'Office colonial vient de consacrer au haut-fleuve, à ses aménagements et à son activité une notice pleine d'intérêt.

Le port fluvial de Léopoldville, qui, il y a quelques années à peine, n'avait que des installations rudimentaires, dispose actuellement de 250 mètres de quai. Ces quais ont 6 mètres de hauteur, ils sont construits en moellons de grès violet et reposent sur un puissant massif de béton. 50 mètres sont en construction et 300 restent à construire. Quand ces murs seront édifiés, le quai aura une étendue de plus de 550 mètres et pourra assurer un mouvement annuel de 500,000 tonnes. Il y a une vaste cale de halage et un chariot de 48 mètres de longueur, actionné par quatre cabestans. Cinq hangars métalliques de 30 mètres sur 15 abritent les marchandises. Une grue roulante de cinq tonnes et un chariot pouvant, à lui seul, transporter 30 tonnes fonctionnent sans répit.

Les modestes bâtiments en bois de jadis ont fait place à un hall métallique de 68 mètres sur 20, entièrement clôturé par des panneaux de fer déployé, qui couvre quatre foyers actionnés par un ventilateur puissant tournant à 1,400 tours. Une fonderie de cuivre, un atelier de menuiserie, une salle de machine, dont une motrice de 50 chevaux, une charpenterie et aussi une chaufferie complètent ces installations.

Le port de Kinshasa, organisé par la Société *Citas* présente aussi un grand intérêt, avec son atelier de construction, ses slips, ses magasins et ses hôtels. C'est le centre du mouvement commercial libre qui doit contribuer à faire pénétrer la vie économique dans toute la Colonie.

La Compagnie *Citas* possède plusieurs vapeurs qu'elle monte dans ses propres ateliers.

De son côté, la Colonie a un service de navigation déjà important; elle possède deux vapeurs de 500 tonnes, deux remorqueurs avec barge de 350 tonnes, trois vapeurs de 150 tonnes, de nombreux vapeurs, remorqueurs et barges d'un moindre tonnage. Des services réguliers sont organisés entre Léopoldville et Stanleyville, et entre Léopoldville et Lusambonia-Mutombo. C'est une organisation importante qui exige non seulement

son personnel du port, mais aussi ses postes de bois; elle constitue l'une des œuvres les plus vivantes de la Colonie.

Déjà l'année dernière, la Section centrale avait fait ressortir l'urgente nécessité de donner une nouvelle impulsion à la navigation du haut-fleuve, et l'on peut constater avec une grande satisfaction que le Gouvernement y porte son attention.

Des mesures importantes ont déjà été prises dans le but de favoriser le commerce libre. Les taxes sur les bateaux à vapeur et sur les coupes de bois ont été notablement réduites, et ces réductions doivent être mises en rapport avec une réduction du tarif des chemins de fer des cataractes pour le transport à la montée. Mais le grand problème qui consiste à relier le Haut-Congo à l'Océan reste toujours debout; le chemin de fer des cataractes a vaincu les obstacles naturels; il laisse subsister l'obstacle de tarifs élevés grevant tous les produits du Congo central et limitant ainsi leur exportation.

De plus, sur l'annuité de 3,300,000 francs, 500,000 francs sont affectés par le Roi à augmenter les facilités de la navigation, par le balisage du fleuve; au Budget extraordinaire un crédit de 172,500 francs est prévu pour des missions hydrographiques dans le Bas-Congo et dans le Haut-Congo, et un crédit de 655,000 francs pour l'achat de bateaux et d'embarcations.

Ces mesures montrent une heureuse orientation. Il reste beaucoup à faire dans cette voie. Jusqu'ici le chauffage se fait au bois, et le service des stations où le bateau fait halte pour reprendre du combustible est indispensable. Malheureusement, les postes de l'État ne fournissent pas le bois aux particuliers; ceux-ci sont obligés de couper le bois et de perdre ainsi un temps précieux pour la navigation.

En territoire français, l'absence de services gouvernementaux a fait naître des entreprises privées qui coupent le bois et le fournissent aux bateaux soit de l'État, soit des particuliers.

Peut-être y aurait-il possibilité pour le Gouvernement du Congo de développer ses services de telle sorte qu'ils puissent pourvoir aux besoins de toute la navigation.

La question perdra de son importance avec la réalisation du grand projet de *pipe line*. Un particulier, M. Bolle, a proposé de créer une vaste installation de conduites qui permettront de refouler le pétrole de Matadi à Léopoldville. Le Gouvernement s'est empressé de donner la concession sollicitée. Le Conseil colonial y a donné son approbation.

L'utilité du service projeté ne saurait être mise en doute. Le pétrole formera un combustible moins cher que le bois pour la navigation. Il prend moins de place sur les bateaux dont la capacité de transport se trouve ainsi augmentée; il rendra surtout disponible une main-d'œuvre abondante absorbée actuellement par la coupe du bois.

A ces avantages directs il faut ajouter un avantage indirect très appréciable. Le pétrole peut être un facteur sérieux dans la lutte contre le paludisme: son épandage sur les marais empêche la multiplication des moustiques.

Les conditions de la concession semblent très favorables à la Colonie, et personne n'a songé à diriger contre elle des critiques. Il importe cependant de faire remarquer que le décret de concession n'a pas été déposé sur le bureau de la Chambre. La Charte coloniale n'exigeait pas cette formalité; elle n'y soumet que les *concessions de chemins de fer, mines, minières ou alluvions aurifères*, etc. (art. 15).

Si nous en parlons, c'est pour signaler une lacune dans la loi coloniale. Le législateur n'a pas songé aux moyens de transport autres que le chemin de fer; mais il en est qui présentent aussi pour la Colonie une bien grande importance, tel le transport de pétrole par *pipe line*, tel aussi le transport de la force électrique qui prendra vraisemblablement au Katanga une immense extension.

Des concessions portant sur ces objets échappent aux termes de la Charte coloniale; mais le Gouvernement peut agir spontanément en allant au delà des exigences légales. Il l'a fait pour les mines concédées par le Comité spécial du Katanga; il a décidé de déposer, sur le Bureau de la Chambre, les décrets portant sur ces concessions, alors qu'il ne s'y croit pas obligé par la loi.

Il pouvait agir de même pour la concession de transport de pétrole par *pipe line*; il pourra aussi le faire à l'avenir pour les concessions de transport de la force électrique.

La Section centrale se contente de signaler à la Chambre l'état de la question; elle contribue ainsi à la mise au point de l'œuvre coloniale en suggérant soit des réformes législatives, soit des initiatives gouvernementales.

*
* *

L'utilité du grand fleuve croîtra avec l'achèvement des chemins de fer des Grands-Lacs qui, en reliant les biefs navigables et en se prolongeant, mettra les districts miniers en rapports directs avec le Bas-Congo.

Nous signalons dans le chapitre réservé au Katanga la nouvelle politique nationale des chemins de fer. Il nous suffira de rappeler ici l'attention sur un nouveau combustible appelé à rendre de grands services.

On sait que le capitaine Mauritzen a réussi à construire, au moyen d'une forte estacade, un chenal navigable au milieu du lac Kisale, vaste marais encombré d'herbes. De la sorte le Haut-Congo présente un nouveau bief navigable de Kongola à Bukama; dans quelques jours, lorsque le tronçon du chemin de fer de Kindu à Kongolo sera achevé, on aura un transport régulier par eau et par axe entre l'Europe et la zone stanifère du Katanga.

Le combustible constituera un facteur capital. Peut-être cette région cache-t-elle du pétrole, du charbon et du lignite; des traces en ont été relevées. Mais dans certaines parties, le bois lui-même fait défaut. Aussi a-t-on vu avec intérêt les essais qui se poursuivent sur le Nil et qui ont pour but d'utiliser

comme combustible les herbes et les papyrus. On en fait des briquettes dont la valeur calorique est importante. Ainsi le *sedd*, cet amas compact d'herbes et de papyrus, qui était le principal obstacle à la navigation, deviendrait un précieux collaborateur.

Il est question, depuis quelque temps, d'un vaste projet qui aurait pour but la nationalisation de la ligne de navigation d'Anvers au Congo. Des capitalistes belges auraient 60 % des titres, et le surplus serait réparti entre des groupes allemands et anglais; mais pendant de longues années la Belgique serait assurée de la majorité et, par conséquent, du contrôle de l'entreprise.

Cette combinaison aurait l'avantage d'assurer la prédominance de l'influence belge dans une ligne qui est intimement liée à l'avenir de la Colonie et de garantir l'entente entre des groupes dont les intérêts sont exposés à entrer en conflit.

Le Gouvernement peut lui apporter son concours en lui donnant son fret colonial; à première vue, il semble avoir tout intérêt à soutenir une entreprise où l'influence prépondérante des titres doit assurer l'influence prépondérante dans la direction et en faire une entreprise vraiment belge. Mais l'expérience du Katanga, où l'influence belge s'est effacée malgré les capitaux belges engagés dans les entreprises minières et dans les chemins de fer, constitue une leçon dont, au moins, on ne peut perdre le bénéfice.

*
* *

La communication télégraphique à l'intérieur et avec l'Europe laisse à désirer; elle a préoccupé la Section centrale, qui a posé deux questions. Nous les reproduisons avec les réponses.

Question.

La Section centrale désirerait savoir s'il n'est pas possible de relier Banana au câble anglais qui passe tout près de la côte et d'assurer ainsi plus de régularité dans les communications télégraphiques.

Réponse.

Il est possible de relier Banana au câble anglais qui passe au large de la côte. Il faudrait, à cette fin, s'aboucher avec la *West African Telegraph Co Limited* et discuter les conditions de ce raccordement. Des pourparlers ont déjà été entamés à ce sujet antérieurement par l'État Indépendant du Congo. La Compagnie demandait, en dernier lieu, — 1893, — un subside de

162,000 francs par an, pendant vingt ans, le câble restant sa propriété après l'expiration des vingt ans.

Le Gouvernement se préoccupe de la question du raccordement de la Colonie à des câbles transatlantiques.

Il a donné des instructions pour qu'au cours de 1911 on pose le télégraphe entre Boma et Banana.

On étudie également la jonction de notre ligne de Matadi à Noki; qui, grâce à la ligne portugaise Noki-Saint-Paul-de-Loanda, reliait la Colonie au câble aboutissant à Saint-Paul-de-Loanda.

Question.

N'est-il pas possible d'introduire dans la Colonie la télégraphie sans fil? Elle amènerait une économie sérieuse de main-d'œuvre qui peut trouver emploi ailleurs.

Réponse.

Des essais de télégraphie sans fil ont été entrepris au Congo. Il s'agissait d'expériences entre Banana et Saint-Paul-de-Loanda.

Ces expériences, pour lesquelles l'État Indépendant du Congo avait accordé un subside de 25,000 francs, n'ont pas abouti.

Des démarches ont été faites récemment par diverses compagnies pour établir la télégraphie sans fil au Congo. Certaines d'entre elles qui avaient fait des propositions détaillées ont été priées de revoir leurs premières propositions, qui étaient fort onéreuses et n'offraient pas au Gouvernement toutes les garanties désirables.

L'installation de postes de télégraphie sans fil a surtout de l'importance pour les communications à longue distance. Dans ce cas particulier, les frais d'installation et d'exploitation sont très considérables, et, avant de les engager, il est nécessaire que le Gouvernement soit assuré de la possibilité d'une exploitation *régulière*.

C'est d'autant plus indispensable que les essais de télégraphie sans fil, tentés jadis au Congo en 1904, n'ont pas abouti. Il est vrai que depuis les appareils ont été perfectionnés, mais jusqu'ici il n'existe pas d'exploitation *régulière* dans un climat analogue à celui du Congo. Il n'existe, à notre connaissance, qu'une exploitation analogue au Brésil, depuis quelques mois. Le Gouvernement examine la possibilité d'envoyer, au besoin, un agent technique étudier cette question au Brésil.

VII. — LE KATANGA.

Le Katanga, par son altitude et sa latitude autant que par sa richesse minière, occupe une place spéciale dans la Colonie. Il est plus clément aux blancs et il sera bientôt le théâtre d'une activité industrielle très intense qui forcément groupera de nombreux éléments européens.

La physionomie sera très différente de celle du Congo équatorial qui sera surtout une région agricole où l'élément blanc n'aura qu'une très faible représentation.

L'administration se présente ainsi sous des conditions spéciales et doit avoir son caractère propre. Aussi le Gouvernement a-t-il constitué le Katanga en district, quasi autonome, ayant un vice-gouverneur correspondant directement avec la Métropole.

La vague humaine n'a cessé de remonter du sud au nord ; elle déversera sur les régions minières du Haut-Katanga des éléments cosmopolites à l'esprit aventureux et d'une indépendance ombrageuse. Le chemin de fer venant du sud et arrivé à Elisabethville ne pourra qu'accentuer le mouvement.

On conçoit l'importance de la tâche qui s'impose, dans cette riche région, aux pouvoirs publics. Malheureusement l'indivision terrienne qui la couvre tout entière et qui y fait surgir en face du Gouvernement le Comité spécial du Katanga, seul titulaire de la propriété du sol et du sous-sol, constitue une entrave nuisible à son action. Il n'est pas sans intérêt d'examiner la situation sous ses divers aspects ; elle intéresse trop l'avenir de la Colonie.

Nous verrons les améliorations récentes introduites dans le régime du Katanga et les inconvénients dont il souffre encore.

Son unité politique a été assurée par le retrait de la délégation du pouvoir exécutif appartenant précédemment au Comité du Katanga.

Le droit d'accorder des concessions minières ne dépend plus de la seule intervention du Comité spécial ; il est soumis aux garanties protectrices de l'article 15 de la Charte coloniale, c'est-à-dire à l'examen du Conseil colonial et au dépôt des projets sur le bureau de la Chambre. Sous ce nouveau régime, des groupements belges poursuivent des recherches minières au Katanga.

Une politique vraiment nationale de chemins de fer tend à se placer à la base de l'outillage économique. Le Gouvernement aura à définir les droits des sociétés intéressées et à sauvegarder les intérêts de la Métropole.

Mais le Gouvernement, en se dégageant du Comité spécial, a assumé des charges toujours plus lourdes ; il devra entreprendre cette grande tâche, délaissée par les organismes antérieurs, d'introduire au Katanga la vie agricole ; il supportera aussi tout seul les charges de la vie administrative, qui jusqu'ici incombait au Comité spécial.

Et quand on suit ainsi l'histoire du Comité spécial, on voit que l'associa-

tion de l'État avec des intérêts privés a toujours eu une tendance à tourner contre lui. Au fur et à mesure que sa mission gouvernementale se développe, les ressources et les collaborations financières se limitent.

Quoique atténué, le régime de dualité du Comité spécial, propriétaire universel se dressant partout sur le chemin du Gouvernement colonial, est une anomalie qu'il est souhaitable de voir disparaître. L'expérience est mauvaise ; il est désirable qu'elle s'arrête. C'est la conclusion qui se dégage de l'exposé que nous poursuivons dans les subdivisions de ce chapitre.

A. — Le régime politique du Katanga.

Pour permettre au Gouvernement de remplir sa mission, il fallait le dégager de toute entrave. A cet effet, il fallait d'abord supprimer le Comité spécial du Katanga comme organisme politique.

Il n'était pas seulement un organe de gestion patrimoniale destiné à mettre en valeur l'indivision terrienne, existant entre l'État et le Comité du Katanga et comprenant tout le Katanga ; il était encore un organisme politique investi de la délégation du pouvoir exécutif par l'arrêté du 8 décembre 1900.

Cette délégation, qui en vertu de l'article 22 de la Charte coloniale ne pouvait dépasser le 1 janvier 1912, a été retirée par le décret du 22 mars 1910 exerçant son effet à partir du 1 septembre suivant.

Ainsi se trouve consacrée dès maintenant l'unité politique de la Colonie. Le Katanga est rentré administrativement dans le droit commun ; il relèvera directement, comme toute la Colonie, du Gouvernement colonial agissant sans intermédiaire. C'est une heureuse étape.

B. — Droits de la Colonie dans les concessions minières.

Il ne sera pas sans intérêt d'examiner un instant quelle est, au point de vue des concessions minières, la situation du Katanga et de fixer les droits et les charges qui y sont créés pour la Colonie.

On sait que la Compagnie du Katanga avait remplacé un moment l'État Indépendant impuissant à étendre partout à la fois son autorité et son action.

On sait qu'elle reçut en rémunération de ce service le tiers en pleine propriété de tout l'avoir immobilier du Katanga et que le Comité spécial du Katanga fut créé par la Convention du 14 juin 1900 pour gérer cette indivision terrienne existant entre l'État et la Compagnie dans la proportion de deux tiers et de un tiers. Il reçut « les pouvoirs les plus étendus d'administration, de gestion et d'aliénation, sans aucune exception ni réserve ». Sa gestion se faisait pour compte commun.

Le Comité, dont quatre membres sont nommés par le Gouvernement et deux par la Compagnie du Katanga, subit l'influence directe du Gouvernement ; M. le Ministre des Colonies a tenu à déclarer, à plusieurs reprises, au

cours des débats parlementaires, que les intérêts de la Colonie ou de la Métropole y sont gérés conformément aux vues gouvernementales.

Ainsi il est acquis, par les déclarations de M. le Ministre des Colonies et par la pratique suivie depuis 1910, que l'indivision immobilière du Katanga est soumise à l'application de l'article 13 de la Charte coloniale qui subordonne l'octroi de concessions terriennes minières et autres à des formalités déterminées, telles que l'examen par le Conseil colonial et le dépôt des projets des décrets de concessions sur le bureau de la Chambre des Représentants.

On n'a eu qu'à se féliciter de cette modification ; le Conseil colonial a fait un examen consciencieux des concessions ; il a contribué à soumettre les nouvelles concessions à des conditions tout différentes de celles faites à la Société *Union minière du Haut-Katanga* et sauvegardant mieux les intérêts et l'autorité de la Colonie.

Exposons sommairement ce progrès.

La convention faite avec MM. Thys et Jadot a servi d'exemple aux conventions plus récentes.

Elle limite la concession à des proportions raisonnables, évitant ainsi les monopoles et les influences exagérées qui ont provoqué tant de plaintes.

Elle veille à la prompte mise en exploitation des mines par diverses dispositions, notamment par la mesure de déchéances, par l'introduction de la cession des droits et par le paiement d'une redevance annuelle minima par hectare concédé.

Elle donne au Comité, et spécialement à la Colonie, un droit d'intervention énergique.

Elle rémunère le concédant apporteur d'une double façon ; d'abord elle lui accorde une redevance annuelle de 1 % du produit brut des mines, sans que celle-ci puisse être inférieure à 50 centimes par hectare, et pour les mines de métaux précieux une redevance annuelle de 3 % avec minimum de 50 francs par hectare. Ensuite elle lui attribue, à titre de rémunération d'apport, 33 % de toutes les actions, quelles qu'elles soient, actions de capital ou de dividende.

Enfin, pour bien assurer la prédominance des intérêts belges, elle réserve au Comité le droit de souscrire 20 % du capital, qui s'ajoute aux 33 % d'actions et qui assure ainsi une majorité avec 33 % de titres.

*
* * *

Il serait sans utilité aucune de reparler des conditions que stipule la convention du 8 décembre 1900 faite entre le Comité du Katanga et M. Williams (*Tanganyika Concessions limited*), si cette convention avait sorti tous ses effets, si elle n'avait donné naissance à une concession autre que les concessions faites à la Société *Union minière du Haut-Katanga*.

Cette Société avait reçu la concession de tous les gisements miniers découverts par M. Williams, représentant le *Tanganyika Concessions limited*.

Les droits du Comité spécial dans cette Société puissante se trouvent réduits à 28 % de titres, ceux de la Colonie à 19 %, par suite du refus du Comité spécial d'user de son droit de souscrire la moitié du capital et par

suite de l'interprétation restrictive donnée à l'article 4 de la convention du 8 décembre 1900, qui attribuait 60 % des avantages au Comité spécial et 40 % à M. Williams.

Cet article 4, qui préside à la répartition des avantages entre associés, ne concerne pas seulement le passé; elle trouve une nouvelle application dans de nouvelles demandes de concessions. En vertu des Conventions du 8 décembre 1900 et du 22 octobre 1905, prolongeant le monopole des recherches, la *Tanganyika Concessions limited* a dénoncé plusieurs découvertes, notamment celles de petits diamants et de plusieurs « pipes », ou cheminées de roches semblables à celles qu'on rencontre dans les « pipes » diamantifères de Kimberley.

Les ingénieurs de la Société ont délimité deux zones dans lesquelles il y aurait intérêt à entreprendre des exploitations d'essai en vue de compléter les données actuelles. Le Comité spécial du Katanga est saisi de propositions à cet effet. Mais en vertu des arrangements qui augmentent, progressivement avec les délais prolongés, la part du Comité spécial dans les avantages à résulter de l'exploitation de ces mines, le partage se fait, non plus à raison de 60 % au Comité spécial et de 40 % à la *Tanganyika Concessions limited*, mais dans la proportion de 80 % au Comité spécial et de 20 % à la *Tanganyika Concessions limited*.

Sur quels titres doit porter ce partage de 80 % et 20 %? Est ce sur les actions de jouissance seulement ou bien sur toutes les actions, y compris les actions de capital? Cette dernière solution trouve des arguments sérieux dans les termes de l'article 4 de la Convention du 8 décembre 1900, faite entre le Comité spécial du Katanga et M. Williams (*Tanganyika Concessions limited*) pour déterminer les avantages réservés à chacun des partenaires dans les nouvelles sociétés d'exploitation à constituer.

L'article 4, dans son paragraphe 1^{er}, stipule que dans les sociétés à constituer pour exploiter les concessions les capitaux en espèces seront fournis moitié par les soins du Comité spécial du Katanga, moitié par les soins de M. Williams; et, dans son paragraphe 2, il dispose que toute augmentation de capital se fera de commun accord avec le Comité spécial. Le paragraphe 2 de cet article règle le partage des avantages dans des termes dont l'interprétation doit être examinée avec soin.

Il s'énonce comme suit : « Les contractants participeront à tous les avantages à résulter de ces entreprises (*actions de vendeurs ou de capital entièrement libérées, parts de fondateur, de jouissance, etc.*) dans les proportions de 60 % pour le Comité spécial et de 40 % pour M. Williams. » Cette proportion de 60 % et 40 % est portée à 80 % et 20 % pour les découvertes faites dans les délais prolongés.

Sur quoi porte l'attribution de 60 % ou 80 % au Comité spécial? Elle porte sur *tous les avantages à résulter* de ces entreprises; ces termes sont généraux et ils sont encore expliqués par l'énonciation mise entre parenthèses : elle porte, non seulement sur les actions ou parts de fondateurs et de jouissance, etc., mais aussi sur les actions de capital entièrement libérées.

Cette interprétation est singulièrement renforcée par les conditions faites

aux nouvelles demandes de concessions, telle la demande de MM. Thys et Jadot.

La proportion des titres attribués au Comité spécial à titre de rémunération d'apport y est modifiée à raison d'avantages compensateurs ; mais on y a soin de bien mettre en relief que le droit proportionnel du Comité spécial porte sur toutes les actions y compris les actions de capital.

Le Comité spécial avait proposé pour la Convention Thys et Jadot un article 8 conçu comme suit : Le Comité recevra 33 % des actions de toutes les catégories de la société exploitante ou des sociétés exploitantes, *les actions du capital remises étant entièrement libérées*.

C'était déjà formel et clair. Mais le Conseil colonial a suggéré des modifications qui ont conduit à un texte définitif, encore plus explicite : l'article 8 définitif s'énonce comme suit :

« Le Comité recevra, entièrement libérées, 33 % des actions de toutes les catégories, de la société exploitante ou des sociétés exploitantes. Toutes ces actions jouiront de tous les droits afférents aux autres actions de même catégorie. En cas d'augmentation du capital, le Comité recevra, également entièrement libérées, 33 % des actions des diverses catégories (parts de fondateur, de dividende, etc.). »

Ces dispositions nouvelles, proposées par le Comité lui-même, jettent une nouvelle lumière sur les expressions dont se servait précédemment le Comité spécial, et renforcent l'interprétation conforme que nous donnons à la Convention de l'Union minière.

Ce n'est cependant pas dans ce sens que le Comité spécial interpréta l'article 4 de la Convention du 8 décembre 1900, lorsqu'il intervint dans la constitution de l'Union minière comme apporteur des concessions. Il limita son droit proportionnel aux 100,000 actions de jouissance ; il ne l'exerça pas sur les 100,000 actions de capital.

Faudra-t-il éventuellement agir de la sorte lors de la constitution des sociétés que pourrait amener l'exploitation de nouvelles concessions de mines de diamant ?

La question a son importance ; elle devait, malgré les difficultés de la solution, être signalée à l'attention du Parlement.

C. — **Activité minière au Katanga.**

Où en est l'activité minière au Katanga ? Les travaux d'exploitation ne pourront commencer utilement qu'à l'arrivée du rail dans la région minière.

Le chemin de fer a atteint en septembre Elisabethville, située à quelques kilomètres de la mine de cuivre de l'Étoile du Congo ; la Société *L'Union minière du Haut-Katanga* poursuit la construction de ses usines pour le traitement du minerai ; elle a choisi comme emplacement la rivière Lubumbashi, près d'Elisabethville.

Ces débuts industriels, dans une région complètement délaissée jusqu'ici,

peuvent être signalés comme le commencement d'une ère nouvelle, ère d'activité et de vie qui aura un profond retentissement non seulement sur le Katanga, mais sur toute la Colonie.

L'importance des découvertes faites par la prospection de Williams a éveillé bien des initiatives dans le monde industriel et financier belge, et l'on doit s'en féliciter. Il existe déjà plusieurs Conventions par lesquelles le Comité spécial du Katanga accorde des droits de recherches minières.

L'une d'elles, approuvée par décret du 17 mars 1910, et examinée à la Chambre des représentants (séance du 16 mars 1910), à la suite de son dépôt sur le bureau, est conclue avec MM. Thys et Jadot, qui représentent des établissements financiers de Bruxelles, groupés dans la *Société de recherches minières du Bas-Katanga*.

Trois autres Conventions ont été soumises à l'examen du Conseil colonial ; l'Exposé des motifs les expose comme suit :

« D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à l'avis du Conseil colonial trois projets de décrets approuvant le premier la Convention du 22 juillet 1910 conclue entre le Comité spécial du Katanga et MM. Adolphe Greiner, Léon Moyaux, Gustave Trassenster, Ed. de Roubaix, Eric Gerard, Georges Laloux, Max Lohest, René d'Andrimont ; le deuxième, la Convention du 11 août 1910 conclue entre le Comité spécial du Katanga et MM. Nagelmackers et fils ; le troisième, la Convention du 17 août 1910 conclue entre le Comité spécial du Katanga et M. Jules Mahillon. Ces trois conventions portent concession éventuelle d'un droit d'exploitation minière.

» Les contrats dont il s'agit sont rédigés d'après les bases de la Convention conclue par le Comité avec MM. Thys et Jadot. Cette dernière a été approuvée par le décret du 17 mars 1910, sur l'avis favorable émis par le Conseil colonial en sa séance du 19 février 1910.

» L'article 6 des nouvelles conventions contient une disposition définissant le sens de l'expression « produit brut de mines ». Le produit brut s'entend de la substance extraite sur le carreau de la mine, tous les frais d'extraction et autres étant à la charge de l'exploitant.

» L'article 12 porte que, à défaut du Comité, les droits de contrôle et de surveillance et, notamment, celui de nommer des délégués au sein du Conseil d'administration des sociétés minières appartiendront au Gouvernement du Congo belge.

» Ces deux nouvelles dispositions ont été introduites dans les actes pour répondre au vœu du Conseil colonial. »

Au Conseil colonial on a insisté vivement pour que les solliciteurs personnels de concession fassent connaître, au moment de la demande, les groupes qu'ils représentent.

Ce désir semble légitime. La personnalité des bénéficiaires peut avoir son importance ; elle intéresse même ceux qui, à des titres divers, doivent, soit directement, soit indirectement se prononcer sur les demandes. Il ne faut pas que ceux-ci soient moins bien renseignés que les journalistes financiers.

On a vu paraître la composition des groupes représentés par les solliciteurs presque au moment où le Conseil colonial demandait inutilement des éclaircissements à ce sujet.

Un membre a prié la Section centrale d'adresser à M. le Ministre la question suivante d'un ordre général :

Question.

Un membre demande quelle est la politique de M. le Ministre dans l'octroi des autorisations de recherches minières. Quelles règles suit-il pour cet octroi?

Réponse.

Le Comité spécial du Katanga a accordé jusqu'à ce jour des autorisations de recherches minières à des groupes de personnes qui s'offraient à consacrer des capitaux importants aux travaux d'exploration minière. Mais, comme l'annonce le rapport annuel, page 45, pour permettre à tous ceux qui désirent faire des recherches d'obtenir un permis et d'acquérir ensuite des droits sur les découvertes éventuelles, le Comité a élaboré des conditions générales de recherches minières. La recherche et éventuellement, l'exploitation se feraient donc d'après ces règles. Le projet élaboré par le Comité est actuellement soumis à l'examen du Gouvernement et il sera prochainement soumis à l'approbation du Conseil colonial.

D. — Politique des chemins de fer.

Quelle sera l'influence directe et indirecte de l'industrie minière sur l'œuvre de la Colonie belge?

La richesse, absolue et relative, des gisements miniers en cuivre et en étain n'est plus mise en doute. Mais l'exploitation doit compter avec deux autres facteurs d'une importance capitale : le transport et la main-d'œuvre.

Le transport intéresse non seulement les concessionnaires, mais la colonie tout entière. S'il devait s'effectuer uniquement par les routes étrangères à la Colonie, celle-ci n'en ressentirait pas l'effet bienfaisant, vivifiant, qu'elle est en droit d'en attendre.

La Colonie doit pouvoir compter sur le rayonnement d'activité qui partira des centres miniers du Haut-Katanga et qui devrait favoriser l'éveil économique le long des voies d'accès. Si les chemins de fer ne devaient servir que les intérêts immédiats des concessionnaires des mines, ils diminueraient leur rôle général qui consiste à précéder et à amener les éléments d'activité économique aux pays qu'ils traversent ; si des capitaux belges et surtout des garanties de la Colonie belge doivent contribuer à faciliter leur création, il est juste qu'ils soient établis et exploités de telle sorte qu'ils collaborent dans la plus large mesure à nos efforts coloniaux.

Avant tout, il faut aux Métropoles une bonne politique de chemins de fer

coloniaux. On s'en rend de plus en plus compte dans tous les milieux ; c'est le motif pour lequel le pays a été unanime à applaudir la parole royale, prononcée lors de l'inauguration du musée de Tervueren :

« Depuis l'achèvement du chemin de fer du Bas-Congo, en dehors du chemin de fer des Grands-Lacs, les lignes essentiellement belges ont fort peu progressé.

» Il serait désirable que l'on eût enfin une voie de transport conçue et construite par des compatriotes, traversant la Colonie de part en part et reliant la capitale au cœur du Katanga ; sans préjuger l'avenir, le chemin de fer des Grands-Lacs, dûment prolongé, pourrait réaliser ce vœu, que je forme de tout cœur. Nous devons nous inspirer à cet égard de l'exemple des grandes nations colonisatrices qui se sont imposé des sacrifices considérables en Afrique. »

M. l'ingénieur L. Goffin, au congrès pour le perfectionnement du matériel colonial tenu à l'occasion de l'exposition internationale de Bruxelles, a exposé clairement la question. Nous empruntons au *Moniteur des Intérêts Matériels* un résumé fort bien présenté tout en faisant nos réserves sur une question que nous croyons n'avoir pas été complètement étudiée :

« Si l'on jette un coup d'œil sur une carte du Congo, on se rend compte immédiatement que la partie centrale du bassin est merveilleusement dotée au point de vue de communication : le Haut-Congo qui continue par le Luabala et le Kamolondo, jusqu'aux chutes de Kualengué, d'une part, le Kasai et le Sankuru, jusqu'à Lusambo, d'autre part, sont des routes naturelles admirables, mais qu'il s'agit de compléter, d'améliorer et d'outiller au plus vite. Il importe surtout que le Transeongolais d'Elisabethville à Stanleyville, via Kambove-Bulé, s'achève sans délai. Aux chutes de Kalengué, en amont du poste d'Ulanga ou Bukama, on est à l'entrée de la région minière ; à Lusambo on en est à 800 kilomètres.

» Or, c'est le 1^{er} juillet 1898 que fut inauguré le chemin de fer du Bas-Congo, et, alors qu'il eût été facile, avec un groupe d'ingénieurs et de personnel aussi bien entraîné, de poursuivre activement l'outillage de la Colonie, ce n'est que six ans après que fut entamée la construction de la première section Stanleyville-Ponthierville du chemin de fer des Grands-Lacs. Il n'est point prétentieux d'affirmer que, si l'on avait procédé avec un peu plus de logique, le rail belge serait au cœur de la région minière du Katanga depuis deux ans, alors qu'il est à peine à Kongolo, c'est-à-dire à 400 kilomètres d'Elisabethville, distance qu'il faudra encore quelques années pour couvrir. Et n'oublions pas que pendant ce temps la ligne anglaise de Beira-Broken Hill est arrivée à ce point.

» Il semble, dit M. Goffin qu'on veuille agir avec plus de décision et de rapidité en ce qui concerne la section Elisabethville (Etoile)-Bukama (Ulanga) et arriver ainsi à détourner bientôt au profit des lignes belges le trafic des mines. Celles-ci y ont d'ailleurs le plus grand intérêt. En effet, bien que la ligne Katanga-Stanleyville-Matadi soit plus longue que celle de Kambove-Beira, elle est plus économique, la différence de fret pour le trans-

port d'une tonne de marchandises de Kambove jusque Anvers étant de fr. 11.76 en faveur de la ligne belge et de fr. 19.56 si l'on établit le même calcul depuis Elisabethville. Par contre, les transports de toute la région métallifère s'étendant de Kambove à Bukama coûteraient fr. 192.39 et par la ligne anglaise fr. 258.15, soit fr. 65.76 de plus.

» Pour le transport à l'importation la comparaison sera plus favorable encore à la ligne belge, parce que, les tarifs à la montée par tonne kilométrique étant beaucoup plus élevés, les différences seront plus grandes.

» La concurrence est donc possible pour la ligne belge avec celle de Beira, mais elle ne l'est plus, par contre, avec celle de Lobito-Dilol-Kambove, qui n'a qu'un développement de 1,960 kilomètres et en faveur de laquelle la différence de fret serait de fr. 24.44 par tonne sur la ligne du nord. 325 kilomètres seulement de cette ligne sont construits et, le terrain étant favorable, la construction des autres demanderait peu de temps, n'était le manque de capitaux. Mais, ceci n'étant pas un obstacle insurmontable pour les Anglais, les Belges se trouveraient obligés, de par les conventions intervenues, de construire les 760 kilomètres de cette ligne qui doivent emprunter le territoire belge, travaillant ainsi malgré eux à détourner à leur détriment le trafic de la région minière.

» Le problème est donc sérieux, et pour le résoudre diverses mesures peuvent être proposées : les calculs établis font ressortir que l'économie de transport par la ligne de Benguela serait environ de 25 francs par tonne de métal, soit pour 100,000 tonnes, ce qui est un maximum éloigné, 2,500,000 francs à l'exportation. Si l'on compte sur une même somme à l'importation, le sacrifice à consentir sur les tarifs de transport serait de 5 millions. Ce sacrifice serait-il suffisant ? M. L. Goffin ne le pense pas, les Anglais pouvant concéder également des réductions de tarifs en vue de conserver le trafic. Cette lutte de tarifs ne pourrait donc finalement que conduire à une intervention pécuniaire de l'État en faveur des lignes de chemins de fer du Nord, pour protéger artificiellement celles-ci, qui conserveraient au surplus le désavantage d'une plus grande durée du trajet total.

» Il semble plus logique que la ligne Ruwe-Stanleyville-Matadi se contente du trafic nord du Katanga et des régions qu'elle traverse plus loin, et que le trafic du Katanga-Sud soit enlevé à la ligne de Benguela par une ligne belge nouvelle comprenant le chemin de fer Kambove, Lusambo, le Sankuru et le Kasai, puis le chemin de fer Kinshasa-Matadi.

» Le transport par cette voie d'une tonne de marchandise de Kambove à Anvers coûterait fr. 181.55. C'est sensiblement le même prix que par Lobito-bay, et cette faible différence ne permettrait pas à une compagnie belge de donner la préférence à une voie anglaise qui n'aurait, au surplus, qu'un très faible avantage quant à la durée du trajet.

» Mais il faudrait que la ligne belge pût être exploitée la première. Cela est possible, puisque pour atteindre Kambove en venant de Lobito-bay il y a encore 1,735 kilomètres à construire, tandis que pour relier Lusambo à Kambove il n'y en a que 1,100. A ces 1,100 kilomètres, il faut, il est vrai, ajouter les 180 kilomètres séparant Elisabethville (Etoile) de Kambove si

l'on veut envoyer par le sud le matériel destiné à l'avancement de la voie de Kambove vers Lusambo. Cela donne un total de 1,280 kilomètres.

» La construction du tronçon de 480 kilomètres d'Elisabethville aux chutes du Kalengue va, espérons-nous, dit M. Goffin, être entamée sans retard. Attaquée par les deux bouts, attendu que l'on peut amener du matériel par le sud et par le nord, elle prendra trois ans, après quoi il resterait 800 kilomètres à franchir pour gagner Lusambo. Mais on peut, dès maintenant commencer par Lusambo et par Bukama la construction de ces 800 kilomètres, de telle façon qu'en 1916 Matadi pourrait être relié directement au Katanga par une ligne entièrement belge, ne craignant la concurrence ni quant au prix de transport ni même quant à la durée du trajet.

» L'exécution de ce projet nécessiterait l'émission du 4 % congolais à concurrence de 85 millions environ, dont l'intérêt et l'amortissement exigeraient 4,250,000 francs par an, qui pourraient être bientôt couverts par le produit de l'exploitation de la ligne. La Colonie belge aurait donc deux grandes voies de communication, la voie du Congo et la voie du Kasai, assurant les transports des immenses régions qu'elles traversent et notamment des parties nord et sud du Katanga.

» Quant aux autres lignes de communication à créer, elles pourraient être des lignes économiques, d'un établissement peu coûteux, d'une construction rapide, et pouvant servir d'assiette à des lignes de plus grande capacité. Elles hâteraient certainement, en tout cas, la mise en valeur de la Colonie, dont l'avenir n'est plus discuté maintenant. »

Désireuse de connaître le programme du Gouvernement et les décisions prises pour le réaliser, la Section centrale a posé à M. le Ministre des Colonies la question suivante :

Question.

Monsieur le Ministre peut-il faire connaître où en sont les pourparlers que, dans le rapport de 1910, il déclare engagés dans le but d'assurer éventuellement le développement du trafic sur la ligne de la Compagnie du chemin de fer du Katanga dont l'achèvement jusqu'à Bukama est à l'étude?

Y a-t-il des décisions quant à cet achèvement? Lesquelles?

Y a-t-il des décisions quant à la construction d'un chemin de fer entre le Katanga et Lusambo ou un autre point du Sankuru?

Réponse.

Les pourparlers sont engagés. Ils aboutiront certainement à une entente favorable au trafic par les lignes de la Colonie.

La construction de la ligne Elisabethville-Bukama qui reliera le Katanga au Lualaba est décidée.

Pour le surplus, il n'y a rien à ajouter à l'exposé de la question qui se trouve très complet, dans le Rapport annuel de 1910, pp. 48 et 49.



Cette réponse ne dépasse guère les explications du rapport pour 1910. Il importe de remarquer que le prolongement du chemin de fer des Grands-Lacs au cœur du Katanga présente un caractère de grande urgence. C'est donc à ce tronçon de Bukama vers le Haut-Katanga que devrait être employé tout d'abord le personnel formé par le chemin de fer des Grands-Lacs et devenu disponible par l'achèvement du tracé jusqu'à Kongolo. Or, on affirme que M. Adam, le distingué directeur du chemin de fer des Grands-Lacs, s'occupe en ce moment, avec son personnel, du tracé de la ligne destinée à relier le Lualaba au Tanganyka. Il en résulterait que la voie ferrée de Bukama vers le Haut-Katanga, si intimement liée à l'avenir de la Colonie, ne promet pas d'être construite avec toute la promptitude désirée et d'être une ligne essentiellement belge, conçue et construite par nos compatriotes, telle que le souhaitait le discours royal de Tervueren.

E. — L'introduction de la vie agricole.

L'aspect agricole du Katanga mérite aussi l'intérêt du Parlement.

Il faut introduire la vie agricole au Katanga. C'est un postulat qu'on retrouve sous toutes les plumes et dans toutes les bouches. Mais il est plus facile de former le vœu que de le réaliser.

Il ne suffit pas de se complaire dans de vagues aspirations et de lancer des appels au public. Rien n'est plus dangereux comme de produire un courant de colonisation avant que la région à ouvrir ne soit prête à recevoir le colon inexpérimenté et à lui offrir des chances sérieuses de succès.

Il n'y va pas seulement de l'intérêt de particuliers qui, attirés par une confiance irréfléchie, vont perdre au loin leur temps, leur argent et un peu de leur esprit d'entreprise; il y va aussi de l'œuvre coloniale elle-même qui n'a rien à gagner à des entreprises téméraires menacées d'insuccès.

Le rapport sur l'administration du Congo insiste avec raison sur la grave question de l'immigration, et il semble promettre de beaux résultats pour la fin de 1910 et surtout pour 1911. Il constate que, au 20 juillet 1910, cent septante-quatre demandes ont été instruites indépendamment de plus de six cents requêtes adressées à des organismes privés.

Si cet afflux de demandes prouve que bien des belges sont prêts à s'expatrier, il prouve peut-être en même temps que les requérants ne se représentent pas exactement les conditions exigées d'un colon.

On serait tenté de croire que le Katanga sollicite l'ouvrier agricole ou le petit fermier qui féconde nos terres par la bêche et l'engrais. Mais il n'en est pas ainsi; les régions tropicale et subtropicale interdisent au blanc le travail épuisant. On peut établir comme règle que, à la base de toute entreprise agricole, si l'on en excepte la petite culture maraîchère, se trouve le travail du noir. Le rôle du blanc consiste à diriger.

Aussi ne pourrait-on un instant songer à la culture intensive qui caractérise

l'agriculture belge. Longtemps encore les immenses étendues de terre perdues dans la brousse ou dans la forêt du Katanga ne connaîtront que la culture extensive. L'élevage l'emporte sur la culture, parce qu'il exige moins de main-d'œuvre. Il précède la culture parce qu'il fournit non seulement l'engrais mais aussi l'agent indispensable pour le travail agricole, la bête de trait.

L'exploitation en grand avec la machine doit être envisagée et peut-être n'y a-t-on pas suffisamment fixé l'attention ; mais ce procédé ne peut convenir qu'au Gouvernement, aux puissantes sociétés ou aux très grandes entreprises disposant de forts capitaux. L'une des difficultés pour son introduction est la pénurie du combustible.

Il ne suffit pas que le colon ou l'agriculteur apporte au Katanga les forces du bras ; il lui faut le capital d'installation ou le crédit qui y pourvoit.

Bien plus, laissé à ses seules forces, il se débattrait dans l'impuissance. Sans routes d'accès, sans main-d'œuvre assurée, sans moyens de transport, dans l'impossibilité de trouver sur place le matériel et le bétail indispensables, sans marchés, sans moyens de transport, il ne trouverait aucun des éléments nécessaires pour commencer même une entreprise agricole ; et il n'aurait aucun moyen de défense ou de résistance contre les épidémies qui, dans les régions incultes, s'abattent si souvent sur les troupeaux et en compromettent l'existence.

Il y a plus, le Katanga est visité dans de très nombreuses zones par la mouche tsé-tsé Palpalis, qui s'attaque aux hommes, et la mouche tsé-tsé Morsitans qui s'attaque aux animaux. Jusqu'ici on ne possède que des indications vagues sur l'aire infestée. Comment engager des particuliers à occuper un pays quand on n'a pas dressé la carte d'habitabilité indiquant, avec le voisinage de centres de consommation, la région indemne de la tsé-tsé et la région susceptible d'élevage ou de culture.

C'est par une série de mesures préparatoires que l'État doit ouvrir le pays à la vie agricole.

Cette action de l'État s'est-elle exercée avec une énergie suffisante, avec un esprit de suite digne de l'immensité de la tâche ?

En posant la question, il ne peut entrer dans notre esprit de nous livrer à de vaines critiques. On sait l'effort surhumain qu'ont exigé la prise de possession et la première organisation de la Colonie ; et l'on comprend aisément que l'attention n'ait pu porter sur tous les points, quelle qu'en fût l'importance. Mais le moment est venu d'envisager froidement tous les aspects de notre œuvre colonisatrice.

Nous avons la profonde conviction que la colonisation agricole du Katanga exige un effort plus grand que celui développé par l'État Indépendant et par le Gouvernement de la Colonie. Il importe de sortir de la période de tâtonnements et de projets ; il faut agir résolument, méthodiquement, avec un plan bien arrêté.

L'État Indépendant a, dès le début, songé à l'avenir agricole du Katanga, qui est si intimement lié avec son avenir industriel.

La Convention du 12 mars 1897, en conférant à la Compagnie du

Katanga la mission d'explorer la région, au point de vue du commerce et de l'exploitation minière, n'oubliait pas le point de vue colonisation agricole ; elle lui assignait même comme but « la constitution, à l'aide de ses propres ressources ou par des sociétés spéciales, d'entreprises de colonisation ou d'exploitation du sol ou du sous-sol ».

La même préoccupation agricole reparait dans le décret qui porte la création de la Société Union minière du Haut-Katanga et dans les statuts de cette Société.

L'article 2 du décret met sur le même pied la mise en valeur des richesses du sol et la mise en valeur des richesses du sous-sol du Katanga. L'article 4 des statuts assigne pour objet à la Société, dans le n° 3, la création d'entreprises coloniales, agricoles ou industrielles de nature à contribuer au développement économique de la région minière du Katanga, et le 1° de l'article 12 du cahier des charges annexé reprend l'idée de la colonisation aux frais de la Société ; il accorde le droit d'user gratuitement des terrains nécessaires pour l'établissement d'exploitations agricoles destinées à fournir la subsistance du personnel des mines et des usines ; mais il ajoute : « à condition que la culture, l'élevage du bétail et toutes les entreprises accessoires soient confiées à des colons introduits ou installés par la Société et à ses frais ».

Quand nous nous demandons quelle suite a été donnée à cette mise en valeur agricole prévue à titre de droit et même à titre d'obligation, nous devons répondre que, pour des raisons que nous n'examinerons pas, bien peu a été fait. Le problème dont la solution était imposée aux sociétés concessionnaires se pose aujourd'hui comme il se posait lors des Conventions avec la Compagnie du Katanga et avec l'Union minière.

L'Exposé fait par le Gouvernement pour 1910 le reconnaît. Il déclare que la conquête agricole n'a pas encore commencé.

C'est pour combler ces lacunes au Katanga que le Comité spécial fit, le 10 janvier 1910, une convention avec une société belge : la Société Foncière agricole et pastorale du Congo, constituée à Bruxelles au capital de 1 million de francs ; il lui cède gratuitement, sous des conditions d'affectation, des terres destinées à l'établissement de fermes agricoles et d'élevage jusqu'à concurrence d'une superficie totale de 75,000 hectares. On sait que cette société poursuit moins un but d'intérêt pécunier qu'un but d'intérêt général. Mais que peut-elle, avec des moyens limités, pour une entreprise aussi importante et d'aussi longue haleine ?

Sa constitution, qu'on peut louer sans aucune hésitation, peut avoir le défaut d'être un palliatif, et de couvrir l'inaction des pouvoirs publics, dont l'intervention est indispensable dans la solution du problème agricole.

Pour se rendre bien compte de l'insuffisance de l'effort agricole, il suffit de relever une double constatation faite dans le document officiel.

Alors que le bétail est la base même de toute l'agriculture dans la Colonie tropicale et intertropicale ; alors que les épidémies peuvent en peu de jours décimer des troupeaux entiers et détruire l'effort de longues années ; alors que le rapport de 1910 sur l'administration du Congo parle de l'augmenta-

tion du nombre des vétérinaires, le budget pour 1911 ne sollicite de crédit que pour trois vétérinaires chargés du service de toute la Colonie!

Et le rapport de 1910 (p. 37) ne relève que 103 têtes de bétail dans les stations du district du Katanga, soit 65 à Moliro et 38 à Lukonzolwa!

Bien plus, on est unanime à reconnaître aujourd'hui que pour donner au colon agricole ordinaire des chances sérieuses de succès et pour le défendre contre les risques nombreux qui assaillent le débutant, il est indispensable que le Gouvernement crée des fermes d'expériences et de stage, où le colon peut prendre le premier contact avec le nouveau milieu, où il peut faire le premier apprentissage pour échapper aux méprises si fréquentes chez le nouveau venu, où il peut trouver non seulement un appui moral et des moyens d'existence, mais aussi tous les ustensiles et le cheptel nécessaires pour commencer une exploitation autonome ⁽¹⁾. Malgré ce rôle indispensable de la ferme de stage, malgré l'urgence de développer les ressources en vivres, malgré l'effort agricole annoncé par le Gouvernement et réellement commencé, le rapport du Gouvernement pour 1910 n'indique qu'une seule ferme, celle de Kayoyo, qui serait provisoirement affectée aux stages des agents et colons dans le Haut Katanga! Il indique quatre fermes situées dans d'autres régions, les fermes du Zambézi, Ganda-Sundi, Eala et Nyangwe.

C'est manifestement insuffisant; et l'on peut, sans aucun esprit de critique, déclarer que l'introduction de la vie agricole au Katanga doit avoir une autre allure.

On pourrait s'en préoccuper moins si on trouvait sur place les premiers éléments de l'agriculture; mais la pénurie de bétail augmente considérablement les difficultés et retarde le progrès agricole.

Il faudrait faire venir du bétail des régions voisines et surtout de la Rhodésie; mais il faut tenir compte non seulement des distances et des difficultés du transport mais aussi des interdictions de sortie. Un troupeau ne peut marcher qu'en broutant, il ne fait que de courts trajets; et s'il passe par une région infestée de la mouche tsé-tsé, il court le danger de contagion et de mort.

On assure que la Rhodésie défend son capital bétail; elle en interdit l'exportation, comme elle interdit l'exportation de l'autruche par une convention avec le Mozambique. Peut-être ces règles peuvent-elles fléchir; mais elles constituent, sinon un obstacle, tout au moins un frein à l'emprunt de bétail à la colonie la plus voisine et la mieux pourvue.

La création d'un département agricole au Ministère des Colonies contribuera, on n'en peut douter, à l'étude de ce grave problème de la colonisation agricole du Katanga. On connaît la compétence du Directeur général, qui a tenu à visiter les Indes et qui bientôt se rendra dans la Colonie.

Mais c'est peu d'établir du personnel dirigeant en Europe; il en faut établir en Afrique, sur le terrain même des études et de l'organisation, de

(1) Wangermée au Congrès de l'amélioration du matériel colonial. EM. TIRBAUT. *La colonisation agricole au Katanga*. Revue d'agronomie tropicale, août et septembre 1909.

telle sorte que les renseignements soient groupés et qu'un bureau compétent puisse diriger efficacement les premiers efforts de la colonisation.

Que de temps perdu, que d'hésitations, que d'élans arrêtés par ces correspondances encombrantes avec la Métropole mal placée pour juger et encore plus mal placée pour commander en matière technique.

Si l'on veut faire un effort décisif, qu'on ne s'arrête pas à ces tâtonnements énervants, à ces projets toujours renouvelés. Qu'on laisse la responsabilité de l'organisation à un personnel colonial compétent installé au Katanga. Qu'on lui donne le programme sur lequel tout le monde colonial est d'accord, mais qu'on laisse à son initiative propre le choix des moyens et des procédés. De la sorte, l'énergie ne s'émoussera pas; elle créera au moment où elle conçoit; elle fécondera un travail que la paperasserie et le fonctionnarisme finissent par stériliser.

On peut mieux se rendre compte de l'incohérence des efforts par les petits détails. Ainsi, une brochure, d'ailleurs intéressante, a été publiée pour faciliter l'établissement de Belges au Katanga; elle semble émaner du Département des Colonies où elle est en distribution.

Chose bizarre! Celui qui est le plus qualifié pour donner les renseignements et pour juger de leur opportunité, le Vice-Gouverneur général du Katanga, n'a pas même été consulté sur sa confection. C'est un voyageur qui a dû lui en révéler l'existence!

Les leçons des colonies voisines ne pourraient être perdues. La Rhodésie devient un pays agricole; mais elle ne le devient pas spontanément, par ses seules forces. L'organisation qui préside à son éveil est celle qui a réussi dans tous les pays anglo-saxons, dans les États-Unis et même au Canada.

C'est l'État ou son remplaçant, le *Chartered Company*, qui, en prenant possession du territoire, le met en état de recevoir le colon. A la base de la colonisation se trouve un bureau terrien, *Landbureau*, qui organise le *Survey*, c'est-à-dire l'inspection du pays par un service technique, sa description, sa répartition en zones, le mesurage des parties cultivables.

Le colon est renseigné, sur tous les points qui peuvent l'intéresser, par les bureaux d'Afrique et par les bureaux d'Europe. Il est assisté par la vente ou même par le prêt de bétail que le Gouvernement aide à introduire et qui peut être restitué après des époques convenues au fur et à mesure du développement du troupeau. Il sait d'avance de quelles ressources il doit disposer. On déconseille très énergiquement l'immigration africaine à tout colon qui ne dispose pas d'un grand capital. Les familles agricoles, en Rhodésie, en 1907, disposaient chacune, en moyenne, d'une somme de 49,000 francs; et l'on estime que ce capital est trop petit.

Il ne peut entrer dans notre intention d'exposer ici une matière bien vaste; nous n'en parlons que pour montrer combien il est indispensable que le Gouvernement se décide à une action énergique. On a déjà trop perdu de temps en tâtonnements. Des centres importants de travail et de consommation vont se créer avec l'industrie naissante et avec le service de la voie ferrée: L'un des premiers soucis du Gouvernement doit être de permettre

à la contrée elle-même de contribuer à l'alimentation et d'influencer ainsi favorablement l'hygiène de la population et le prix de revient du travail industriel. Veiller à la santé des noirs et des blancs, c'est développer le capital travail, la principale richesse des colonies subtropicales, c'est préserver le capital direction qui est l'âme de l'œuvre coloniale.

F. — Charges imposées à la Colonie par le Katanga.

Quelles sont les charges qu'impose à la Colonie l'organisation du Katanga et quels sont les moyens d'y pourvoir ?

Les charges de l'organisation du Katanga sont en rapport avec son importance politique et économique.

Dans l'exposé général qui précède le Budget, M. le Ministre des Colonies explique l'augmentation des dépenses ordinaires s'élevant à fr. 6,616,970 48 par diverses considérations ; la première est la suivante :

« L'augmentation des dépenses ordinaires est déterminée : 1° par le développement de l'occupation effective du district du Katanga et par l'organisation de ses services administratifs, en exécution du programme esquissé dans l'Exposé des motifs du Budget de 1940. »

Si l'on introduisait cette réforme si rationnelle des budgets régionaux, les besoins du Katanga y apparaîtraient séparés, en pleine lumière, mais dans le système du Budget général toutes les dépenses se fondent, et il devient impossible de les calculer pour chaque région.

Le rapport de 1940 montre à chaque chapitre que le Katanga prend une place grandissante dans le Budget. Tous les services existant à Boma ont dû y être organisés ; mais d'une façon générale, l'administration y doit fonctionner plus à l'Européenne. On y est en contact, non plus avec des populations noires ne connaissant que leur organisation sociale primitive et s'inclinant aisément devant l'affirmation d'une autorité forte, mais avec des populations blanches qui ont vécu soit en Europe, soit dans le Sud-Afrique où l'administration elle-même est européanisée.

Aussi le Gouvernement y a-t-il, avec raison, introduit des procédés autres que ceux en usage dans le Congo équatorial.

Il ne s'est pas contenté de la force armée telle qu'elle est organisée dans l'ensemble de la Colonie. Après avoir porté le corps de police du Katanga de 700 à 1,900 hommes, il a armé les troupes des régions frontières du Katanga et du district de Stanleyville du fusil Mauser, modèle 1889, actuellement en usage dans l'armée métropolitaine. De plus, il a créé un corps de police, composé de blancs, mais dont la composition et l'organisation ont soulevé des critiques.

Toute cette organisation administrative qui se complète de l'outillage économique et de l'introduction de l'agriculture constitue une charge bien lourde dont l'importance croîtra avec l'activité industrielle. Le Katanga

connaîtra des budgets se modelant sur les budgets européens avec cette circonstance aggravante que la vie y est d'une cherté incroyable ⁽¹⁾.

Sur qui retomberont ces charges et de quels moyens dispose la Colonie pour les supporter ?

Sous l'Administration du Comité spécial, la situation a changé singulièrement au désavantage de la Colonie. D'un côté, la part des avantages réservée de la Colonie n'a cessé de diminuer, d'un autre côté, sa part des charges n'a cessé d'augmenter, de telle sorte que, aujourd'hui, la Colonie est complètement seule pour supporter les charges administratives, alors que, au point de départ, elle avait un collaborateur supportant le tiers d'une grande partie de ces charges.

Par la Convention du 12 mars 1891, l'État Indépendant donnait à la Compagnie du Katanga, en pleine propriété, le tiers du Katanga. Cette Société, qui a aidé à conserver à l'État Indépendant la possession du Katanga, un moment menacée, assumait une mission d'intérêt général peu défini (voir art. 1 et 7 Convention du 12 mars 1891).

Dans la Convention du 19 juin 1900, l'État Indépendant consolidait l'indivision terrienne qui existait entre lui et la Compagnie du Katanga en créant le Comité spécial chargé de la gestion du patrimoine commun et investi « des pouvoirs les plus étendus d'administration, de gestion et d'aliénation, sans aucune exception ni réserve » (art. 1). Tous les avantages et *tous frais, charges* ou pertes, etc., devant être répartis par le Comité à raison de deux tiers par l'État et de un tiers pour la Compagnie (art. 15).

Par décret du 6 décembre 1900, le Roi-Souverain donne au Comité spécial délégation aux fins d'exercer l'autorité de l'État dans le territoire du Katanga sous la haute surveillance d'un commissaire. La mission du Comité y est indiquée comme suit :

« ART. 3. Le Comité, notamment :

» Veillera à la conservation des populations indigènes et à l'amélioration de leurs conditions matérielles et morales. Il s'emploiera, par tous les moyens en son pouvoir, à la disparition des pratiques barbares et éventuellement à la suppression de l'esclavage et de la traite;

» Exercera le droit de police dans les territoires placés sous son administration;

» Surveillera l'observation de toutes les dispositions légales et réglementaires concernant la prohibition des spiritueux et des armes et munitions;

» Fera application des prescriptions de l'ordonnance des 24 avril 1899 en matière sanitaire;

» Pourra, en conformité du décret du 6 octobre 1891, reconnaître les chefferies indigènes ».

(1) Le kilogramme de farine y atteint 2:50 à 3 francs.

Voilà une mission, considérablement élargie, qui devient à peu près celle d'un État; elle est générale; mais comme elle paraît excessive, le même décret et un décret ultérieur ont soin d'y soustraire des matières qui ont un caractère trop gouvernemental et qu'un État ne peut abandonner sans méconnaître sa raison d'être.

L'article 6 du même décret s'énonce comme suit :

« Le Gouvernement se réserve expressément, dans le territoire susmentionné, l'administration directe des services de la justice, des douanes et impôts et des postes ».

Le décret du 24 avril 1902 interprète cet article comme suit :

« Dans les territoires soumis à l'action du Comité spécial du Katanga, le service de l'état civil et du notariat sont compris, comme ressortissant plus spécialement du Service de la justice, parmi ceux dont l'administration directe a été expressément réservée au Gouvernement par l'article 6 du décret précité. »

Comment cette mission gouvernementale, avec ses charges, a-t-elle été confiée au Comité spécial? Cette extension et cette aggravation des devoirs ont-elles été l'objet des négociations prévoyant des compensations? Rien ne nous renseigne à ce sujet. Nous ne pouvons que prendre la situation telle qu'elle nous est révélée par le décret du 6 décembre 1910, et telle qu'elle a régi les rapports ultérieurs des associés.

Les charges de l'État Indépendant se trouvaient considérablement soulagées par cette collaboration financière du Comité spécial; mais nous allons voir que, par étapes, l'État et la Colonie en ont perdu le bénéfice.

Une première aggravation des charges de l'État est consacrée par la Convention du 25 juin 1903. Désormais l'associé de l'État, la Compagnie du Katanga, n'interviendra plus dans les avances à faire au Comité, au delà du chiffre de 1,800,000 francs. L'État seul les fera; l'intérêt de 4 % constituera une charge sociale du Comité, et le remboursement se fera par le prélèvement annuel de 10 % sur les bénéfices nets du Comité.

En fait donc, l'État avance tous les frais sous réserve d'en opérer le recouvrement sur les bénéfices nets; et la Compagnie du Katanga ne doit plus intervenir que pour toucher éventuellement des bénéfices; elle devient rentière.

Ce ne fut que le premier pas dans la voie du fléchissement des droits de la Colonie.

Jusqu'ici les charges dérivant de la vaste mission d'administration du Comité spécial devaient retomber finalement sur l'association représentée par le Comité spécial. La Compagnie du Katanga en supportait indirectement le tiers, puisque le patrimoine commun devait servir à les rembourser. Mais cette clause fondamentale de l'association paraît, elle aussi, changer au point de disparaître partiellement en fait.

En effet, la délégation du pouvoir, dont était investi le Comité spécial

pour sa mission d'administration et dont il devait supporter toutes les charges, a été supprimé, par décret du 22 mars 1910, purement et simplement sans aucune compensation, de telle sorte que l'Etat supporte seul toutes les charges qui, d'après la convention, devaient être supportées par le Comité spécial, soit pour un tiers par la Compagnie du Katanga.

Il importe de bien distinguer ici l'intérêt politique de l'intérêt financier, patrimonial ou privé.

Le retrait de la délégation du pouvoir exécutif dont était investi le Comité spécial constitue un progrès sérieux; car on ne comprend pas que cet organisme omnipotent, inorganique, pût survivre au pouvoir absolu dont il était issu; notre régime constitutionnel s'y opposait; on l'a démontré dans le rapport et les discussions parlementaires de l'exercice précédent.

La Charte coloniale, dans son article 22, avait déjà condamné à mort le Comité spécial en tant que rouage administratif ou politique. Elle n'en tolérait l'existence que jusqu'au 1^{er} janvier 1912, et elle entrevoyait sa suppression par décret pour une date antérieure.

Cette suppression a eu lieu par décret du 22 mars 1910, dont l'exécution a commencé le 1^{er} septembre 1910.

La situation est donc nette au point de vue politique.

Mais qu'en est-il au point de vue des droits privés conventionnels?

Le Gouvernement n'était-il pas en droit de profiter des modifications d'ordre politique pour négocier des arrangements nouveaux, adaptés à la situation nouvelle? Nous le pensons.

La question a son importance, car les charges financières assumées par la Colonie pour le retrait pur et simple de la délégation du pouvoir exécutif sont très lourdes.

Il est difficile de le préciser, non seulement parce qu'on ne dispose ni des comptes ni des rapports du Comité spécial, mais aussi parce que les conventions et les décrets laissent indécises les limites de la mission attribuée au Comité spécial.

Aussi, la Section centrale de l'année dernière avait-elle tenu à se renseigner sur l'affectation du crédit de 1,500,000 francs sollicité pour le budget de 1910; et elle avait reçu du Gouvernement la réponse suivante :

« La somme prévue est accordée au Comité spécial du Katanga, à titre d'avances, conformément à la Convention du 25 juin 1903 (p. 35 des annexes A, B, C au traité de reprise). Ces crédits sont mis à la disposition du Comité pour poursuivre l'objet en vue duquel il a été créé, et notamment pour payer *les frais politiques de police, de transport, de voirie, ceux résultant du service sanitaire et les frais d'administration générale qui lui incombent*. Le crédit demandé ne sera employé que suivant les besoins du Comité.

» L'élaboration d'un rapport complet sur le Katanga demanderait un certain temps. Il n'est pas possible de le fournir pour le moment. »

Cette réponse montre l'étendue de la mission du Comité spécial. Cette

mission est bien, aux yeux du Gouvernement, une mission analogue à celle de l'Etat; elle dépasse, à coup sûr, en importance la mission privée de gestion patrimoniale. Au surplus, la mise en valeur du patrimoine indivis représenté par tout le Katanga ne pouvait se faire que si l'on alliait à l'activité agricole, industrielle et commerciale, l'action publique qui crée la sécurité et l'outillage économique. Mais comment déterminer exactement le champ d'action réservé au Comité et comment évaluer les charges financières de sa mission administrative?

Le Budget pour 1910 contenait un crédit de 1,500,000 francs pour avances au Comité spécial. C'était un chiffre global, fixé sans renseignement explicatif. Qui oserait dire que cette seule somme suffisait pour permettre au Comité spécial de remplir toute la mission administrative, telle que l'indiquent la Convention et les décrets? Le Budget de 1910 contenait d'autres crédits relatifs au Katanga, mais affectés aux dépenses directes de la Colonie. Il y avait un crédit de 4 millions de francs pour « payer les frais d'occupation et de l'organisation administrative », et un crédit de 300,000 francs pour faciliter l'installation de colons.

Jusqu'à quel point les dépenses prévues de l'Etat étaient-elles étrangères à la mission administrative du Comité spécial? Nous ne disposons d'aucun élément d'appréciation, et le Gouvernement n'essaie même pas de tracer une limite séparative quelconque. On nage en plein arbitraire.

Voici encore d'autres indications. D'après la réponse à la seconde question de la Section centrale, qui est reproduite plus loin, les prévisions du Budget des dépenses du Comité spécial pour 1911 voient disparaître, par suite du retrait de la délégation, les chapitres II, III, IV, V, VII qui existaient au Budget pour 1909.

Or ces chapitres comportaient déjà respectivement en 1909, d'après le compte communiqué :

Chapitre II	fr. 706,763 98
— III	332,711 73
— IV	34,520 92
— V	114,381 30
— VII	33,333 42
Soit au total. . . .	fr. 1,221,711 35

Ce chiffre indiquerait l'avantage que le Comité spécial aurait trouvé dans le retrait de la délégation.

Si nous citons ces chiffres de 1,500,000 francs, de 4,000,000 de francs et de 300,000 francs inscrits au Budget de 1910, et celui de fr. 1,221,711.35 inscrit au Budget du Comité spécial pour 1909, nous devons faire remarquer qu'ils n'intéressent que le début d'une mission appelée à s'alourdir. Les dépenses administratives doivent nécessairement augmenter avec la complexité de la vie économique du Katanga.

Mais ce mouvement ascendant des charges intéressant le Comité spécial vient s'arrêter brusquement avec le retrait du pouvoir exécutif.

Le Budget de 1914, dans son article 165, réduit à 550,000 francs le crédit spécial sollicité pour le Comité spécial et qui, pour 1910, s'élevait à 1,500,000 francs.

Déjà ici apparaît l'exonération annuelle consentie au Comité spécial; elle est de 950,000 francs si l'on ne prend que ce seul chiffre du budget. Mais ce chiffre global ne représente pas la dépense nette; c'est, comme nous le verrons, la différence entre les recettes et les dépenses du Comité. Au surplus, comme nous le constatons plus haut, ce n'est pas ce seul article du budget qui intéresse la vie administrative du Katanga, et il devient impossible, faute de budget régional du Katanga, de calculer les charges qui sont retombées exclusivement sur la Colonie par suite de cette exonération.

Ce qui, dans les 1,500,000 francs de 1910 et dans les autres articles, est repris pour 1914 par la Colonie, se trouve éparpillé entre les divers chapitres du budget et échappe à toute supputation.

La Compagnie du Katanga s'est naturellement empressée de signaler cette exonération à ses actionnaires; dans une note annexée au rapport de l'assemblée générale du 16 novembre 1910, elle constate que « les dépenses d'ordre du Comité spécial seront, du chef (du retrait), *réduites dans de sérieuses proportions* ».

Elle donne sur la mesure du retrait quelques explications qui ne manquent pas d'intérêt et qui laissent supposer l'existence de pourparlers dont le Parlement n'a pas connaissance et qui établissent un lien entre le dégagement financier du retrait et d'autres mesures d'intérêt général.

Voici le passage intéressant :

« Depuis la publication du dernier bilan de la Compagnie, deux événements importants se sont passés au Katanga.

» Un décret en date du 22 mars 1910 a retiré au Comité spécial du Katanga la délégation des pouvoirs politiques qui lui avaient été confiés par l'État Indépendant du Congo. Depuis le 1^{er} septembre dernier, le rôle du Comité est donc réduit à l'exécution de la Convention du 19 juin 1900 intervenue entre l'État Indépendant et la Compagnie du Katanga, c'est-à-dire à la gestion des biens communs que la Colonie et la Compagnie possèdent au Katanga. Le représentant du Comité au Katanga se bornera dorénavant à vendre ou à louer les terres du domaine du Katanga, à autoriser les recherches et les exploitations minières et à veiller à l'exécution des arrangements souscrits par le Comité.

» Les dépenses d'ordre général du Comité seront, de ce chef, réduites dans de sérieuses proportions, mais il est à remarquer que le développement des ventes et locations de terres et surtout des affaires minières occasionnera des frais importants, notamment pour l'engagement du personnel spécial dont on aura besoin.

» Mais, d'autre part, pour permettre l'exécution au Katanga des réformes

décrétées par le Gouvernement colonial, le Comité spécial a renoncé à la récolte des produits naturels de son domaine.

» Dans le même ordre d'idées et pour assurer la mise en vigueur au Katanga des garanties que la loi coloniale exige en matière de concessions de terres et de mines, le Comité a consenti à subordonner aux mêmes garanties ses propres concessions de terres et de mines. C'est pour cette raison que la plupart des Conventions passées par le Comité ont été signées sous réserve de l'approbation du pouvoir législatif de la Colonie. »

La Section centrale a cru devoir se renseigner auprès de M. le Ministre des Colonies sur les conséquences financières que le retrait de la délégation aurait pour la Colonie. Devait-il en principe constituer une aggravation des charges de la Colonie ? et quelle en est l'importance ?

Voici la question posée à M. le Ministre des Colonies avec la réponse.

Question.

En mettant un terme à la délégation du pouvoir public consenti au Comité spécial, le Gouvernement n'a-t-il pas obtenu une compensation pour l'augmentation des charges qui en résulte pour la Colonie ?

Quelle était l'étendue de la mission qu'avait confiée au Comité spécial cette délégation du pouvoir ? Quelles sont les charges prévues pour 1911, que le Comité aurait dû assumer s'il était resté investi de la délégation, et qui, par le retrait de cette délégation, sont portées directement au Budget de la Colonie.

Peut-on faire une estimation de l'augmentation de ces charges pour les exercices subséquents ?

Réponse.

C'est la loi qui a retiré la délégation au Comité spécial du Katanga.

La Convention du 12 mars 1894 obligeait la Compagnie :

A prêter son concours le plus actif à toutes les mesures destinées à la suppression de la traite, au trafic des spiritueux et des armes prohibées ;

A organiser une police suffisante pour assurer la sécurité de ses postes et de ses bateaux (la Compagnie s'engageait, d'autre part, à créer trois postes et à lancer deux bateaux sur les lacs limitrophes).

Il fut entendu aussi que le Gouvernement pourrait conférer aux agents de la Compagnie les attributions ressortissant aux différents services de l'État.

Il suffit de comparer ces obligations à celles que le décret du 6 décembre 1900 a imposées au Comité spécial en lui déléguant « l'exercice de l'État dans les territoires du Katanga » pour constater que le Comité spécial a entraîné la Compagnie à des dépenses qui dépassent incontestablement celles auxquelles elle est tenue conformément à la Convention de 1891. Il serait donc difficile d'évaluer la charge qui incombe contractuellement au Comité et par contre-coup à la Compagnie du Katanga.

Quoi qu'il en soit, l'État, qui, en 1900, avait mis entre les mains du

Comité un territoire pour ainsi dire inoccupé, l'a repris en 1910, bien reconnu et organisé, arrivé à un degré de développement qui a nécessité aujourd'hui une organisation nouvelle comme il n'en existait pas encore dans toute la Colonie. Il va de soi que cette charge ne pouvait incomber au Comité.

Le Gouvernement aura plus d'une fois l'occasion de réclamer au Comité des avantages qui tiendront largement lieu des compensations directes qu'il aurait pu obtenir si le retrait de la délégation n'avait dû être si prompt.

*
* * *

De cette réponse, il résulte que le retrait de la délégation a eu pour conséquence immédiate de porter à la charge de la Colonie les frais d'administration supportés précédemment par le Comité spécial, frais communs pour l'État et pour la Compagnie du Katanga. Il en résulte encore qu'aucune compensation directe n'a été obtenue de ce chef.

Il importe de remarquer avant tout que le législateur, en fixant au 1^{er} janvier 1912 la durée extrême de la délégation et en permettant le retrait avant cette date, n'a entendu envisager que le côté politique de la question. Il n'a pas entendu en régler les conséquences financières ou civiles. Il ne pouvait d'ailleurs pas s'arroger ce droit. Le règlement des droits conventionnels se fait à l'intervention de toutes les parties intéressées.

Mais quand le législateur prend une décision politique, il appartient au pouvoir exécutif de veiller aux conséquences civiles et de chercher à adapter de nouveaux arrangements aux nouvelles situations.

Si, précédemment, le Comité avait l'obligation de supporter une partie des frais de l'administration du Katanga, il ne peut en être déchargé que par une disposition spéciale de la loi ou par une convention. Or, rien de semblable n'est intervenu.

D'après la réponse de M. le Ministre, « le Gouvernement aura plus d'une fois l'occasion de réclamer au Comité des avantages qui tiendront largement lieu des compensations directes qu'il aurait pu obtenir, si le retrait de la délégation n'avait dû être si prompt ». Mais il semble que le moment le plus favorable pour solliciter des compensations est le moment même où l'on concède un avantage. L'avantage concédé est bien près de se perdre lorsqu'il ne reçoit pas sa compensation immédiate.

La réponse de M. le Ministre fait remarquer, avec beaucoup de raison, qu'« il serait difficile d'évaluer les charges qui incombent contractuellement au Comité et, par contre-coup, à la Compagnie du Katanga ». Elle met ainsi en relief, une fois de plus, la déplorable confusion qui a été créée dans la région.

Mais la confusion même de la situation est un motif de plus pour ne pas la laisser perdurer indéfiniment et pour profiter de toutes les occasions qui peuvent aider à créer une situation plus nette. Reculer la solution ce n'est pas la rendre plus facile, c'est, le plus souvent, la rendre plus compliquée.

On en a fait l'expérience dans le Katanga ; les intérêts de l'État n'ont cessé de fléchir devant les intérêts privés, et il faut craindre qu'il n'en soit encore ainsi dans l'avenir.

Quand plus tard le Gouvernement, réalisant l'intention exprimée dans la réponse, réclamera du Comité des avantages qui remplaceront les compensations directes, il se trouvera devant la même question fondamentale. Quelle était l'importance de la charge que la mission d'administration imposait au Comité spécial, et quelle est, par conséquent, l'aggravation des charges que la Colonie assume en en déchargeant le Comité ?

Le budget, en réduisant à 550,000 francs le crédit pour les avances à faire au Comité en 1911, alors que le budget pour 1910 était de 1,500,000 francs, évalue à 950,000 francs l'exonération dont profite le Comité ; mais lorsque dans les comptes du Comité spécial pour 1909, communiqué à la Section centrale, on additionne les chapitres que le retrait de la délégation permet de supprimer pour 1911, on arrive à une exonération de fr. 1,221,711 35. Et, comme nous l'avons fait ressortir, ce n'est là, peut-être, qu'une partie de l'exonération annuelle pour le présent, et qu'une partie bien moindre encore de l'exonération annuelle pour l'avenir.

Rien n'est venu préciser les droits et les devoirs respectifs. Chaque occasion de réclamer dans l'avenir des avantages compensateurs sera une occasion de nouveaux conflits.

Quand pour le règlement des intérêts il n'existe pas une base ferme, c'est la lutte ouverte aux appétits, et, généralement, l'État s'en retire lésé. En abandonnant aujourd'hui le droit à la collaboration financière du Comité spécial pour l'administration du Katanga, il court le risque de perdre un sérieux avantage et un puissant argument de négociation.

Mais la Section ne pourrait insister dans une matière où le pouvoir exécutif doit avoir beaucoup de liberté pour défendre au mieux les intérêts de la Colonie. Qu'il nous suffise de constater que cette nouvelle complication montre une fois de plus combien l'existence du Comité spécial s'harmonise peu avec l'intérêt de la Colonie.

G. — Budget et compte du Comité spécial.

Le Budget extraordinaire porte un crédit de 550,000 francs pour *avances à faire au Comité spécial*. La seule justification est dans ces mots : « Exécution de l'article 1 de la Convention du 25 juin 1903 entre le Gouvernement et le Comité spécial du Katanga. »

La situation est donc la même que celle de l'année dernière ; il n'y a que le chiffre qui diffère. Cependant l'attention y avait été suffisamment attirée par les hommes du Parlement.

Le Section centrale précédente, dans le rapport déposé le 3 décembre 1909, avait demandé que le crédit de 1,500,000 francs pour avances au Comité

spécial fût justifié par des documents, tels les rapports du Comité spécial. Il ne fut pas fait droit à cette demande.

M. le Ministre des Colonies répondit : « un rapport complet sur le Katanga demanderait un certain temps. Il serait impossible de fournir ce travail pour le moment ».

Plus tard, le 13 décembre, la même question fut soulevée au cours de la discussion dans un brouhaha d'interruptions; et M. le Ministre de répondre :

« Si l'on m'avait prévenu, j'aurais fourni des comptes complets et détaillés bien que je n'ai pas à le faire. Le Comité spécial n'a rien à cacher. »

Malgré ces déclarations favorables en principe, aucun compte ni budget n'est donné ni pour le budget antérieur ni pour le budget de 1911. C'est là un oubli qu'il importe de signaler à nouveau; car il est de l'essence du régime parlementaire que ceux qui votent les crédits en connaissent l'emploi.

La Section posa successivement deux questions, et l'on doit constater, malgré l'appréciation contraire d'une des réponses, que les prévisions de dépenses ne sont pas conçues sur le modèle du budget colonial; celui-ci, dans ses développements, donne par unité le traitement des agents et permet ainsi de mieux apprécier la structure administrative. Ce détail fait défaut dans le budget communiqué. Ainsi, les travailleurs ou soldats noirs figurent à côté des agents blancs dans un chiffre global, ce qui ne permet pas de juger de leur rémunération.

Nous publions les deux questions et réponses :

1^{re} Question.

M. le Ministre ne pourrait-il communiquer à la Section centrale le compte du Comité spécial pour 1909 et 1910 et le budget pour 1911? N'y peut-il joindre le rapport du Comité spécial?

Réponse.

Le compte du Comité pour 1909 et la note de prévisions de dépenses pour 1911 sont communiqués ci-joints. Le compte de 1910 ne peut évidemment pas être dressé avant la fin de l'exercice.

Le Comité n'établit pas de rapport général annuel. Le Gouvernement est tenu au jour le jour au courant des affaires. Les faits intéressant le Katanga sont d'ailleurs signalés dans le rapport annuel présenté aux Chambres en même temps que le budget, notamment aux pages 45 et 46.

Aux termes de l'article 7 du décret du 6 décembre 1900, des rapports trimestriels sur l'administration du Katanga ont été fournis par le représentant du Comité spécial en Afrique à raison de la délégation des attributions du pouvoir exécutif que possédait le Comité spécial.

Un décret du 22 mars 1910 lui ayant retiré la délégation, ces rapports trimestriels ne doivent plus être fournis.

Au surplus, le Gouvernement ne peut communiquer les rapports adressés antérieurement par le représentant du Comité. Le principe de la séparation des pouvoirs s'oppose, d'ailleurs, à la communication des correspondances adressées à l'Administration centrale et, en général, de tous dossiers administratifs.

Dépenses du Comité spécial du Katanga se rapportant à l'exercice 1909.

Corps de police (y compris le personnel) fr.	332,711 73
Lazarets	114,381 30
Construction de routes	26,820 28
Plantations.	31,544 73
Constructions et bâtiments divers	11,253 15
Matériel et mobilier	23,174 33
Matériel fluvial	1,235 43
Bétail et basse-cour	5,250 49
Assurances.	2,154 95
Impositions	21,593 76
Fournitures de bureau en Afrique	14,962 06
Personnel blanc (traitements, entretien, frais de voyage, etc.)	713,691 »
Salaire et entretien des noirs	75,308 34
Postes et télégrammes	7,431 85
Honoraires et frais de voyage procès Rabineck	31,368 80
Recherches minières (quote-part due pour 1909) . .	101,330 »
Somme due à la Colonie pour intérêts sur sommes prêtées au 31 décembre 1909.	265,910 40
Dépenses diverses en Europe et en Afrique	117,665 50

Soit au total une somme de. fr. 1,897,788 10

Ces dépenses sont couvertes par les avances reçues de la Colonie et par les rentrées du chef de la vente des produits à Anvers, de la location d'immeubles, de la location de terres, etc.

Prévisions de dépenses pour 1911.

Plantations.	fr. 35,000 »
Constructions et bâtiments divers, nivellement et appropriation de terrains	150,000 »
Matériel et mobilier	17,500 »
Bétail et basse-cour	5,000 »
Assurances.	1,000 »
Impositions	5,000 »
Fournitures de bureau en Afrique	3,500 »
Personnel blanc (traitements, entretien, frais de voyage, etc.)	267,500 »
Salaires et entretien des noirs	7,500 »
Postes et télégrammes	2,000 »
Sommes dues à la Colonie pour intérêts sur sommes prêtées au 31 décembre 1910.	350,000 »
Dépenses diverses en Europe et en Afrique	81,000 »
Dépenses imprévues	5,000 »
TOTAL.	fr. 930,000 »

Comme on le voit, le crédit prévu au Budget colonial n'est pas suffisant pour couvrir toutes les dépenses du Comité, mais celui-ci compte trouver un appoint sérieux dans les revenus à provenir des ventes et locations de terres et de la délivrance de permis de recherches minières. Pour l'exercice suivant, le Comité pourra déjà escompter le revenu de son portefeuille

2^e Question.

M. le Ministre ne pourrait-il donner le détail du compte de 1909 du Comité spécial du Katanga et des prévisions de dépenses pour 1911, imitant en cela les développements du Budget belge qui donne la physiologie de l'organisation et de l'activité administratives?

Ainsi, il serait intéressant de connaître le nombre des membres du Comité et des divers agents en Afrique et en Europe, ainsi que leur rémunération.

Réponse.

Ci-joint le compte du Comité spécial du Katanga pour 1909 et les prévisions pour 1911 établis d'après le modèle du Budget colonial et contenant les renseignements demandés :

Dépenses du Comité spécial du Katanga se rapportant à l'exercice 1909.

CHAPITRE PREMIER.

SERVICE CENTRAL.

2 représentants; 1 secrétaire; travailleurs noirs . . fr. 100,707 15

CHAPITRE II.

SERVICE DES ZONES.

Administration et service de l'agriculture.

3 chefs de zone; 42 agents; travailleurs noirs . . . 706,763 98

CHAPITRE III.

CORPS DE POLICE.

1 commandant; 3 chefs de peloton; 11 sous-officiers;
soldats noirs; armement; équipement 332,711 73

CHAPITRE IV.

SERVICE DE LA NAVIGATION.

2 capitaines mécaniciens; 2 mécaniciens noirs; entre-
tien des steamers; 18 matelots noirs 34,520 92

CHAPITRE V.

HYGIÈNE.

5 médecins; pharmacies et lazarets; infirmiers noirs . . 114,381 30

CHAPITRE VI.

MINES.

Subside payé par le Comité à la *Tanganyika Concessions*
limited en suite de la Convention du 22 octobre 1905 . . 101,330 »

CHAPITRE VII.

CULTES.

Subsides aux missionnaires 33,333 42

À REPORTER . . . fr. 1,423,748 50

REPORT . . . fr. 1,423,748 50

CHAPITRE VIII.**TRAVAUX PUBLICS.**

Construction de routes; matériaux et outils servant à la construction et à l'entretien des bâtiments; mobilier et objets de campement 61,247 76

CHAPITRE IX.**IMPÔTS.**

Impôts directs et personnels. 21,593 76

CHAPITRE X.**ASSURANCE.**

Marchandises, vivres, médicaments, etc. 2,154 95

CHAPITRE XI.**POSTES ET TÉLÉGRAPHES.**

Frais d'expédition de courriers postaux et de télégrammes 7,431 85

CHAPITRE XII.**PROCÈS RABINECK.**

Honoraires d'avocat et frais de justice et de voyage . . . 31,368 80

CHAPITRE XIII.**PRÊTS COLONIE.**

Somme due à la Colonie pour intérêts sur sommes prêtées au 31 décembre 1909 265,910 40

CHAPITRE XIV.**DÉPENSES DIVERSES.**

Dépenses diverses en Afrique ne se rattachant pas aux présents chapitres 9,101 71

CHAPITRE XV.**FRAIS GÉNÉRAUX EN EUROPE.**

6 membres du Comité; 1 secrétaire; 1 caissier; 1 chef comptable; 1 comptable adjoint; agents divers; frais de bureau; subside à la Villa coloniale 75,230 37

TOTAL . . . fr. 1,897,788 10

Prévisions de dépenses pour 1911.

CHAPITRE PREMIER.

SERVICE CENTRAL.

1 représentant; 1 adjoint; 1 secrétaire; 2 ingénieurs;
1 jurisconsulte; 3 géomètres; 1 comptable; 5 agents repré-
sentant le Comité dans différents postes pour la vente et la
location des terres et l'entretien des plantations; travailleurs
noirs fr. 318,500 »

N. B. — Il a été décidé de céder à la Colonie les fermes
de Lukonzolwa, de Moliro et de Kayoyo.

CHAPITRES II à V.

Disparaissent par suite du retrait de la délégation . . . » »

CHAPITRE VI.

Disparaît par suite de l'expiration de la convention con-
clue le 22 octobre 1905 avec la *Tanganyika Concessions*
limited » »

CHAPITRE VII.

Voir chapitres II à V. » »

CHAPITRE VIII.

TRAVAUX PUBLICS.

Construction de bâtiments; mobilier et objets de cam-
pement; frêt, transport et droits d'entrée; aménagement et
appropriation de terrains 197,500 »

CHAPITRE IX.

IMPÔTS.

Impôts direct et personnel 5,000 »

CHAPITRE X.

ASSURANCE.

Marchandises, vivres, médicaments, etc. 1,000 »

A reporter. . . . fr. 522,000 »

REPORT. fr. 522,000 »

CHAPITRE XI.

POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

Frais d'expéditions de courriers postaux et de télégrammes fr. 2,000 »

CHAPITRE XII.

PROCÈS RABINECK.

Pas de dépense prévue » »

CHAPITRE XIII.

PRÊTS COLONIE.

Somme due à la Colonie pour intérêts sur sommes prêtées au 31 décembre 1910. 350,000 »

CHAPITRE XIV.

DÉPENSES DIVERSES.

Dépenses imprévues 5,000 »

CHAPITRE XV.

FRAIS GÉNÉRAUX EN EUROPE.

6 membres du Comité; 4 secrétaire; 4 caissier; 4 chef comptable; 1 comptable adjoint; agents divers; frais de bureau; subside de la Villa coloniale; location d'immeuble et contributions 70,000 »

TOTAL. fr. 949,000 »

*
* *

La Section centrale considère que ces réponses ne donnent pas la physionomie de toute l'activité du Comité. Une nouvelle question a été posée pour en combler la lacune.

Question.

M. le Ministre ne voudrait-il compléter ses renseignements sur le Comité spécial en donnant aussi le compte des recettes pour 1909 et le Budget des Voies et Moyens pour 1911.

Réponse.

Ci-joint le compte (annexe A) du Comité spécial du Katanga pour les recettes se rapportant à l'exercice 1909, ainsi que le Budget (annexe B) des Voies et Moyens pour 1911.

ANNEXE A.**Recettes du Comité spécial du Katanga se rapportant à l'exercice 1909.**

Location de terres	fr.	2,275	»
Location d'immeubles		2,341	95
Ventes de caoutchouc à Anvers		775,016	32
Ventes d'ivoire		69,546	77
Exploitation des salines en Afrique		43,124	10
Ristournes, commissions diverses, bénéfices sur échanges		4,081	46
TOTAL.	fr.	866,355	30

ANNEXE B.**Prévisions de recettes pour 1911.**

Avance par la Colonie, en vertu de la Convention du 25 juin 1903 (article 165 du Budget de 1911)	fr.	550,000	»
Produit de la vente et de la location des terres, de la délivrance de permis de recherches minières et des coupes de bois.		399,000	»
TOTAL.	fr.	949,000	»

*
* *

Nous ne nous arrêterons pas aux questions de comptabilité budgétaire que soulève l'existence du Comité spécial; nous nous contenterons de faire remarquer qu'ici encore on déroge à la pratique des institutions parlementaires.

Les chiffres globaux des dépenses pour 1909 et des prévisions pour 1911, que M. le Ministre a communiqués à la Section centrale, ne concordent pas avec le chiffre global du Budget, et M. le Ministre en fait lui-même l'observation.

Le Budget colonial pour 1911 ne prévoit qu'un crédit de 550,000 francs à allouer au Comité spécial; la liste des prévisions de dépenses du Comité spécial, au contraire, fait monter le chiffre à 930,000 francs. Cette différence provient du fait que le Budget ne renseigne pas toutes les dépenses, mais seulement la différence existant entre les dépenses et les recettes.

Or, la loi budgétaire belge veut que toutes les dépenses et toutes les recettes soient portées séparément au Budget; ainsi, pour les mines de Kilo, les recettes figurent à l'un des budgets, les dépenses à l'autre. L'intermédiaire du Comité spécial fait disparaître cette double inscription budgétaire; il conduit au chiffre global qui représente l'excédent des dépenses sur les recettes ou vice versa.

De plus, les moyens pour contrôler les comptes, c'est-à-dire les dépenses effectuées par cette administration commune, ne sont pas bien nombreux. Le Gouvernement, auquel la Section centrale, tout comme l'année dernière, a demandé le rapport du Comité spécial, croit devoir refuser les rapports trimestriels en se basant sur la séparation des pouvoirs.

Il ne saurait entrer dans l'intention de la Section centrale de se livrer à un examen approfondi de cette thèse; il suffit de constater que les rapports du Comité constituent le seul moyen d'apprécier son action.

M. le Ministre, il est vrai, donne dans l'exposé général quelques indications sur le Katanga, c'est-à-dire sur le territoire administré par le Comité spécial; mais rien ne permet d'y distinguer ce qui relève de l'action propre du Comité et de l'action propre de l'État ou de la Colonie.

La non-production des rapports du Comité montre une fois de plus l'infériorité de l'État vis-à-vis des particuliers associés à son sort; car si les Chambres ne les connaissent pas, la Compagnie du Katanga, qui est copropriétaire, semble les connaître; elle doit les connaître, parce que le Comité spécial est son mandataire, d'ailleurs l'exposé qui est fait à son assemblée générale en fait mention. Ainsi donc le particulier, l'associé de l'État, est en contact direct avec le Comité spécial; le Parlement, qui, en votant les crédits, fait toutes les avances nécessaires à l'activité du Comité, n'est pas à la source directe des renseignements.

Depuis le retrait de la délégation des pouvoirs, les budgets et les comptes de l'administration publique du Katanga sont soumis aux règles de la comptabilité budgétaire; mais la gestion patrimoniale de tout le territoire du Katanga continuera à y échapper aussi longtemps que le Comité spécial sera l'intermédiaire entre la Colonie et le Katanga.

Nous ne signalons cette anomalie budgétaire que pour faire ressortir sous un autre aspect la situation anormale créée par l'existence du Comité spécial qui aura toujours beaucoup de peine à fonctionner dans l'esprit des institutions parlementaires; l'hésitation et la forme incomplète des réponses données à la Section centrale en sont la preuve.

*
* * *

Mais le caractère anormal et nuisible de cette institution apparaît surtout lorsqu'on en considère la constitution et la puissance.

Le Comité spécial est un organisme qui ne présente pas les garanties en usage dans l'administration des intérêts privés. Dans les conseils d'administration de sociétés, les pouvoirs des membres sont nettement déterminés; leur nomination est réglée quant au mode et quant à la durée; leur gestion trouve des garanties dans le dépôt des titres comme dans le contrôle de l'assemblée générale, et elle est exposée dans des rapports, des bilans et des comptes qui engagent non seulement la responsabilité civile, mais aussi la responsabilité pénale.

Le Comité spécial ne connaît de règles ni pour la nomination des membres, ni pour la durée de leur fonction, ni pour les garanties de leur gestion, ni pour leurs obligations vis-à-vis des mandants, ni pour la répression civile ou pénale des abus.

L'étendue de ses droits constitue le principal danger. Le Comité est propriétaire de tout le Katanga, de son sol et de son sous-sol. Il en dispose en maître, sans que, d'après lui, il ne doive reconnaître de restriction; et si pour les concessions il se soumet à l'application de l'article 15 de la Charte coloniale, ce n'est, d'après l'appréciation de M. le Ministre, que par des considérations d'opportunité.

L'État, qui assume aujourd'hui, à lui seul, toute la charge de l'administration du Katanga, ne peut poser aucun acte sans se heurter à la question de la propriété du sol; s'il veut obtenir une terre, soit pour ériger un hôpital, soit pour créer un tribunal, soit pour faire une route, soit pour n'importe quel usage public ou privé, il doit s'adresser au propriétaire terrien, omnipotent, qui est le Comité.

Le représentant de l'État se trouve toujours, en Afrique, à côté du représentant du Comité; et ce représentant doit compter avec le Comité qui siège à Bruxelles, de telle sorte que les relations des représentants se compliquent des relations lointaines avec leurs mandants ou supérieurs.

Qui ne voit l'entrave, l'encombrement, le formalisme et la paperasserie? La dualité des autorités complique toutes les solutions. Ainsi, comment dans ces conditions organiser au Katanga le service des ingénieurs de mines?

C'est le Comité qui concède les mines; or, en général, c'est le concédant qui organise le service technique chargé de dresser le cahier des charges et d'en surveiller l'exécution.

C'est à la suite de vives instances faites au Conseil colonial et au Parlement que dans le cahier des charges des nouvelles concessions on a admis un article 12 attribuant au Gouvernement du Congo belge « les droits de contrôle et de surveillance, et notamment celui de nommer les délégués au sein des conseils d'administration des sociétés ou concessionnaires ». Mais ce droit du Gouvernement n'existe que si le Comité disparaît. Toute la disposition est dominée par la réserve initiale « à défaut de Comité ». (Voir concession Greiner, décret du 2 novembre 1910.)

Le Gouvernement de la Colonie n'a donc aucune intervention à exercer dans les concessions minières. Mais pourra-t-il se soustraire à sa mission d'administration publique, depuis qu'il a retiré au Comité la délégation du pouvoir exécutif ?

Il y a en cause autre chose que des intérêts privés. Le Katanga se couvre de concessions; les conflits peuvent se présenter entre concessionnaires; des mesures d'intérêt public doivent être prises pour les exploitations; comment le Gouvernement remplira-t-il son devoir ? Il devra nécessairement avoir son service de techniciens, d'ingénieurs des mines.

Depuis longtemps déjà on a fait remarquer combien il était nécessaire que la Métropole fût fixée sur la valeur des gisements miniers par des agents officiels, indépendants de tout organisme privé; et l'intérêt civil et politique justifierait cette enquête technique. Les rapports des sociétés ont leur valeur; personne ne songe à la leur contester, mais partout l'État a l'habitude de s'appuyer sur les rapports officiels qui n'envisagent que l'intérêt public ou l'intérêt de l'État.

Au Katanga rien de pareil ne se fait, et l'on conçoit des hésitations. Les doubles emplois sont à éviter. Le Comité spécial doit avoir son service technique pour l'octroi et la surveillance des concessions. L'État, en créant son service technique, appellerait à la vie un second organisme qui doublerait les frais dans un pays où la vie est d'une cherté exceptionnelle. Le fonctionnarisme naîtrait de la confusion.

Partout ainsi le Comité, propriétaire du sol et du sous-sol, se trouve sur le chemin du Gouvernement colonial et en entrave la marche.

L'expérience nous conseille de mettre fin à pareille situation.

On ne peut s'empêcher de penser que les intérêts de la Colonie n'ont cessé de fléchir au Katanga à mesure qu'augmentaient ses charges.

Aujourd'hui elle est livrée à ses seules forces pour administrer cette immense région et pour y organiser la vie agricole dont cependant s'occupaient toutes les conventions antérieures.

Et les ressources sur lesquelles elle était en droit de compter se sont successivement réduites.

Elle devait compter surtout sur les richesses minières; mais elle eut à partager d'abord avec la Compagnie du Katanga sur le pied des deux tiers; et cette part fut encore réduite par le fait que le Comité spécial ne souscrivit pas sa part dans le capital de l'*Union Minière*, concessionnaire de tous les gisements découverts par M. Williams; de la sorte, la Colonie n'a plus que 19 % des titres, et elle a consenti l'exonération de la Société de toutes taxes et redevances minières.

Jusqu'ici elle avait, dans le Comité spécial, un associé pour supporter les frais de l'administration du Katanga; cette collaboration financière elle-même s'évanouit par le retrait de la délégation. La Colonie est ainsi placée devant une tâche grandissante, avec des appuis financiers qui n'ont cessé de fléchir.

Ce résultat était prévu. L'État, en association avec des particuliers, est toujours le plus faible dans la défense de ses intérêts; il est le sacrifié.

En présence des complications de l'activité européenne qui envahira le Katanga, la conception de l'effacement complet de l'État comme propriétaire foncier devant un être inorganique tel que le Comité spécial paraît de plus en plus anormale et nuisible. L'avenir de la Colonie ne cesse d'en conseiller la disparition.

Ne négligeons rien pour asseoir l'œuvre coloniale sur des bases rationnelles et pour la défendre contre le discrédit dont la menacerait notre inexpérience.

La Belgique a des qualités qui la mettent au premier rang des peuples travailleurs, honnêtes, endurants et de sens pratique ; elle a accompli des merveilles dans la lutte contre l'esclavagisme, dans la prise de possession et dans l'organisation du Congo. Mais il semble qu'elle ignorait trop la colonisation anglo-saxonne et elle ne peut avoir la prétention de l'égaliser d'emblée.

Pour réagir il faut résolument emprunter aux Sud-Africains leurs méthodes et leurs procédés de colonisation éprouvés par une longue expérience ; il faut former nos agents et nos colons à l'école de ceux qui nous ont devancés dans la carrière ; il faut dégager l'administration du Katanga de tout ce qui la complique et l'entrave y compris l'intervention trop étroite de la Métropole.

VIII. — QUESTIONS DIVERSES.

Diverses autres questions ont été adressées à M. le Ministre des Colonies. Nous les reproduisons avec les réponses, comme des éléments destinés éventuellement aux débats.

Question.

Un membre demande les renseignements que M. le Ministre a bien voulu promettre à la séance du 11 février 1910 (pp. 539-540).

Réponse.

Les renseignements demandés ci-dessus sont donnés dans le rapport de 1910. (Annexe au n° 5 des pièces de la Chambre, p. 43.)

Question.

Un membre demande quel programme et quelle matière comporte le Cours colonial ?

Il voudrait connaître la liste des professeurs.

Réponse.

Le Cours colonial a été réorganisé. Les arrêtés de réorganisation créant l'École coloniale ainsi que le programme des cours sont à l'impression. Ils paraîtront prochainement au *Bulletin Officiel*.

Voici la liste des professeurs :

M. Le Marinel (cours de géographie);
M. Van der Linden (Force publique);
M. Vereycken (Comptabilité-Reconnaissances);
M. Gervais (Organisation-Règlements);
M. Louwers (Droit);
M. Van Campenhout (Hygiène);
M. Preud'homme (Règlements);
M. Massart, Instructeur.

Quelques nouveaux cours, notamment les cours de langues congolaises, sont prévus au nouveau programme. Les titulaires seront désignés ultérieurement.

Question.

L'article 132 du Budget prévoit le traitement d'un consul; de quel consul s'agit-il?

Réponse.

Il s'agit de l'ancien Consul général de l'État du Congo à Naples, M. le baron Nisco. Le Gouvernement belge a pris à sa charge les engagements de l'État du Congo envers M. Nisco, engagements qui prennent fin le 30 juin 1911.

(Voir lettre n° 2 annexée au traité de reprise; Documents parlementaires, annexe au n° 28, du 3 décembre 1907.)

Question.

Un membre voudrait connaître l'appréciation de M. le Ministre sur la légalité d'un décret du Vice-Gouverneur, en date du 4 juillet, qui interprète l'article 13 du Code pénal; il le considère comme un empiètement législatif, tout en approuvant le fond.

Réponse.

Ni le Gouverneur général, ni le Vice-Gouverneur général ne rendent des décrets.

La question vise, sans doute, l'ordonnance du 4 juillet 1910, qui interdit la violation de domicile simple.

Cette ordonnance n'interprète pas l'article 13 du Code pénal auquel elle est étrangère. Elle se borne à faire application de l'article 7 du décret du 16 avril 1887 qui autorise le Gouverneur général « à prendre des règlements obligatoires de police ».

Le premier objet du droit de police étant le maintien de l'ordre public et de la sécurité générale, la légalité de l'ordonnance du 4 juillet 1910 n'est pas contestable.

Question.

Un membre demande en quoi consistent et où en sont les difficultés judiciaires qui ont surgi entre l'État, les héritiers du feu Roi et diverses fondations à celui-ci.

Réponse.

Cette question ne concerne pas le Département des Colonies.

Question.

Un membre voudrait avoir la liste des administrateurs de sociétés congolaises nommés par l'État et des délégués auprès des conseils d'administration des sociétés congolaises. Il voudrait savoir ce qu'a reçu chacun de ces administrateurs ou délégués à titre d'appointements, d'émoluments ou de tantièmes sur les bénéfices en cours de l'année 1909.

Réponse.

Comité spécial du Katanga : MM. Droogmans, secrétaire général du Ministère des Colonies; Arnold, Lombard et Dekeyzer E., directeurs généraux au Ministère des Colonies, délégués du Gouvernement.

Compagnie du Kasai : MM. de Hemptinne, président du Conseil d'administration et du Comité permanent; Bégerem, membre du Comité permanent, et Lacourt, directeur général de la Compagnie.

MM. Arnold, Baerts, directeurs généraux au Ministère des Colonies, délégués du Gouvernement.

M. Kervyn, directeur général au même Ministère, commissaire.

Compagnie du chemin de fer du Katanga : MM. Cousin, Detilleux et Wendelen, administrateurs nommés par le Gouvernement; Heyvaert, commissaire.

Compagnie du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga : MM. Le Marinel et G. Olyff, directeurs au Ministère des Colonies, représentants du Gouvernement.

Comptoir commercial Congolais : M. Foulon, commissaire.

Société des chemins de fer vicinaux du Mayumbe : M. Lombard, directeur général au Ministère des Colonies, commissaire.

Société forestière et minière du Congo : MM. Arnold, directeur général au Ministère des Colonies; A. Dumont, représentant du Gouvernement.

Société « Union minière du Haut-Katanga » : MM. Lombard et Dekeyzer E., membre du Comité spécial du Katanga, représentant du dit Comité.

Les membres du *Comité spécial du Katanga* reçoivent une allocation fixe (2,500 francs).

La rémunération des administrateurs, membres du Comité permanent, délégués du Gouvernement et commissaire de la *Compagnie du Kasai* est fixée par les articles 18 et 33 des statuts publiés en annexe aux Documents parlementaires, n° 28, du 3 décembre 1907.

La rémunération des administrateurs et commissaires de la *Compagnie du chemin de fer du Katanga* est déterminée par les articles 17 et 26 des statuts. (Annexe aux Documents parlementaires, n° 28, du 3 décembre 1907.)

Les représentants du Gouvernement à la *Compagnie du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga*, à la *Société forestière et minière du Congo* et les représentants du Comité spécial du Katanga à la *Société Union minière du Haut-Katanga* reçoivent des jetons de présence (Art. 22 des statuts de la *Compagnie du chemin de fer*; art. 20 des statuts de la *Société forestière*, art. 25 des statuts de l'*Union minière*, annexe aux Documents parlementaires, n° 28, du 3 décembre 1907).

La rémunération du commissaire du Gouvernement auprès du *Comptoir commercial congolais* est fixée par l'article 28 des statuts. (Annexe aux Documents parlementaires, n° 28, du 3 décembre 1907.)

La rémunération du commissaire du Gouvernement auprès de la *Société des chemins de fer vicinaux du Mayumbe* est déterminée par les articles 20 et 22 des statuts. (Annexe aux Documents parlementaires, n° 28, du 3 décembre 1907.)

Les dépenses liquidées du chef des services dont il s'agit, incombant aux sociétés intéressées, ne sont pas portées au Budget.

Question.

Un membre demande si la Colonie possède un enseignement laïc; il voudrait savoir ce que le Gouvernement se propose de faire pour le développer.

Réponse.

Jusqu'à présent l'enseignement, au Congo, est surtout l'œuvre d'institutions religieuses privées catholiques et protestantes. Le Gouvernement se préoccupe de déterminer les conditions auxquelles l'agrégation et des subsides seront accordés à ces institutions.

L'enseignement du Gouvernement, proprement dit, comporte actuellement un enseignement primaire à Boma, quatre écoles professionnelles, une école de candidats-commis et une école de sergents comptables desservis par des instituteurs sans caractère professionnel.

Les deux orphelinats et l'école primaire de Léopoldville, du Gouvernement, sont confiés aux soins de religieux nommés par l'administration.

Le Gouvernement étudie la façon d'organiser, d'une manière générale, l'enseignement au Congo.

*
* * *

La Section centrale a adopté le Budget des Colonies par cinq voix contre deux; elle en propose l'adoption par la Chambre.

Le Rapporteur,
ÉM. TIBBAUT.

Le Président,
HARMIGNIE.

TABLE DES MATIÈRES

I. — Politique coloniale.	1
II. — Situation financière.	4
III. — Sociétés concessionnaires.	12
IV. — Décentralisation administrative.	16
V. — Moyens de transport	24
VI. — Vie agricole et évolution sociale.	30
VII. — Katanga	35
A. Son régime politique	36
B. Les droits de la Colonie dans la concession	36
C. Recherches minières au Katanga	39
D. Politique des chemins de fer.	41
E. Introduction de la vie agricole	45
F. Charges imposées à la Colonie par le retrait de la délégation	50
G. Budget et comptes du Comité spécial	58
H. Anomalie du Comité spécial	67
VIII. — Questions diverses	70

(11)
(N^o 21)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 DECEMBER 1910.

BEGROOTING VAN BELGISCH CONGO VOOR HET DIENSTJAAR 1911 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER **TIBBAUT**.

MIJNE HEEREN,

I. — KOLONIALE POLITIEK.

Toen de heer Minister van Koloniën verleden jaar de koloniale begrooting voor 1910 overlegde, ontwikkelde hij zijn programma; het vond een goed onthaal bij de openbare meening:

Er was niet meer dan één jaar noodig om reeds een merkelijk deel van de aangekondigde hervormingen te verwezenlijken; terecht mag men zich daarmede gelukwensen, zoo men het gewichtige en moeilijke van de verrichte taak beschouwt.

De koloniale politiek verandert snel van voorkomen. Zij steunt op redematige grondslagen. De opslorpemde werking van den Staat, gerechtvaardigd door de eerste aaraking met een onbeschaafd land, moest, als economisch middel, worden vervangen door vrijen handel, berustend op vrijen arbeid; beide factoren staan in nauw verband tot elkander, vullen elkander aan door op elkander terug te werken.

Koloniën gehoorzamen aan dezelfde evolutiewetten als meer gevorderde

(1) Begrooting, n^o 5.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer HARMIGNIE, bestond uit de heeren HAMBURSIN, TIBBAUT, VAN DER LINDEN, DE BECKER REMY, ROYER en DE SADELEER.

landen. Elke sociale opbeuring steunt op persoonlijk streven van hen die het ras uitmaken. Ondanks zijne kracht bezit de Staat geen hefboom sterk genoeg om logge massa's op te heffen.

Hij is maar al te zeer geneigd om, zelfs op economisch gebied, zijn gezag te doen gelden, en handelingen, passende bij het vervullen van openbare zendingen, toepasselijk te maken op toestanden waartoe deze ongeschikt zijn. Economische bedrijvigheid kan niet ontstaan, noch voortduren daar, waar dwang wordt uitgeoefend. Gedwongen arbeid is eene werkwijze van minder gehalte; hij kan onmiddellijke uitslagen opleveren, doch is gevaarlijk voor de toekomst; onvermijdelijk leidt hij tot tegenwerking en op den duur tot achteruitgang.

Om de ingeschapen logheid der inlanders te overwinnen, moet men rekenen op de langzame economische aantrekkingskracht van handelsverrichtingen en op de voordeelen die de bezoldigde arbeid afwerpt.

Op den Staat rust de taak, niet de bedrijvigheid der particulieren te vervangen, maar ze vrij te maken en bij te staan. Van deze hoofdgedachte gaat de nieuwe wetgeving uit. Zij omsluit den Staat in zijne ware zending: het verzekeren van de orde, van den vrede, van de openbare diensten, en het nemen van de onvermijdelijke proeven om private ondernemingen in 't leven te roepen en te steunen. Zij voert een stelsel in dat, goederen en personen beschermende en doordringingswegen openende, den privaten ondernemingsgeest aanspoort en, als gevolg daarvan, de langzame ontwaking van den arbeidslust bij de inboorlingen veroorzaakt.

Reeds nu is een groot gedeelte van het Congoleesch grondgebied, de eerste van de drie strooken uitmakende, open voor den vrijen handel. De exploitatie van de plantaardige voortbrengselen der domeingronden, in Staatsbeheer uitgevoerd, heeft daar opgehouden, en het decreet van 22 Maart 1910 regelt de voorwaarden onder dewelke inboorlingen en vreemdelingen ze mogen inoogsten, doen inoogsten of aankopen. Voortaan ontvangen de agenten der Kolonie ze niet meer in betaling van de belastingen.

Dit is dus de handel ingevoerd met mededinging en met munt als ruilmiddel.

Heel waarschijnlijk zal dit niet gemakkelijk doordringen in sommige streken; het zal stuiten op verworven toestanden, die zich zullen verweren door alle middelen van mededinging; doch monopolie, niet beschermd door den Staat, kan niet voortbestaan; hoe meer bijval de handel vindt, hoe meer mededinging hij uitlokt; na horten en stooten herneemt de handelsbedrijvigheid haren geregelde gang.

De inboorling, die ten zijnen bate vrij kan beschikken over de natuurlijke schatten van den bodem, heeft er alle belang bij ze in te zamelen; de vergelding, die de verkoop hem verzekert, noopt hem om de bron te ontzien en zet hem van lieverlede aan tot arbeidsgewoonte. Daartoe zal de belasting in geld hem helpen; deze is de onrechtstreeksche dwang, ondervonden door elken burger van een goed ingericht land en gebillijkt door de noodwendigheden der openbare diensten.

Men zou droombeelden koesteren, moest men zich voorstellen dat alleen deze maatregel het negerras zal doen ontwaken. Vrije handel is een der werktuigen van de beschaving, doch niet het eenige. In zijn manier van doen is hij zelfs gevaarlijk; het eigenbelang, zijn drijfveer, zet hem aan tot overdrijving en misbruik; al te vaak verwekt hij wat Winston Churchill bestempelde met den naam van de woeste zelfzucht der blanken.

't Ware onrechtvaardig dit oordeel tot algemeenen regel te maken; zelfs mag men met vreugde vaststellen dat de gezonde begrippen van Staathuishoudkunde steeds meer gepaard gaan met overwegingen van menschevriendheid, om de kolonisten aan te zetten zich te bekommeren om het welzijn der inboorlingen.

Met reden zegde de achtbare heer Beernaert op 1 Juli in zijne toespraak tot den Koning: « dat de koloniseerende landen zich juist daardoor grooter plichten opleggen van bescherming, vorming, opleiding, stoffelijke en zedelijke ontwikkeling. Aan deze plichten werd vaak te kort gekomen door de Europeanen, wellicht te fier op hun verstand en hunne kracht, zoodat gansche rassen verdwenen om voor hen plaats te maken. Doch het voortaan beter begrepen gevoel van menschelijke solidariteit belet dergelijke buitensporigheden, en de openbare meening te onzent zou die niet meer gedooogen ».

Volgens de koloniale wetenschap is het beste middel voor den kolonist om zijn eigen belang te bevorderen, te waken voor het belang der negers wier medewerking hij niet ontberen kan.

Doch het toezicht der openbare machten is onmisbaar; om het doelmatig en intijds in te richten, verdaagde de Regeering de opening van de twee andere strooken. De Middenafdeeling, belast met het onderzoek van de Begroeting voor 1910, had de hoop uitgedrukt dat de opening ervan om geenerlei reden zou worden vertraagd. Dezelfde wensch wordt door de huidige Middenafdeeling geuit; zij houdt zich overtuigd dat de Regeering haar woord gestand zal doen en zij ziet met voldoening dat reeds nu hoogst verdienstelijke ambtenaren in de nieuwe strooken de noodige inrichtingsmaatregelen bereiden voor de geregelde uitoefening van den vrijen handel.

Wordt aldus het koloniaal programma, steunende op onbetwistbare grondslagen, in gansch de Kolonie toegepast, dan kan met zekere fierheid worden vastgesteld dat de Belgen betrekkelijk weinig tijds behoeften om vrede, orde, economischen en socialen vooruitgang te verzekeren aan onmetelijke streken, eeuwenlang overgeleverd aan de gruwelen van slavenhandel, woeste zeden en burgeroorlogen.

't Ware onrechtvaardig, geen hulde te brengen aan de bedrijvigheid, tentoongespreid door den heer Minister van Koloniën en door hen die hem bijstonden, met name den Kolonialen Raad die zich in de hoogste mate nuttig betoonde. Geweldig groot is de taak, in enkele maanden volvoerd; en uitgezonderd eenig verschil van opvatting over bijzondere punten en over het tijdsverloop, besteed aan de verwezenlijking van de maatregelen, werd zij algemeen goedgekeurd.

De woorden, door den Koning uitgesproken bij zijne eedaflegging, zijn gerechtvaardigd : « Met besef van haren plicht, met vastheid ook, heeft zij de koloniale politiek afgeteekend, die zij wil volgen. Het is eene politiek van menscheijkheid en van vooruitgang. Voor een volk dat de gerechtigheid liefheeft, kan eene zending van kolonisatie niet anders zijn dan eene zending van hooge beschaving. »

Met vertrouwen mogen wij de beginselen van onze koloniale politiek doen beoordeelen in den vreemde; is zij nog verre van volmaakt, toch heeft zij een beslissenden stap gedaan, die getuigt van onzen vasten wil niet terug te wijken voor de inspanning, noch voor de lasten, ten einde eene eervolle plaats in te nemen onder de koloniseerende landen.

* * *

Vooralsnog kunnen wij niet onderzoeken de talrijke hervormingen die noodig zijn bevonden voor de nieuwe richting; zij betreffen velerlei zaken : gerecht, muntstelsel, belasting, werving van arbeiders, gebied van een hoofdingenieur, regiem der gronden, werving van blanke agenten; zij werden uiteengezet in de verslagen der Regeering voor 1909 en 1910, in de verslagen der Middenafdeeling voor 1910 en in de beraadslagingen der Kamers. Wij moeten ons bepalen tot een overzicht van de gevolgen dezer politiek van het koloniaal financiewezen en het concessiestelsel; ook zullen wij vlug heenstappen over de vraagstukken van gemeenschapswegen, decentralisatie van het bestuur, ontwaking van lust tot landbouw en maatschappelijke evolutie der inboorlingen. Vervolgens zullen wij meer omstandig den toestand van Katanga onderzoeken. Doch daar in de afdeelingen niet kon beraadslaagd worden over dit overzicht, komt het veeleer voor als eene persoonlijke nota van den schrijver.

II. — GELDELIJKE TOESTAND.

De nieuwere politiek heeft ernstige gevolgen voor het financiewezen.

Wanneer men de begrooingslasten onderzoekt, moet men een onderscheid maken tusschen die welke voortvloeien uit het loopend beheer en die welke bijdragen tot de economische uitrusting, of zelfs die welke men, in handelstermen, heet kosten van eerste inrichting of van ingangstelling. De eerste behooren redelijkerwijs tot de gewone begrooting, de andere tot de buitengewone.

Gewone begrooting.

De begrooting van gewone uitgaven voor 1911 bedraagt 47 miljoen 104,788 frank, dus fr. 6,616,970.48 meer dan de begrooting voor 1910.

Deze verhooging komt ten naasten bij overeen met het tekort, voor 1911 voorzien en beloopende 6,603,085 frank.

De ontvangsten, voorzien voor 1910 en 1911 zijn nagenoeg gelijk, zijnde 40,145,305 frank voor 1910 en 40,501,700 frank voor 1911.

De verhooging van de begrooting spruit schier geheel voort uit de aanzienlijke uitbreiding die men van plan is aan den bestuursdienst te geven. Dit vergt de aandacht : neemt deze uitbreiding toe, dan zal zij een toenemend tekort verwekken, ten ware de ontvangsten voorgoed beginnen te vermeederen.

Onder deze meerdere uitgaven zijn er die rechtstreeks het welzijn der bevolking zullen bevorderen en ze economisch verheffen, zooals de verhooging der loonen; de andere, die het bestuur betreffen, hebben eene onrechtstreeksche uitwerking. Maar toch moeten zij worden beperkt tot het noodige; want een bestuur is steeds geneigd meer te eischen.

België weet hoe gewichtig de taak is die het heeft op zich genomen; het zal de Kolonie veroorloven, al de uitgaven te doen die noodig zijn voor hare snelle ontwikkeling; zoo komt het, dat niemand in de Middenafdeeling noch in de Kamer opkwam tegen het aanzienlijk krediet van fr. 33,356,775.21, in 1910 aangevraagd voor de buitengewone begrooting. De praktische geest van den Belg let vooral op het nut van de uitgave. Al spoedig zou hij ongerust worden, indien de kosten van bestuur niet beantwoordden aan eene besliste noodzakelijkheid; dit euvel ware minder geducht in zijne geldelijke gevolgen dan in zijn outmoedigenden invloed op den zich vormenden koloniale geest. Het ware even schadelijk als het winstbejag dat overal wordt opgewekt door schielijke krachtsontwikkeling en aanzienlijke ondernemingen in verre landen, die het publiek afmeet naar de verwachtingen veel meer dan naar de vaste begrippen van de onderneming. Wanneer in een land de geest zich wendt naar de Beurs en de kansen van een plotseling fortuin, is hij er na aan toe, zich af te wenden van den hardnekkigen arbeid die de eenige hechte grondslag is van de opbeuring der volken en der personen.

Niet onbelangrijk zal het zijn, de oorzaken van de begrootingsverhoging van nabij na te gaan.

Slechts drie hoofdstukken der begrooting brengen eene verhoging van meer dan 4 ¹/₂ miljoen mede, namelijk de *eigenlijk gezegde bestuursdienst* (I^e hoofdstuk), de *openbare macht* (II^e hoofdstuk), het *tolwezen*, de *belastingen*, het *kadaster* (IX^e hoofdstuk). Op de twee hoofdstukken VII en XIV, *telegraphen* en *p. sterijen en telegraphen* is er insgelijks eene verhoging van meer dan 1 miljoen.

Ziehier, overigens, de cijfers van de voornaamste verhoogingen :

Hoofdstuk	I. Bestuursdienst.	fr. 1,458,390 »
—	II. Openbare macht	1,732,300 »
—	IX. Tolwezen	1,451,715 »

Hoofdstuk	VII. Telegraaf en telefoon, spoorwegen, wegen voor motorrijtuigen en andere vervoermiddelen . . .	900,730	»	
—	XIV. Posterijen en telegraphen. . .	232,450	»	
			1,433,180	»
—	XXVI. Justitie		400,910	»
—	X. Mijnen		463,012	»
—	XXI. Nijverheid		225,460	»
—	III. Zeewezen		304,670	»
	TE ZAMEN fr.		7,169,637	»

Eene enkele van deze verhoogingen van uitgaven komt overeen met eene merkelyk hoogere ontvangst : de mijnontginning. Om meerder licht op dit Staatsbedrijf te werpen, zou men zijne nijverheidsbalans moeten opmaken; dit is ook het geval met den grooten Staatsdienst van het vervoer op den opperstream, met de hofsteden en de fiskale plantages.

Het meerendeel van de verhooging geldt de kredieten voor loutere bestuursuitgaven. Alleen de openbare macht eischt 1,732,000 frank verhooging.

De eenige merkelyke vermindering komt voor onder hoofdstuk XI, *Inlandsche belasting*. Zij bedraagt 729,120 frank. De toeneming onder hoofdstuk IX, *Tolwezen*, bedraagt tweemaal zooveel.

Anderdeels ondergaat de Kolonie een volstrekten ommekeer in zake van ontvangstbronnen; ondanks ernstige gronden van vertrouwen, kan nog niet nauwkeurig worden berekend wat de nieuwe belastingen zullen opbrengen, welken invloed het ontginnen van de natuurlijke voortbrengselen des bodems door particulieren zal hebben op de ontvangsten van het tolwezen.

Welnu, de begrooting voor 1911 rekt op eene merkelyk grootere opbrengst voor de artikelen 3 en 8 der ontvangsten (*Belastingen op caoutchouc en Tolwezen*). Vergeleken met het cijfer van 1909, bevattende de twee posten en 7,200,000 frank bedragende, geeft het totaal eene verhooging van 2,519,000 frank.

Voor de opbrengst van de belasting op de inboorlingen wordt voorzien eene verhooging van 2 millioen op het cijfer van 1910, dat zelf 1,516,000 frank hooger was dan de raming voor 1909, zoodat men hoopt hieruit 3,516,000 frank meer te trekken dan twee jaar geleden.

Deze twee bronnen van inkomsten zouden dus te zamen 6,035,000 frank meer opbrengen, bestemd om, met de meerdere opbrengst van 540,000 frank voor de mijnontginning, op te wegen tegen de mindere opbrengst der verstrekkingen in natura, door de inboorlingen te doen, welke mindere opbrengst van 1909 tot 1911 op 6,520,825 frank is berekend.

't Is te hopen dat het aldus zijn zal. Doch 't is ook mogelijk dat het langer zal duren eer men de geraamde opbrengst van de nieuwe belastingen-

bronnen erlangt. 't Is nochtans met deze onzekere verhoogingen, tegenover eene mindere opbrengst, die zeker is, dat men geraakt tot een totaal van ontvangsten, geraamd op 40,145,305 frank, dat op de gewone uitgaven nog een tekort van meer dan 6 $\frac{1}{2}$ miljoen overlaat.

Deze toestand vergt voorzichtigheid bij het instellen van nieuwe bedieningen en het benoemen van nieuwe agenten, wier persoonlijk statuut een dienst van tien jaar en steeds toenemende jaarwedden voorziet.

Dubbele aanstellingen moeten worden geweerd als hoogst gevaarlijk. Ook is men in sommige kringen bezorgd met het ontwerp van wet tot herinrichting van de krijgsmachten met een staf in elk van de zes groepen, met een algemeen bestuur ten zetel van de plaatselijke Regeering, algemeen bestuur, bijgestaan door hoofdofficieren als opzieners en door ondergeschikte officieren.

Deze opvatting schijnt veelomvattend, en sommige oud-officieren van het koloniaal leger en andere ervaren koloniale duchten ze als eene strekking tot ereposten of overbodig toezicht.

De Regeering zal deze klip weten te ontwijken, die al de pas beginnende landen in de koloniale loopbaan ontmoetten.

Buitengewone begrooting.

De begrooting van buitengewone uitgaven voor 1911 beloopt fr. 11,907,943.20.

Zij bevatten de verplichte uitgaven, voorkomende in het Afstandsverdrag, te weten de saldo's der inschrijvingen van den Onafhankelijken Staat in het kapitaal der verschillende vennootschappen, de verschillende annuïteiten opgesomd in de bijlage A van het Verdrag, de derde annuïteit van 't bijzonder fonds van 50 miljoen frank, de voorschotten gedaan aan het Bijzonder Comité van Katanga krachtens de Overeenkomst van 25 Juni 1903.

Zij bevatten ook uitgaven van economischen aard, omstandig opgegeven in de Begrooting.

De buitengewone begrooting voor 1910 bedroeg fr. 33,356,775.21, doch tot nu toe werden de kredieten maar aangesproken tot een bedrag van fr. 6,903,264.88. De bijzonderheden daarvan werden opgegeven ten gevolge van eene vraag, door de Middenafdeeling gesteld; wij herhalen ze hieronder :

AANDUIDING VAN DE UITGAVEN.	Bedrag van de sommen tot heden uitbetaald.
Vermeerdering van de portefeuille. — Bijdrage van den Staat in het kapitaal van verschillende maatschappijen fr.	38,000 »
Museum van den Belgischen Congo.	248,585 92
Aankoop van onroerende goederen. — Verschillende annuïteiten (diensten van Afrika)	152,607 88
OVER TE DRAGEN. . . fr.	459,193 80

OVERDRACHT. . . . fr.	459,193 80
Tweede annuïteit van het Bijzonder Fonds van 50 miljoen frank, gevormd door § 3, artikel 4 der Akte toegevoegd aan het Verdrag tot afstand van den Congo aan België	937,645 10
Uitvoering van het eerste artikel der Overeenkomst van 25 Juni 1903 tusschen het Bestuur der Kolonie en het Bijzonder Comité van Katanga	1,500,000 »
Zendingen tot grensbepaling en diversen	3,618 72
• Zending tot verkenning. — Saldo van de kosten van een baggertoestel, dezes vervoerkosten en invoerrechten.	56,281 72
Oprichting van landbouw- en fokkerijcentrums	218,882 02
Aankoop van schepen en booten	235,715 41
Batterij van Shinkakasa. — Aankoop van artilleriematerieel, wapens en ammunitie	504,851 26
Landkaartwerken	6,835 »
Verscheidene openbare werken : Werken tot vernieuwing, verbetering en vergrooting. — Bouwwerken. — Aanleg van gemeenschapswegen, enz. — Aankoop van grof materieel	1,252,294 48
Fonds voor nederzetting	28,500 »
Bezetting van de streken beheerd door het Bijzonder Comité van Katanga	1,699,447 37
TE ZAMEN. . . . fr.	6,903,264 88

Tweede annuïteit van 3,300,000 frank.

De tweede annuïteit van 3,300,000 frank, aan den Koning gestort ter uitvoering van het naastingverdrag, werd aangewend voor het volgende :

1. Terugbetaling aan de Koloniale Schatkist wegens het toekennen van burgerlijke pensioenen aan de Belgische burgers, aangeduid bij decreet, die in dienst waren bij de Internationale Afrikaansche Vereeniging, den Onafhankelijken Congostaat of het Bijzonder Comité van Katanga vóór 15 November 1908	500,000 »
2. Terugbetaling aan de Koloniale Schatkist wegens het verleenen van onderstand aan weduwen en behoeftige bloedverwanten van bovenvermelde personen, na dezer overlijden	50,000 »
3. Reisvergoeding voor de wettige vrouwen van magistraten, ambtenaren of andere agenten der Koloniale Regeering, die hare echtgenooten naar den Congo vergezellen	50,000 »

4. Reisvergoeding aan kloosterzusters, zendelingen in den Congo, met verlof naar Europa terugkeerend.	25,000 »
5. Toelagen aan de Belgische zendelingsgenootschappen in den Belgischen Congo, inzonderheid voor onderwijsgestichten	500,000 »
6. Gezondheidsdienst in den Belgischen Congo (slaapziekte, lazaretten, wetenschappelijke zendingen, reis- en verblijfvergoeding voor het bijwonen van den leergang van tropicale geneeskunde, aankoop van zekerheidstoestellen en diversen)	1,000,000 »
7. Sanatoriums op de oevers der Middellandsche zee, om een onderkomen te kunnen geven aan oud-agenten of agenten van het koloniaal bestuur, die zich jegens de Kolonie verdienstelijk maakten	35,000 »
8. Afbakening van den Congo-stroom	470,000 »
9. Ethnographische zendingen	100,000 »
10. Diversen (kosten van beheer van het Bijzonder Fonds, belastingen, saldo van jaarwedden en loonen voor het bouwen van de Koloniale School te Tervuren en de moes- en fruitteelt te Laken en te Tervuren).	750,000 »
11. Bouwen van hospitalen voor negers	500,000 »

De aanwending is gebillijkt zoozeer door beschouwingen van menscheelievendheid als door bezorgdheid om de economische ontwikkeling der Kolonie. Zij kon niet beter doordacht zijn; zij beantwoordt aan de meest tastbare behoeften van de koloniale onderneming. Ook werd daartegen niets-opgemerkt.

Het toekennen van burgerlijke pensioenen aan de Belgische burgers, die vóór 15 November 1908 in den Congo dienst deden, is een uiterst goede maatregel, waarvan de toepassing soms moeilijkheden en uitstel verwekt.

Hiertoe werd het decreet van 25 April 1910 uitgevaardigd. Ziehier de gevolgen daarvan, volgens inlichtingen verstrekt door den Minister van Koloniën.

Op 22 November 1910 waren zevenhonderd vijf en negentig aanvragen ingediend bij het Ministerie van Koloniën.

Driehonderd vier en zestig werden door de Commissie voor de pensioenen onderzocht.

Tweehonderd negen en negentig pensioenen werden toegekend; zij verwekken eene uitgave van fr. 227,556.68.

Vijf en zestig werden afgewezen, omdat de aanvragers niet de vereischte voorwaarden vereenigden.

Naar luid van bovengemeld decreet van 25 April 1910, moeten de aanvragen tot pensioen vóór 1 Januari 1911 inkomen bij het Ministerie van Koloniën; zooniet vervallen zij. Het uiterste tijdstip is dus 31 Decem-

ber aanstaande. Het wordt evenwel verlengd tot 1 Juli 1911, voor de belanghebbenden die op 6 Mei 1910, datum waarop het decreet op de pensioenen in het *Bulletin Officiel* verscheen, in Afrika verbleven.

*
* * *

De strijd tegen de slaapziekte, machtig gesteund door het bijzonder fonds, wordt voortgezet in steeds betere omstandigheden.

De stelselmatige werken tot gezondmaking, uitroeiing van bosschen en verplaatsing van dorpen zijn voorkomende maatregelen die met den dag meer afdoende blijken; anderdeels maakt verbeterde voeding het gestel er beter tegen bestand; zoo de ziekte niet is uitgeroeid, toch is hare vernielingskracht in vele streken merkelijk gebroken.

De geleerden zoeken nog steeds naar het radicale geneesmiddel. Tijdens een te Berlijn gehouden internationaal congres, beweerde professor Ehrlich, dat het « 606 » de kiemen der verschrikkelijke ziekte volkomen doodt zonder het gestel te schaden. Moge de ervaring deze verklaringen van den geleerden uitvinder staven! Zijne verklaringen werden overal vol vertrouwen onthaald. Kon de wetenschap de slaapziekte overwinnen, zij zou het menschedom en vooral Centraal Afrika een dienst bewijzen, waarvan de geschiedenis de heugenis zou bewaren.

Hoe jammer dat de Belgische jeugdige geneesheeren zoo weinig lust tot de koloniale loopbaan gevoelen! Zij levert nochtans voordeelen op en zulke taak is van aard om edelaardige zielen aan te lokken.

Is eene jaarwedde van 12,000 tot 24,000 frank dan zoo onbeduidend? En tellen de geldelijke voordeelen, na uit den dienst treding verleend, dan voor niets? Geldt geneeskundige ervaring gedurende tien jaar koloniaal leven ook voor niets?

Deze voordeelen kan men genieten mits eene verbintenis voor tien jaar, die thans wordt volvoerd onder ernstige omstandigheden van gemak en gezondheid, met zes maanden verlof na elke reeks van twee jaar. Hij die dienst neemt op den leeftijd van 25 jaar, kan op 36 jaar huiswaarts keeren in zijne volle levenskracht, met een uitgespaard kapitaal, een pensioen en eene ernstige practijk van zijne kunst.

Doch boven deze bedenkingen van stoffelijken aard, die den voorrang moeten hebben bij hem die van zijne kunst moet leven, staan bedenkingen van zedelijken aard. Welke bewonderenswaardige loopbaan! Hoe aantrekkelijk voor hen die er aan medededen!

Het bewustzijn dat men de weldoener is van een volk onder hetwelk ellende en gebrek aan voorzorg zooveel ziekten verwekken, dat in zijn gevoel van zwakheid en verlatenheid verknocht kan geraken aan hen die hulp en bijstand verleenen!

Weten dat men zijn steentje aanbrengt voor eene beschaving die een gansch vasteland moet behoeden voor het lichamelijk en zedelijk verval waaronder het eeuwenlang gebukt ging!

Wat menschenwaarde doen ontstaan in eene samenleving die geen ander ideaal heeft dan geslachtsbevrediging, geen anderen eeredienst dan dien der kracht!

Hij die zich kan omhoogwerken tot zulke verheven beschouwingen, vindt in den Congo een genot waarvan de zedelijke hoogte staat ver boven die van het schouwspel der tropennatuur, met haar éeuwig groen, met haar grootschen plantengroei.

Wellicht zullen de vakverenigingen van het geneeskundig korps zeke- ren dag hunne aandacht vestigen op den kolonialen horizon, openstaande niet alleen voor eene practische loopbaan, maar ook voor eene vaderland- lievende toewijding.

*
* * *

't Ware niet zonder belang geweest, door middel van cijfers den geza- menlijken financieelen toestand der Kolonie uiteen te zetten. Doch daartoe ontbrak het de Middenafdeeling aan tijd.

Zooals ze zich voordeden en als studiemateriaal, leveren wij de vragen, door de Middenafdeeling daaromtrent gericht tot de Regeering; het erlangde antwoord volgt er op.

Vraag.

Kan de heer Minister eene volledige tabel geven van de geldelijke lasten, op zich genomen door de Kolonie, met inbegrip van de lasten aan interesten, uitdelingen of annuïteiten betreffende de loopende of voor later aangegane verbintenissen?

Antwoord.

De geldelijke lasten van de Kolonie zijn opgegeven :

In de toelichtingstabel der begrooting n^o 5, Kamerbescheiden, zittings- jaar 1910-1911, namelijk :

1^o Onder hoofdstuk XXV : *Verschillende uitgaven*, blzz. 122 en 124. (Het krediet, aangevraagd onder artikel 139, littera A, wordt bij amende- ment verminderd met 75,000 frank, ten gevolge van het huwelijk van prinses Clementina.)

2^o Onder hoofdstuk XXVI : *Dienst der Spaarkas, der interesten van de leeningen en van de gewaarborgde kapitalen*, blzz. 126 en 128. (Het krediet, aangevraagd onder artikel 150, littera D, wordt bij amendement verhoogd met 70,000 frank, ten gevolge van de genomen verbintenis om in 1910 voor 7,000,000 frank Schatkistbiljetten uit te geven tot het bestrijden van de buitengewone uitgaven.)

3^o Onder hoofdstuk XXIX, blz. 132, art. 161, 163, 164 en 165. (Het krediet, aangevraagd onder artikel 161, wordt, bij amendement, eensdeels verhoogd met 261,500 frank, tot het voorzien van het in te vorderen overblijvend saldo der bijdrage van den Staat in het kapitaal der *American*

Congo Company; anderdeels wordt het verminderd met 75,000 frank, aangevraagd onder littera A, daar dit krediet reeds voorkomt op de Begrooting van 1910.) Het krediet onder artikel 161 bedraagt dus 588,500 frank.

De annuïteiten, bedoeld in littera C van artikel 163, worden uitengezet in de bijlage C van het Verdrag tot afstand van den Congo aan België (bijlage n^o 28 van 3 December 1907 der Kamerbescheiden, blz. 204).

Vraag.

Welk gebruik werd tot hertoe gemaakt van het krediet van 33 miljoen fr. 356,775.21, gestemd voor de buitengewone uitgaven voorzien op de begrooting van 1910?

Antwoord.

Tot heden is ten laste van de verschillende artikelen der buitengewone begrooting, ingevolge bijgevoegde tabel, uitgegeven voor nagenoeg 7,000,000 frank. (Zie de tabel hiervoren.)

Vraag.

Welken invloed heeft dit op den dienst van de Openbare Schuld der Kolonie?

Antwoord.

Er worden voor 7,000,000 frank Schatkistbiljetten uitgegeven om bovenvermelde buitengewone uitgaven te bestrijden; de last, uit dien hoofde in 1911 te betalen, is geraamd op 245,000 frank, voorzien in de aanvraag om krediet onder artikel 150, littera D, zooals hierboven is gezegd.

Vraag.

Welke beteekenis voor de begrooting, welk geldelijk gevolg voor het passief en actief der Kolonie kan hebben de onnauwkeurigheid, die de heer Minister van Koloniën, ter vergadering van 3 Maart 1910, bekende te bestaan in zijne vroegere verklaringen?

Antwoord.

Het antwoord op deze vraag kan eerst worden gegeven nadat men zal weten welke oplossing zal volgen uit de zaak gezegd de erfenis van koning Leopold II, die niet behoort tot de bevoegdheid van het Ministerie van Koloniën.

Vraag.

Een lid verlangt bijzonderheden over de toelagen, verleend aan liefdadige maatschappijen, aan verspreidingsinstellingen of andere van koloniaal belang (art. 137).

Antwoord.

Jaarlijkse toelagen worden verstrekt :

1,000 frank aan den « Club Africain » te Antwerpen.

1,200 frank aan den « Cérèle Africain » te Brussel.

3,000 frank aan de « Mutuelle Congolaise » te Antwerpen.

III. — CONCESSIONHOUDENDE VENNOOTSCHAPPEN.

De richting van de koloniale politiek kan niet strooken met het stelsel van groote concessiën, onder het vroegere bestuur toegestaan; doch het kost moeite ze aan te passen op verworven toestanden.

Men staat tegenover private belangen en niets is moeilijker dan de juiste maat te vinden om de eischen van het openbaar belang te doen overeenstemmen met die van de rechtvaardigheid en de billijkheid.

De Middenafdeeling heeft zich niet in te laten met hangende onderhandelingen. Een lid stelt de vraag of, mocht de Staat uit de onverdeeldheid treden, dit niet zou schadelijk voor de bescherming der inlanders, verblijvend in de strook der concessiën. Een lid antwoordt dat de Staat deze bescherming is verschuldigd, niet in zijne hoedanigheid als deelgenoot, maar uit hoofde van zijn hoofdzakelijk ambt als openbare macht.

Vele vragen werden gesteld om het inzicht der Regeering te polsen. De antwoorden, door ons medegedeeld na de vragen, bewijzen dat de Regeering onderhandelt met al de concessiehouders van gronden; zelfs geven zij de retroacten van de nog hangende onderhandelingen met de Kasai-Maatschappij.

Vraag.

Kan de heer Minister zeggen welke schikkingen hij heeft getroffen met de Maatschappijen « Kasai »; « Anversoise » en « Abir »?

Kan hij bij voorkomend geval zeggen hoever het staat met de onderhandelingen?

Antwoord.

De onderhandelingen volgen haren loop.

Vraag.

Een lid vraagt welk economisch stelsel wordt toegepast op de streken, in eigendom afgestaan aan de Compagnie van den Spoorweg van Opper-Congo naar de Afrikaansche Groote Meren, ingevolge de Overeenkomsten van 4 Januari 1902 en 22 Juni 1903.

Antwoord.

In de Kolonie van Belgisch-Congo is geen grondgebied hoegenaamd in eigendom afgestaan aan de Compagnie van den Spoorweg van Opper-Congo naar de Afrikaansche Groote Meren.

Naar luid van artikel 3 der Overeenkomst van 4 Januari 1902, gesloten tusschen den Onafhankelijken Congostaat en de Compagnie der Groote Meren, kent de Staat aan de Compagnie toe 4 miljoen hectaren en bosschen, voor 25 miljoen frank kapitaal, ten einde door den Staat te worden geëxploiteerd, de helft van de opbrengst toekomend aan de Compagnie.

Zooals de toestand zich voordoet, schijnt hij thans maar een betrekkelijk belang op te leveren, vermits bedoelde gronden zijn gelegen in de strook die op 1 Juli 1912 wordt geopend.

Met de Maatschappij zijn onderhandelingen aangeknoopt om wijziging te brengen in den toestand voortspruitend uit de Overeenkomst van 4 Januari 1902. Partijen zoeken met gemeen overleg het middel om de bepalingen dezer Overeenkomst welke betrekking hebben op het toekennen van gronden, zoodanig te wijzigen, dat zij overeenkomen met de economische politiek van de Regeering.

Vraag.

Een lid vraagt of de Staat geneigd is afstand te doen van zijn deel in Kasai en van zijn recht tot tusschenkomst en bewaking.

Hij verlangt te kennen den uitslag en de bestanddeelen van het onderzoek, onlangs ingesteld door den heer rechter De la Ruwere.

Antwoord.

Over het eerste punt zijn de onderhandelingen aangevangen.

De Regeering weet niet welke zaak wordt bedoeld in het tweede deel van de vraag. Derhalve kan zij er niet op antwoorden.

Vraag.

Daar de heer Minister niet verlangt uitleggingen te geven over de hangende onderhandelingen met de Kasai-Maatschappij, kan hij zeggen wat de retroacten zijn die verkregen feiten uitmaken?

Antwoord.

De Regeering kan ommogelijk inlichtingen geven over loopende onderhandelingen, doch zij heeft er geen bezwaar tegen, de retroacten van deze zaak bekend te maken.

Bij brieven van 16 November 1909 en 19 Februari 1910, heeft het Bestuur van de Kasai-Maatschappij, uit de memorie van toelichting voor de

begrooting van 1910 vernomen hebbende dat de Regeering van plan was hervormingen in te voeren in de Kolonie, haar bekendgemaakt dat, naar zijne overtuiging, de aangekondigde beslissingen in strijd waren met de Overeenkomst, in 1904 gesloten tusschen de Maatschappij en den Congo-staat; dat zij beweerde een uitsluitend recht tot inoogsten te bezitten in de streken bedoeld bij de Overeenkomst van 31 December 1904 en vergoeding zou vragen voor de schade die de nieuwe maatregelen haar konden berokkenen.

Bij schrijven van 2 Maart 1910, antwoordde de heer Minister van Koloniën dat de beslissing om te rekenen van 1 Juli 1910 het inzamelen van de domaniale voortbrengselen in sommige streken van den Belgischen Congo over te laten aan particulieren ondernemingsgeest, geenszins in strijd was met de overeenkomsten, gesloten tusschen den Onafhankelijken Congo-staat en de Kasai-Maatschappij; dat deze overeenkomsten volstrekt geen uitsluitend recht hadden toegekend aan de Kasai-Maatschappij; dat er dus geen sprake kon zijn, noch ooit sprake geweest was, deze Maatschappij eene door niets gerechtigde vergoeding te schenken. Daaraan voegde hij toe dat, de brief van de Maatschappij schijnende aan te kondigen dat zij dacht gerechtelijke maatregelen te nemen tegen de Kolonie, hij oordeelde dat de Bestuursraad verplicht was het advies van de algemeene vergadering der aandeelhouders in te winnen en dat, zoo de Raad dit gevoelen niet deelde, hij verplicht zou zijn namens de Kolonie, eigenares van 2,040 winstaandeelen en van 2,040 andere aandeele, eene buitengewone algemeene vergadering te eischen, om over de zaak uitspraak te doen.

Het decreet van 22 Maart 1910 besliste dat de regie-exploitatie der voortbrengselen van het plantenrijk op de domaniale goederen zou eindigen op 1 Juli 1910 in verscheidene streken van het gebied der Kolonie, waarin zijn gelegen de streken waar de Kasai-Maatschappij werkzaam is.

Na de bekendmaking van dit decreet, drong het Bestuur van de Kasai-Maatschappij bij den Minister aan om eene vergoeding te erlangen. De Minister antwoordde dat er geene vergoeding was verschuldigd, doch dat hij, verlangende dat de Kolonie zich zooveel mogelijk zou bevrijden van alle banden met de maatschappijen die handel drijven in caoutchouc, niet zou weigeren welwillend elk voorstel te onderzoeken, dat, de belangen der Kolonie onverkort latende, hem nader bij tot dien uitslag zou brengen.

Toen stelde de Bestuursraad van de Kasai-Maatschappij den Minister voor, de titels der Kolonie over te nemen tegen de waarde die zou worden bepaald door eene fictieve vereffening van de bezitting der Maatschappij.

De Regeering antwoordde dat zij dit voorstel in overweging nam, doch, alvorens eene beslissing te nemen, kennis moest hebben van de uitslagen der schijnliquidatie, zooals de Maatschappij ze opvatte.

Kort nadien maakte de Maatschappij deze uitslagen bekend. De Regeering wees de voorstellen der Maatschappij van de hand, daar de aangeboden som ontoereikend was.

Na het afspringen van deze onderhandelingen, kreeg de Minister van

Koloniën bericht dat de Bestuursraad had besloten zich tot de rechtbank te wenden. Krachtens artikel 27 der statuten, dwong hij den Raad eene algemeene vergadering van de aandeelhouders te beleggen, met, aan hare dagorde, het volgende punt :

« Onderzoek van den geldelijken toestand, voor de Maatschappij ontstaan door de toepassing van het decreet van 22 Maart 1910 betreffende het inzamelen van de voortbrengselen van het plantenrijk op de domaniale goederen. Beraadslaging en stemming over alle nuttige beslissingen. »

Zonder de algemeene vergadering af te wachten, besloot de Algemeene Raad der Maatschappij den Belgischen Staat te betrekken, ondanks het verzet van de afgevaardigden der Regeering die de Raadszitting bijwoonden en die, krachtens hunne uitdrukkelijke onderrichtingen, zich tegen het rechts-geding verzetten, in naam der Kolonie, eigenares van het meerendeel van de aandelen en winstaandeelen der Maatschappij. Ondanks dit verzet werd de dagvaarding den Belgischen Staat beteekend op 13 Augustus 1910.

De buitengewone algemeene vergadering werd belegd op 27 Augustus 1910; de afgevaardigde der Kolonie eischte dat de Voorzitter de vergadering zou doen stemmen over eene beslissing verklarende dat de algemeene vergadering der aandeelhouders oordeelde dat er aan de rechtsvordering geen gevolg kon worden gegeven en den Algemeenen Bestuurder der Maatschappij verzocht daarvan af te zien binnen de maand.

De Voorzitter der vergadering weigerde de motie in stemming te leggen, beweerend dat, volgens de statuten, de vergadering niet bevoegd was om de door de Kolonie voorgestelde beslissing te nemen. Toen deed de Regeering het Bestendig Comité der Maatschappij dagvaarden voor de Rechtbank van koophandel te Brussel, ten einde te doen beslissen dat hare motie ter stemming zou worden gelegd.

Deze houding nam de Regeering aan, niet omdat zij ook maar eenigszins den uitslag van het ingespannen geding ducht, maar omdat zij oordeelt dat zij, zonder afstand te doen van het recht van den Staat, niet mocht gedoogen dat eene maatschappij, waarvan hij het meerendeel der aandelen bezit, tegen hem eene rechtsvordering instelt.

Ten gevolge van deze feiten, besloot de Raad van beheer het maatschappelijk kapitaal te verhoogen tot 2 miljoen frank, het recht van inschrijving door den Staat beperkend tot een deel. Deze beslissing strekte om den Staat de meerderheid in de algemeene vergadering te ontnemen. De Raad van beheer beweerde deze beslissing te steunen op artikel 4 van de statuten. Doch aan dit artikel gaf hij eene verkeerde toepassing.

De Staat deed de Maatschappij dagvaarden voor de Rechtbank van koophandel te Brussel, om van het gerecht te verkrijgen de nietigverklaring van deze beslissing, genomen bij overtreding van de overeenkomsten die beide partijen verbinden, en hij deed terzelfder tijd eene buitengewone vergadering beleggen. Deze vergadering werd verdaagd, omdat het Bestuur van de Maatschappij den Staat had voorgesteld nieuwe onderhandelingen aan te

knoopen om alle moeilijkheden te regelen. Deze onderhandelingen zijn in gang en, in afwachting van een uitslag, zijn alle maatregelen tot rechtspleging of andere geschorst.

IV. — DECENTRALISATIE.

Het is niet genoeg rechtvaardige groundbeginselen tot grondslag te geven aan de koloniale politiek, de kolonisering zelf moet derwijze worden ingericht, dat zij de meeste vruchten afwerpt. Daartoe is decentralisatie een der meest praktische middelen.

Verleden jaar reeds werd daarop de aandacht van de Kamer gevestigd door het verslag der Middenafdeeling, door de redevoeringen uitgesproken in den loop van de beraadslaging over de Begroting. De heer Minister van Koloniën, alhoewel de stelling aannemende, vond zich, zoo hij zegde, gedwarsboomd door de koloniale wet, daar deze is opgevat in eenen geest van centralisatie.

Op dit onderwerp dient teruggekomen te worden; met den dag wordt het belangrijker, en het schijnt wel dat, zoo men er meer de aandacht op vestigde, men, zonder naar een wijziging van de wet te moeten wachten, decentralisatie zou kunnen verkrijgen door de Afrikaansche werking meer vrij te maken van het opslopend initiatief der bureelen in 't Moederland en door het regionale en lokale leven in de Kolonie op te wekken.

Er moet spoedig verandering komen in de wijze van handelen, want de toestand van Congo zelf heeft een gansch ander aanzien gekregen.

De besturen in 't Moederland en in Afrika dragen nog te veel de sporen van den tijd toen alleenheerschik te Brussel al de draden van de onderneming in handen hield. Bij den aanvang was eene algemeene richting noodig. Het was de Vorst die de geniale opvatting had van de ontwaking van Midden-Afrika. Hij was het die, door zijne politieke en diplomatische behendigheid, evenzeer als door zijne militaire werking in Afrika, de gedachte eener Belgische kolonie voor de internationale wereld moest doen ontstaan. Hij was het die, beschikkende over beperkte middelen, dadelijke beslissende uitslagen moest bewerken om de bezitneming te verzekeren en den grondsteen te leggen van eene bestuurlijke inrichting. En men begrijpt dat het bestuur gevrijwaard werd tegen de ontzenuwende gevolgen van centralisatie door de onvermoeibare wilskracht welke, uit het middenpunt stralend, de werking in Afrika steeds aanspoorde.

Het Parlement, bij het vervaardigen van de koloniale wet, onderging den drang der reactie die de overleving van dit stelsel na de diplomatische en militaire verovering noodlottig moest doen ontstaan; en het schijnt wel de grens overschreden te hebben die de ervaring der overige koloniale

landen getrokken had ⁽¹⁾. Het wetgevend werk verwarde het recht van toezicht van 't Moederland met het werkelijk bestuur ter plaatse en verlaagde dit laatste tot eene al te afhankelijkke rol; het schaadde aldus zijne arbeidskracht en vruchtbaarheid; moest de Regeering denzelfden weg opgaan, dan zou zij gevaar loopen deze bezwaren nog te vergrooten.

Niemand zou eraan kunnen denken, 't Moederland te berooven van zijne taak van algemeen bestuur en toezicht, opgelegd door zijne zedelijke verantwoordelijkheid, noch de waarborgen te verminderen, door de koloniale grondwet geschonken aan de persoonlijke rechten van blanken en negers.

De vraag wordt aldus gesteld: Hoe kan men, met inachtneming van de rechten en plichten van 't Moederland, best aan het Afrikaansch bestuur die waakzame, lenige en degelijke werking toekennen, welke onontbeerlijk wordt geacht voor de ontwikkeling der Kolonie?

De ervaring van groote koloniseerende landen leert ons, dat initiatief en verantwoordelijkheid dáár moeten bestaan waar gehandeld wordt. Daaruit volgt, ten eerste, dat het bestuur in Afrika meer op zich zelf en op zijn eigen ervaring moet kunnen rekenen dan op den raad en de richting van een Europeesch bestuur; verder volgt daaruit dat in Afrika de inrichting van het gewestelijke en plaatselijke leven de inrichting van het middenbestuur moet aanvullen.

De landen, die later den kolonialen weg zijn opgegaan en die, niet genoeg naar de lessen der geschiedenis luisterend, stelsels hebben willen beproeven eigen aan het ras, geraakten tot dezelfde grondbeginselen na leerrijke mislukkingen. Zoo heeft Frankrijk, het brandpunt der centralisatie die in de latijnsche landen heerscht, eerst zijne wijze van besturen voor zijne koloniën aangenomen; doch Frankrijk moest zijn misslag bekennen, en de Fransche koloniën geven ons een van de leerrijkste voorbeelden door het in 't oog vallend verschil tusschen de gevolgde stelsels en de bekomen uitslagen.

Regeering naar eigen wetten, dat wil zeggen betrekkelijke onafhankelijkheid van 't Moederland, en decentralisatie in Afrika deden het Westelijk Fransch Afrika wonderlijke vorderingen maken.

Deze stelsels werden er slechts ingevoerd na de jammerlijke proef met het stelsel van centralisatie. Men zegt dat de Minister van Marine, die vroeger de koloniën in zijn departement had, de koloniën bestuurde als een pantserschip. Het was het stelsel van centralisatie tot het uiterste gedreven, verscherpt nog door de tucht; het was de stelselmatige militariseering van al de instellingen, met den dag strenger, en meer onbeweegbaar gemaakt in eene werking zonder lenigheid en zonder rekbaarheid ⁽²⁾. Men beseft hoeveel gebreken dergelijk bestuur, van uit het verre Moederland, moest hebben.

Ook is men in Frankrijk tot eene gansch andere koloniale opvatting gekomen. West-Afrika — politieke groepeerings van verscheidene kolo-

(1) HALEWYCK, *La charte coloniale*, Brussel, 1910. Inleiding.

(2) LUCIEN HUBERT, *L'éveil d'un monde*. Parijs, 1909.

niën — heeft in Afrika zijn algemeen bestuur, dat zijn gezag uitoefent over de verschillende koloniën; doch deze hebben elk haar eigen beheer, hare eigen begrooting en hare eigen inlandsche politiek.

Dit grondbeginsel van regeering naar eigen wetten, volledig gemaakt door de lokale decentralisatie, werd toegepast op aequatoriaal Fransch Afrika, vroeger Fransch Congo genaamd, dat de groepeerings uitmaakt der koloniën Gabon, Midden-Congo en Oubangui-Chari-Thad, hebbende elk een luitenant-gouverneur.

« De Fransche Congo, zegt Challaye, heeft lang geleden door eene al te gecentraliseerde inrichting ⁽¹⁾. »

Het heeft zijn belang, eene wijl stil te staan bij de aanhoudende werking die zijne herinrichting tot gevolg had: zij wordt zeer duidelijk uitgelegd door den heer Messimy, verslaggever over de Begrooting van Koloniën ⁽²⁾.

« Het decreet van 29 December 1903 had het groot ongelijk, in handen van het opperhoofd der Kolonie ontoereikende regeeringsbevoegdheden en al te veel tijdroovende ambtsverrichtingen te vereenigen. Op dat oogenblik had men in Congo denzelfden misslag begaan als in West-Afrika, waar gedurende zekeren tijd de Gouverneur-generaal persoonlijk het bestuur van eene der koloniën van de groep in handen hield.

» Het decreet van 11 Februari 1906 kwam dien misslag herstellen. Deze akte, die den Commissaris-generaal ontlastte van alle persoonlijk bestuur van grondgebied, had reeds in breede trekken zijne bevoegdheden van bestuur en toezicht bepaald, door hem de macht der Republiek in handen te geven, over gansch de uitgestrektheid onzer Congoleesche bezittingen, verdeeld onder koloniën die onder toezicht van den Commissaris-generaal worden bestuurd door drie luitenants-gouverneur. Het decreet kende den Commissaris-generaal ook de macht van benoeming toe en voerde eene algemeene Begrooting in, benevens een Regeeringsraad. Deze Raad werd later, evenals de Raden van beheer, heringericht bij decreet van 3 Maart 1906. Deze organieke wet van 1906 werd duidelijk ingegeven door hetgeen vroeger geschiedde in Indo-China, en daarna in West-Afrika.

» Op 13 Januari 1910, deed eene reeks nieuwe decreten, nog beslister dan in 1910, dezelfde grondbeginselen zegevieren door de practische verwezenlijking, op nog degelijkere wijze, van de bestuurlijke en financieele zelfregeering van de verschillende gewesten, onder het hoogere gezag van den Gouverneur-generaal vereenigd. »

En om te toonen dat deze nieuwe inrichting, met meer onafhankelijkheid nog, aan de plaatselijke besturen meer initiatief zal verzekeren, voegt de heer Messimy erbij :

« De luitenants-gouverneur zullen, ten slotte, voortaan op hunne begrooting eenen grooteren en meer rechtstreekschen invloed hebben dan voorheen. »

(1) FELICIEN CHALLAYE, *Le Congo français*, blz. 208. Parijs, Alcan, 1909.

(2) A. MESSIMY, *Notre œuvre coloniale*. Parijs, 1910.

Van zijnen kant toont de heer Lucien Hubert, afgevaardigde van het Noorderdepartement, en wél bekend om zijne bevoegdheid op koloniaal gebied, met welke bereidwilligheid het plaatselijk bestuur de medewerking der belanghebbende bevolkingen aanneemt tot het volbrengen zijner taak, en hoe het, binnen den kring, het leven der streek en plaats tracht op te wekken; naarmate de bevolking uitbreiding neemt en zich bewust gevoelt van haar gemeenschappelijk belang, worden municipale commissiën ingesteld, die in niets organiek zijn, doch de overheid en de bijzondersten der streek samen brengen.

Zoo de proefneming slaagt, worden de uitslagen ervan versterkt door de oprichting van eene gemengde gemeente, dat wil zeggen eene gemeente die hare eigen persoonlijkheid bezit, doch onder de heerschappij van een meier blijft.

De laatste stap, ten slotte, is de oprichting der gemeente in haar geheel, bezittende dezelfde autonomie als de gemeenten van 't Moederland.

Zoo wordt het leven van streek en plaats trapsgewijs, van lieverlede organiek en geeft aan de Kolonie de levenskracht zonder welke hare opbeuring buitenmate langzaam, zooniet onmogelijk is.

De gevolgen van deze politiek zijn klaarblijkelijk weldoende. Dokter Cureau, een der ieverigste medewerkers van den heer Brazza, achtereenvolgens luitenant-gouverneur van Midden-Congo en van Gabon, legde daarover onlangs getuigenis af in een gesprek met een reporter van het dagblad *Le Temps*. Hij stelt den vooruitgang der Kolonie vast.

De betrekkelijke autonomie van het plaatselijk bestuur heeft, ondanks de dwalingen van het verleden, het bestuur van 't Moederland verhindert zich al te veel uit te breiden; dit bestuur bedraagt voor den dienst van al de Fransche koloniën slechts een personeel van tweehonderd twee en tachtig burgerlijke en militaire ambtenaren; mannen, die goed op de hoogte zijn, achten dat eene betere inrichting er nog ernstigen vooruitgang zou kunnen bewerken ⁽¹⁾. En zeggen dat het kader van het Belgische bestuur voor 't Moederland tweehonderd één en vijftig ambtenaren en bedienden telt voor een enkele kolonie!

Duitschland voert dezelfde koloniale politiek. De heer Forthomme, onze consul te Johannesburg, beschrijft haar zeer duidelijk en prijst hare uitslagen ⁽²⁾. Wij meenen er de aandacht te moeten op vestigen, tevens doende opmerken dat Duitsch-Oost-Afrika eene veel meer belangrijke blanke bevolking telt dan Congoland :

« In den loop van het vorige jaar heeft de Duitse regeering er *Gemeinderäte* ingericht en *Bezirksräte* voor elke streek; het is een eerste stap op de baan der autonomie.

» De leden van de gemeenteraden worden voor de helft benoemd door

⁽¹⁾ MESSIMY, *Notre œuvre coloniale*, blz. 395.

⁽²⁾ *Recueil consulaire*, 1910, boek CL, 3^e aflevering, Afrika-Australië, blz. 355.

het kiezerskorps, en voor de helft door de verschillende standen en beroepen : het is de vertegenwoordiging der belangen op den laagsten trap van de ladder. Om kiezer en verkiesbaar te zijn, moet men, onder andere voorwaarden, de Duitsche nationaliteit bezitten. Eene bepaling der wet geeft aan de gemeenteraden het recht, aan de vreemdelingen, die bijzondere diensten aan de gemeente zouden bewijzen of zich op economisch gebied zouden verdienstelijk maken, het kiesrecht te verleenen.

» De leden der *Bezirksräte* worden voor de helft bij onrechtstreeksche verkiezing benoemd — door de gemeenteraden van het district — en voor de helft bij rechtstreeksche verkiezing — door de kiezers die binnen het gebied eener ingerichte gemeente wonen.

» Boven deze instellingen van plaatselijk bestuur staat de *Landesrat*, die, wat betreft de wijze van verkiezing zoowel als zijne bevoegdheid, doet denken aan de wetgevende raden der Engelsche koloniën, raden van de kroon genaamd, die, zooals men weet, slechts een betrekkelijk zelfbestuur genieten. Hier houdt de verkiezing in tweeden graad gelijken tred met de officieele benoeming. De districten benoemen de leden van den *Landesrat*. Van zijnen kant, benoemt de gouverneur der Kolonie zooveel leden als er door de verkiezing werden aangeduid.

» Buiten een enkel geval, is de rol van den *Landesrat* van zuiver raadgevenden aard. De Koloniale wet gelast hem, zijn advies te geven over de jaarlijksche begrooting, over het ontwerp van ordonnantie uitgaande van den gouverneur, alsmede over al de zaken die hem de Regeering zou kunnen onderwerpen. Wat betreft de zaken die hem uitdrukkelijk door den Rijkskanselier worden onderworpen, daarover geeft de *Landesrat* een beslissend advies.

» De keizerlijke gouverneur, die te Windhoek verblijft, vertegenwoordigt het Moederland in de kolonie. Er zijn twintig gewestelijke onderverdelingen of *Bezirke*, elk door een districtshoofd of *Bezirksmann* bestuurd.

» Voor de rechterlijke inrichting telt de kolonie vijf rechtbanken van eersten aanleg en een Hof van Beroep in de hoofdplaats (Windhoek), voorzeten door een *Oberrichter*.

» Zooals de heer P. Forthomme het doet opmerken, beantwoordt de bestuurlijke inrichting van Duitsch-Zuid-West-Afrika zeer wel aan de werkelijke eischen van de Kolonie. Het is eene gelukkige middelmaat tusschen een bestuur dat al te veel van het Moederland zou uitgaan, een plaatselijken ambtenaar die onbewust het bijzonder initiatief zou stremmen, en eene zelfregeering die niet te rechtvaardigen ware in eene bezitting welke nog maar enkele duizenden blauken telt. »

Het beginsel der decentralisatie en dit der zelfregeering zijn gesproten uit deze alledaagsche waarheid, dat men des te beter eene zaak bestuurt naarmate men ze beter kent.

Wilde men dit toepassen zonder wijziging van de wet, ware het dan niet eenvoudig in Congo een Gouverneur-generaal te benoemen wiens boedaignigheid in zijne eigene oogen het gevoel van verantwoordelijkheid zou doen

stijgen, en voor de oogen der anderen het gezag der overheid? Ware het niet mogelijk, hem met het noodige personeel te omringen voor zijne zending van bestuurlijk initiatief? Ware het niet logisch, hem de zorg over te laten, gedeeltelijk althans, de algemeene begrooting op te maken waarbij hij kredieten van algemeen belang zou voorstellen, en onder zijn toezicht de gewestelijke begrootingen te doen voorstellen, die de noodige kredieten bevatten voor de werken in de streek, waarover men ter plaatse beter oordeelt? Ware het niet redematig hem de ontwerpen te laten opmaken der uitvoerende verordeningen, welke, wanneer zij in Europa gemaakt worden, te veel doordrongen zijn van het formalisme heerschende in het midden waar zij ontstonden.

't Is eene legende te zeggen, dat de koloniale wet het niet toelaat. Niets verzet zich tegen die maatregelen van toepassing, waarvan het gewicht aanzienlijk zou zijn. Moest het plaatselijk bestuur zelf de begrooting opmaken, onder zijne verantwoordelijkheid, dan zou het eerst en vooral trachten de kredieten op de meest nuttige wijze aan te wenden en de ondoelmatige uitgaven te vermijden. Vraagt men nu aan dat bestuur om eenvoudige voorstellen te doen, dan komt het in verzoeking om al de kredietsaanvragen te gelijker tijd te doen en ze misschien te overdrijven, wetende dat ze zullen worden ingekort en gedeeltelijk afgewezen in de bureelen van 't Moederland; en deze herziening, zonder klaar te kunnen zien in de behoeften, verplaatst de verantwoordelijkheid en verlamt den ondernemingsgeest.

De ondervinding heeft ons genoeg de gebreken leeren kennen van het bestuur op afstand. Men herinnert zich de jachtverordeningen die streken met tegenovergestelde jaargetijden aan hetzelfde stelsel onderwierpen; men herinnert zich de verordeningen die het stempelen van ivoor voorschreven, waar er geene stempels bestonden. Zij zijn zoo talrijk geworden, dat de ambtenaren of bedienden, te midden van de wouden of het dicht kreupelhout verloren en geheel door hun werk opgeslorpt, den tijd niet hadden er kennis van te nemen.

Het nutteloos geschrijf, het streng hechten aan uiterlijke vormen en de ambtenarij waren steeds een gebrek in de oude landen; ze zijn nergens nadeeliger dan in de woeste landen waar het bestuur in zich zelf al het initiatief moet putten, omdat het steeds met het onvoorziene in aanraking is.

Het spreekt van zelf, dat, zoo men aan de koloniale beambten meer initiatief moet laten, dezen met zorg moeten worden opgeleid. In dit opzicht is de uitbreiding nuttig van den kolonialen leergang waarvoor eene kredietsverhooging van 120,250 frank voorzien is; hetzelfde is het geval met de inrichting van een geneeskundig onderwijs voor apothekers en zendelingen, waarvoor eene verhooging van krediet van 14,550 frank gevraagd wordt.

De opleiding der koloniale beambten moet op dien weg worden voortgezet. In Engelsch-Indië wordt geen ambtenaar aangenomen zoo hij niet door een examen bewijst de taal der inboorlingen machtig te zijn. Deze waarborg is onontbeerlijk voor allen die in rechtstreeksche aanraking

komen met de bevolking : hij doet tijd winnen, maakt de zending van den beambte meer doeltreffend en verzekert hem gemakkelijker de genegenheid der bevolking.

Ons Koloniaal Museum van Tervuren, dat de bewondering der vreemdelingen uitmaakt en dat een goed ingericht aanschouwelijk onderwijs aanbiedt in eene prachtige omgeving van kunst en groen, zou beter moeten worden bestudeerd door onze toekomstige beambten.

Waarom zou men ook niet studiereizen inrichten in de andere koloniën? Men zal de waarde van Congo en de wijze van koloniseeren des te beter waardeeren daar men ze met andere tropenstreken zal kunnen vergelijken. Reisbeurzen zouden ook kunnen uitgedeeld worden aan jonge lieden die bijzondere vreemde scholen zouden wenschen te bezoeken, zooals de prachtige koloniale school van Witzenhausen aan de Werra, die hoofdzakelijk practisch ingericht is.

Niets mag verwaarloosd worden om den kolonialen beambte te vormen; hoe meer de beambte waard is, des te meer zal het werk waard zijn.

Het beginsel van plaatselijk bestuur moet noodzakelijkerwijze tot de decentralisatie leiden. De groote werken van economische uitrusting hebben hun klaarblijkelijk nut en eischen spoed, zoowel door het algemeen belang als door het economisch belang gerechtvaardigd; maar zij zullen slechts volkomen doeltreffend zijn wanneer hun weldadig uitwerksel in het binnenland kan dringen langs de zich vertakkende wegen.

Er wordt echter over niets meer geklaagd dan over de moeilijkheid van verkeer tusschen de inlandsche dorpen; het lastdragen gebeurt in jammerlijke voorwaarden, zoo met het oog op den handel als op de gezondheid der negers. Daarom is de eerste zorg van allen die Congo komen bewonen, zooals de zendelingen, wegen aan te leggen. De zending van Kisantu heeft meer dan 300 kilometer berijdbare wegen aangelegd die het geheele land doorgaan en die hare bedrijvigheid ontslaan van de wreede belemmering van het lastdragen.

Wat meer is, aan plaatsen door blanken bewoond worden zelfs niet de meest noodige werken uitgevoerd, omdat eene algemeene begroting die bijzaken niet zou kunnen voorzien; daarom zijn de plaatselijke begroting en de regionale begroting eene dringende noodzakelijkheid geworden.

Over het algemeen moet er van al de beschaafden eene meer krachtige en hartelijke medewerking gevraagd worden; jaarlijksche vergaderingen, hetzij in elke streek of in elke plaats van beteekenis, zullen doelmatig zijn, zelfs al zijn zij slechts van zuiver raadgevenden aard. Zij zouden den grondslag leggen voor de goede verstandhouding en de eensgezindheid der blanken, terwijl men nu tusschen ambtenaars, militairen, kooplieden en zendelingen gevoelens van wantrouwen en zelfs verwijdering ziet heerschen.

Aller medewerking is onontbeerlijk; want, zooals wij het verder zullen zien, men moet de verbetering van de economische uitrusting gelijken tred doen houden met de evolutie der ontstaande samenleving der negers : dit is eene overgrootte taak waarvan niets mag verwaarloosd worden.

Deze gedachten zijn niet nieuw en, zoo wij er nogmaals op wijzen, is het om hunne verwezenlijking te bespoedigen. De heer Minister heeft ze zelf meer dan eens uiteengezet en zijn bestuur in Afrika heeft ze onlangs geschreven in een omzendbrief van den heer Ondergouverneur Fuchs :

« In den loop hunner rondreizen, zegt de heer Fuchs, zullen de ambtenaren en beambten inlichtingen inwinnen over den toestand van den handel der streken die zij zullen doortrekken; zij zullen de eigenaars der factorijen of hunne beambten ontvangen, en zij zullen de vraagstukken trachten op te lossen die hun zullen worden onderworpen. Zij zullen de hoogere overheid inlichten wanneer de oplossing zal schijnen buiten hunne bevoegdheid te liggen. Ik kan niet genoeg wijzen, vervolgt hij, op de noodzakelijkheid die er bestaat dat het koloniaal personeel zich wel van deze gedachte doordringe dat de particulieren geene vreemdelingen zijn, dat hun doel in Afrika met het zijne gelijken tred houdt en dat, op elkander steunende, zij het best hun beschavingswerk zullen kunnen volbrengen. »

Dit zijn uitmuntende raadgevingen, maar de beste manier om ze praktisch te verwezenlijken is : op organieke, stelselmatige wijze de uitdrukking van de wenschen der kolonisten toe te laten op de jaarlijksche vergaderingen, hetzij raadgevende of beraadslagende. De functies, zegt men, brengen de organen voort, maar de organen dragen ook bij tot het voortbrengen der functies.

In Algerië hebben de Kamers van koophandel de rechtspersoonlijkheid bekomen en zijn zij machtige medewerksters van de overheid geworden. De haven van Algiers is haar werk.

In Katanga, is het privaat initiatief voorgegaan. Het heeft de Werkbeurs van Katanga gesticht. Deze instelling, van maatschappelijken en economischen aard heeft ten doel, de beroepsvaardigheid der zwarte werklieden te verhoogen. Zij stelt zich namelijk voor, erover te waken dat de werklieden, die genoodzaakt zijn zich van hunne dorpen naar hun centrum te begeven waar hun de arbeid wacht, minder zouden lijden van de vermoeienissen van de reis. Met dit doel zendt de Werkbeurs inlandsche werklieden naar een « kamp » waar zij kunnen uitrusten van de vermoeienissen der reis alvorens hun taak op te vatten. Men hoopt aldus den lust van den zwarte voor het nijverheidswerk aan te wakkeren. Het is eene hoogst nuttige onderneming, maar over de richting waarvan de Regeering zal moeten waken.

Eene belangrijke hervorming werd verwezenlijkt op den weg der decentralisatie. Katanga wordt tot een autonoom district ingericht; het heeft al zijne bestuurlijke diensten met een Ondergouverneur, bekleed met al de rechten van den Gouverneur-generaal der Kolonie, op het gebied der uitvoerende macht en onder toezicht van zijn onmiddellijk hoofd. Ter zitting van 22 November 1910 werd een wetsontwerp op het bureel van de Kamer der Volksvertegenwoordigers neergelegd met het doel de Ondergouverneurs-generaal, die een grondgebied besturen, met het wetge-

vend gezag te bekleeden dat bij uitzondering door den Gouverneur-generaal uitgeoefend wordt.

Dit is een stap die logischerwijze zal leiden tot de inrichting van andere streken tot Ondergouvernement-generaal. Bij het onderzoek van het bijzonder ontwerp voor Katanga zal de Kamer de gelegenheid hebben het vraagstuk in zijn geheel te onderzoeken.

Het wetsontwerp was nog niet overgelegd toen de Afdeeling den heer Minister twee vragen stelde, die wij hieronder weergeven met de antwoorden. De antwoorden zijn, zooals men zich gemakkelijk bij de lezing ervan zal kunnen overtuigen, het grondbeginsel der decentralisatie en der regionale en locale inrichting zeer gunstig; de Afdeeling stelt het met genoeg vast; zij drukt den wensch uit dat de aangekondigde hervormingen zoodra mogelijk zullen verwezenlijkt worden.

Vraag.

Een lid vraagt wie, voor het loopende dienstjaar, de wedde van den Gouverneur-generaal heeft getrokken en hoeveel die bedraagt?

Is er een Gouverneur-generaal in functie?

Antwoord.

Gedurende het loopende dienstjaar was de titulaire Gouverneur-generaal niet in dienst in Congo. Het bestuur der plaatselijke Regeering werd uitgeoefend door een Ondergouverneur-generaal.

De wedde van den Gouverneur-generaal, bedragende 50,000 frank, werd niet uitbetaald.

Vraag.

Een lid vraagt welke maatregelen de Regeering van plan is te nemen om het regionale en locale bestuursleven in te richten.

Is het niet mogelijk, regionale en zelfs locale begrootingen op te maken in zekere streken?

Is het niet mogelijk, in de meest bedrijvige streken jaarlijksche vergaderingen te beleggen waar de voornaamste belanghebbende blanken en zelfs de negerhoofden zouden verzocht worden hunne wenschen te kennen te geven en aldus het hunne in zekere mate bij te dragen tot de welvaart der streek?

Antwoord.

Verschillende dit jaar genomen decreten bewijzen, dat de Regeering, in Congo een programma van hervormingen ten uitvoer legt, hetwelk voor gevolg zal hebben het economische leven grondig te wijzigen en op het maatschappelijke inlandsche leven invloed uit te oefenen. De ontwikkeling, waartoe onze jonge Kolonie het heeft gebracht, laat nog niet toe de regionale

en locale inrichting als mogelijk te aanzien, zooals de vrager die schijnt te begrijpen.

Wat er ook van zij, onlangs heeft de Regeering een decreet uitgevaardigd, waarbij inlandsche hoofdmanschappen worden beringericht, en zij verliest niet uit het oog dat het in de toekomst noodig zal zijn het bestuur der streken en der centrums te wijzigen in den zin van eene zekere medewerking van de beschaafde inwoners. Een ontwerp van inrichting der voornaamste centrums ligt ter studie.

V. — UITBREIDING VAN DEN LANDBOUW ONDER DE INLANDSCHE BEVOLKING. SOCIALE EVOLUTIE.

De landbouw, meer nog dan de mijnen die uitgeput geraken, maken den rijkdom uit der koloniën : *Fructus nascitur et renascitur*. De landbouw is meer nog dan een aanbrenger van rijkdom, hij is, vooral in woeste landen, eene beschavende economische kracht.

Hij verrijkt den inlander zoowel als den kolonist. Hij hecht aan den bodem de bevolking wier onbestendigheid eene ramp is; hij geeft hun met regelmatigen arbeid ter plaatse eene vergoeding die de werkkraft opwekt en steunt; met meerder welzijn geeft hij hun den stoffelijken grondslag die noodig is om hen lichamelijk en zedelijk te verheffen.

Doch in tegenstelling met het inoogsten der vruchten, dat eene gemakkelijke en eenvoudige verrichting is, is het landbouwbedrijf zeer ingewikkeld en hangt het af van het stoffelijke en van het maatschappelijke midden.

Wil men in een woest land de veeteelt en den landbouw invoeren, dan moet men er niet alleen de eerste elementen en de werkwijze van aanbrengen, maar men moet ook nog de gewoonten en zeden wijzigen, die allen regelmatigen arbeid nutteloos maken door het scheppen en in stand houden van rijkdommen te verhinderen.

In dit tweevoudig opzicht moet eene machtige poging worden aangewend bij de Congoleesche bevolking, die tot werkeloosheid is gedoemd niet alleen door eene eeuwenoude, alle wilskracht doodende luiheid, maar ook door eene sociale inrichting die het begrip van geheel uitsluitend bezit doodt.

Men moet terzelfder tijd den reeds bestaanden onbeholpen landbouw verbeteren en nieuwe levensmiddelen voortbrengende culturen invoeren en tevens nijverheidsculturen.

Te dien einde kan men zich bedienen van raadgevers of raadslieden voor landbouw die, in de Engelsche en Duitse koloniën, op vele plaatsen erin geslaagd zijn, den inboorling lust voor den landbouw in te boezemen. Een ander doeltreffend middel bestaat in het oprichten van hoeven, vooral in de nabijheid van soldaten- of arbeiderskampen en nabij de

scholen ; het landbouwersleven leert men er door aanschouwing, door proefnemingen.

Ongelukkiglijk schijnen de levensmiddelen voortbrengende culturen, die vroeger het meerendeel der posten omringden en voor de beambten een reden tot fierheid en eene onontheerlijke bron van middelen van bestaan waren, hun belang te verliezen; de oude kolonisten stellen met droefheid vast dat, volgens hun pittig gezegde, de mode ervan verdwijnt; de nieuwe beambten schijnen te willen berusten in de approviandeering uit Europa. Dat is een groot kwaad zoo voor negers als voor blanken, wier gezondheid versch voedsel vraagt.

Stilaan zou de lust voor den landbouw, die vroeger door het voorbeeld der blanken was aangewakkerd, ook kunnen verminderen bij den neger. Om dit tegen te werken moet er van elke gelegenheid worden gebruik gemaakt om dien lust te onderhouden en te verspreiden. Op vele plaatsen heeft men ongelijk gehad, niet een tuintje aan de huizen der werklieden en zelfs der soldaten te voegen; men had ook ongelijk, de vrouwen der soldaten te ontslaan van landbouwarbeid, zooals zij gewoon waren te doen.

Wat de veeteelt betreft, is men in sommige zendingen erin geslaagd, de negers voor het zware vee belang in te boezemen door overeenkomsten in den aard van de veepacht. Men kan het geheele land door niet genoeg vee verspreiden om er de inboorlingen mede vertrouwd te maken en het te leeren waardeeren. Het bestuur van landbouw, bij het Ministerie zelf ingericht en aan wiens hoofd een bevoegd en krachtdadig man staat, gaat eerlang den landbouw snel doen vooruitgaan. Hij heeft het ontwerp opgevat, het fokvee samen te brengen om groote kudden te vormen in de plaatsen waar de natuurlijke weilanden uitgestrekt en van goede hoedanigheid zijn.

Deze samentrekking kan zekere voordeelen opleveren, zooals het gemak van hygiënisch toezicht; maar er zijn ook groote nadeelen aan verbonden, waarop de aandacht moet worden gevestigd. In tropenlanden is niets zoo gevaarlijk als vee te verplaatsen; soms gaat aldus een gansch door geduldige zorgen saamgebrachte veestapel verloren. Het beste middel echter om de veeteelt uit te breiden, is de medewerking van de inboorlingen in te roepen en ze zooveel mogelijk in betrekking te brengen met vee, over het land verspreid in minder groote kudden.

Wanneer men den landbouw in het land invoert, moet men niet alleen de werkwijze aan de inboorlingen leeren, men moet hun nog de winst van den arbeid verzekeren door hun den verkoop hunner voortbrengselen te waarborgen; zij moeten zelfs in staat gesteld worden, hunne voortbrengselen op zolders of in pakhuizen te stapelen in afwachting dat zij verkocht worden.

Dit is niet alles. Met volharding zal men misschien erin gelukken, de hoofden voor den landbouw te winnen; zij kunnen op allerhande wijzen aangewakkerd worden, hetzij door premiën of eereplaatsen, zooals de hoedanigheid van lid van een inlandschen landbouwraad. Maar om bij de

bevolking het begrip van regelmatig en algemeen te maken, vooral op het gebied van landbouw, moet men het begrip van private toeëigening van den grond verbreiden, de woningen verbeteren, dorpen oprichten die ontsnappen aan de economische verstikking der inlandsche gewoonten en der erfelijke overdracht.

Waartoe kan eene persoonlijke poging dienen, wanneer men de opbrengst ervan niet mag behouden? Zoo een neger rijk wordt, kan hij er redelijkerwijze niet van genieten, noch de zijnen ervan doen genieten. Waar zal hij zijn bezit bewaren? In zijne hut, die voor alle voorbijgangers open staat? Aan wie zal hij zijn bezit nalaten? Zijne vrouw noch zijne kinderen hebben er recht op; de erfenis, voor zooveel het bezit ontsnapt aan de vernieling die de dood van den eigenaar gewoonlijk na zich sleept, komt aan de ooms langs moederszijde ten goede. Erger nog, het is genoeg dat een man of eene vrouw den naam heeft iets te bezitten, opdat hun leven in gevaar zij. Men weet dat de dood gewoonlijk wordt toegeschreven aan eene tooverij; wanneer een sterfgeval voorkomt, duidt de toovenaar allicht als oorzaak hem aan, wiens rijkdommen hij begeert; zoo ziet men vaak op geheimzinnige wijze de huishoudster van den blanke verdwijnen na hare terugkomst in het dorp.

Dit maatschappelijk midden, dat alle begrip van bezit, van rijkdom of van vooruitgang doodt, moet langzamerhand worden gewijzigd; te dien einde zou men het ontstaan of zelfs het oprichten kunnen bevoordeelen van dorpen, geplaatst onder de Europeesche wet en onder het toezicht van blanken.

Nu reeds verwekt het bestaan van Europeesche centra's eene economische verheffing en een langzamen ommekeer in de zeden; alzoo wordt de arbeid, die vroeger rustte op de zwakken, de vrouwen en de kinderen, hoe langs hoe meer door de mannen waargenomen; maar het maatschappelijk stelsel, dat het bezit moet beschermen en den regelmatig en aanmoedigen, bestaat nog niet voor den neger.

Er moet dus een nieuw midden tot stand komen, een ander dan het onbeschaafde; de negers verstaan dit; alzoo werden de vrije dorpen van oud-arbeiders gevormd, die liever bijeenblijven dan uiteengaan en naar hunne dorpen weerkeeren. In de Fransche koloniën heeft men de dorpen der vrijheid gemaakt; in de naburige koloniën van het Oosten heeft de regeering de slavernij afgeschaft en betaalt zij eene vergoeding aan den meester van den vrijgemaakten slaaf.

Dwang kan hier de zaak der beschaving niet vooruithelpen; de aantrekkingskracht van die middens, waar het welzijn zich zou kunnen uitbreiden in alle veiligheid, zou voldoende zijn; en ten slotte zou de Europeesche wet in aanraking met de inlandsche, door eene langzame inwerking, eindigen met deze te beheerschen en te vervangen.

De geschiedenis is een eeuwig herbeginnen. De barbaren, die het Romeinsche rijk hebben vernield, namen er de betere wetgeving van aan. Zoo hadden de West-Gothen hunne persoonlijke wet, maar zij eerbiedigden

de wet der Gallo-Romeinen, Brevier van Alaric II genaamd; het recht was niet territoriaal, maar persoonlijk; en door hunne langzame ineensmelting heeft de betere wet over de minder goede gezegepraald.

Dit zal ook het geval zijn op eene lagere sport van het menschedom, bij de wilden van Afrika.

Men heeft gezegd dat men ze in hunne beschaving moest laten evolueeren; dit zijn de woorden van Waldeck-Rousseau, en hij heeft er bijval mede behaald; maar zijne redeneering is slechts gegrond zoo men eronder verstaat dat men langs den weg der evolutie moet geraken tot hare vervanging door eene hoogere beschaving.

Om die evolutie in de hand te werken, moet men eene andere beschaving naast de eerste plaatsen, waartoe hun toevlucht zouden nemen zij, die zich aan het ontmoedigende onbeschaafde midden zouden willen onttrekken. Men zou dus de formule moeten aanvullen met te zeggen, dat men de evolutie der negers moet bewerken om ze aan hunne mindere beschaving te ontrukken.

Gansch de beschaving moet voor grondslag hebben de heropbeuring van het individu, het persoonlijk streven, en opdat dit streven ontsta en volharde, moet hooger welzijn het doel zijn.

De neger in zijne arme hut kan zelfs aan het meest onontbeerlijke welzijn niet denken. Hij mag er niet aan denken, zijne hut te versieren of geriefelijk te maken; hij kan er niets in veiligheid bewaren; zijne kinderen zelf moeten haar 's nachts verlaten om allen te zamen, de jongens van het dorp in eene gemeene hut, de meisjes in eene andere, te gaan overnachten.

Opdat het gevoel van eigenwaarde en individualiteit kunne ontstaan en zich versterken, moet de mensch ten minste een tehuis bezitten waarvan hij kunne genieten, dat hij naar lust moge fraai en gezellig maken en dat zijn persoon en zijne goederen beveiligt. Eveneens, wil men den zin voor den landbouw aanmoedigen, dan dient de neger zijnen eigendom en zijn afgesloten bouwland te bezitten.

Die gedachten werden in 't volle licht gesteld op het Internationaal Congres van Tropische Landbouwkunde, dit jaar te Brussel gehouden; zij werden uitcegezet in de tijdschriften ⁽¹⁾ en besproken in eene koloniale studiegroep die in het Solvaygesticht voor Sociologie vergaderde, buiten alle politiek, in eene vaderlandsche gedachte om de koloniale zaak te dienen; wij geven den korten inhoud van de eerste gedachtenwisseling om de richting der werken aan te duiden en hun zoo mogelijk een nuttigen uitslag te bezorgen.

In 't opzicht van landbouw moet men het verlangen uitbreiden naar onafhankelijke toestanden, dat zich reeds levendig bij de inboorlingen doet

(1) Twee Fransche tijdschriften, *L'Afrique libre*, Parijs, rue du Cherche-Midi, en *La Revue indigène*, Parijs, rue Mayer, verdedigen dapper deze denkbeelden.

gevoelen; er bestaan reeds ambachtslieden, handelaars en visschers die zeker aanzien genieten. En zoo wij ons meer bepaald met den landbouw bezighouden, dat is dit niet om de waarde te verkleinen van andere bronnen van rijkdom. Aldus kan de visscherij, die eene doorluchtige bescherming op den voorgrond heeft geplaatst, met overvloedige middelen de welvaart van talrijke inlandsche huisgezinnen verzekeren.

Ziehier de wenschen voorgesteld in de koloniale studiegroep en waarover een tegensprekelijk onderzoek wordt voortgezet:

« 1. Maatregelen zullen genomen worden om de inboorlingen, wier dorpen niet te ver van de Staatsposten verwijderd zijn, ertoe te brengen de beplantingen van eetwaren uit te breiden en te verbeteren, en beplantingen aan te leggen van nijverheidsgewassen die verkocht zouden worden, hetzij aan de aldaar opgerichte handelshuizen, hetzij, bij gebrek aan dezen in eene min of meer nabij gelegen buurt, aan de posten van den Staat. In deze laatste veronderstelling zal het bestuur elk jaar en per streek den koopprijs der waren vaststellen. Het is noodig dat, in het begin althans, de Staat aan de inboorlingen den verkoop waarborge der producten die hij zelf hen heeft aangezet te oogsten; daár waar binnen eene bepaalde grens handelshuizen zijn opgericht, zal de Staat zich van soortgelijken handel onthouden.

» De producten, door den Staat gekocht, zullen door hem benuttigd worden, zoo zij voortkomen van beplantingen van eetwaren, en hetzij uitterhand, hetzij bij openbare aanbesteding verkocht worden in een centrum waar reeds verscheidene handelshuizen zijn opgericht.

» 2. Eenige Europeesche landbouwbeambten, die vooraf tropenkoloniën bezocht hebben waar de inboorlingen zich reeds toeleggen op het planten van eetwaren- en nijverheidsgewassen, zullen naar Congo gezonden worden om, in de negerdorpen die hun door de bevoegde overheid zullen worden aangeduid, de wijze van verbetering der beplantingen van eetwaren aan te leeren en met de beplantingen van nijverheidsgewassen aan te vangen (cacao, koffie, caoutchouc, tabak, katoen, enz.). Zij zullen aan bepaalde posten verbonden worden, maar zullen rondreizen maken en dikwijls de dorpen bezoeken, waar zij hun landbouwonderwijs zullen geven.

» 3. Het Bestuur zal maatregelen nemen opdat deze landbouwbeambten aan de inboorlingen desnoods de noodige zaden en planten zouden kunnen leveren. De kosten dezer voorschotten zouden kunnen teruggeëischt worden.

» 4. De landbouwbeambten zullen, onder bepaalde voorwaarden, ter beschikking kunnen gesteld worden van de handelshuizen om er practisch onderwijs te geven en toezicht uit te oefenen in de streken rond die huizen.

» 5. Premiën en eereambten, zooals dit van lid van een landbouwraad, zullen verleend worden aan de inboorlingen of aan de dorpschoude die de beplantingen met de meeste zorg zullen ontwikkeld hebben, die de grootste opbrengst zullen hebben bekomen of die eene geriefelijke woning

zullen gebouwd hebben en werkelijk en blijvend bezit zullen genomen hebben van een beschikbaren afgesloten tuin of veld.

» 6. De Staat zal de veefokkerij aanmoedigen met vee te leveren aan de geestelijke zendingen en aan de opperhoofden die bekwaam worden geacht; men zal met hen veepachten aangaan tegen te bepalen voorwaarden. Het vormen van kudden is niet wenschelijk in den huidige toestand van Congo, en het is verkieslijk de fokkerij in te richten, overal waar het mogelijk is, met aan de zendelingen en aan de inlanders eenig vee toe te vertrouwen.

» 7. Het Bestuur zal in de dorpen het bouwen aanmoedigen van schuren en pakhuizen waar de landbouwvoortbrengselen zullen kunnen geborgen worden tegen onweder en het oogenblik afwachten van verbruik of verkoop.

» 8. De Staat en de zendelingen moeten zich beijveren tot het stichten van inlandsche dorpen, onafhankelijk van de bestaande hoofdmanschappen en vrij van den invloed der locale gebruiken; gronden zullen aan die vrije mannen worden toegekend en hun hoofd zal verkozen worden uit hun midden of aangeduid door den Staat.

» 9. Landbouvvelden en middelpunten van fokkerij zullen als proef worden ingericht in de zeer bevolkte streken, vooral in de nabijheid van de kampen en scholen, ten einde op practische wijze aan de inboorlingen te toonen hoe zij den grond best moeten bebouwen. Locale landbouwtenoonstellingen zullen worden ingericht.

*
* *

De afdeeling hield zich ook onledig met de middelen om de negers de muntspeciën te doen behouden. Het antwoord, dat wij met de vraag weergeven, verdaagt de oplossing. Er dient nochtans aangemerkt dat het beste middel om de negers het gebruik van munt aan te leeren is, hen in de mogelijkheid te stellen het geld te doen dienen tot een redematig gebruik en hun daartoe de gelegenheid te verschaffen het veilig te bewaren.

Vraag.

Welken maatregel is de Regeering vanzins te nemen om de spaarzaamheid onder de inboorlingen te bevorderen?

Antwoord.

Deze vraag schijnt voorbarig: de maatregelen betreffende het invoeren van munt en de algemeenmaking van het gebruik ervan werden nauwelijks voorgeschreven en konden dus tot hiertoe slechts betrekkelijke uitslagen

opleveren. Men begrijpt dan ook dat de bezorgdheid der Regeering nog niet gevestigd werd op dit punt.

Er dient echter aangemerkt dat een decreet van 9 December 1891 eene Koloniale Spaarkas heeft ingericht, die bijhuizen zal kunnen hebben in de Congoleesche steden en dorpen en waarvan de inrichting veel gelijkenis heeft met de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas van 't Moederland.

Deze kas zou te bekwamer tijd toegankelijk kunnen worden gemaakt voor de inboorlingen.

VI. — MIDDELEN VAN VERVOER.

De waarde van den Belgischen Congo spruit grootendeels voort uit zijn bewonderenswaardig netwerk van stroomen. De Congo is door zijne lengte de tiende stroom van de wereld; hij biedt aan de scheepvaart rechtstreeks toegankelijke wegen over 15,000 kilometer; hij ontvangt het water van eene streek die op 3,000,000 vierkanten kilometer kan worden geschat.

De Congostaat trok er zijn voordeel uit en de Koloniale Regeering breidt het nut ervan uit. Dit is wellicht de belangrijkste taak die zij te vervullen heeft en die rechtstreeks in verband staat met den voorspoed der Kolonie.

Het Koloniaal Bestuur heeft eene belangrijke nota uitgegeven over den Boven-Congo, zijne inrichtingen en zijne scheepvaart.

De stroomhaven te Leopoldstad, die vóór eenige jaren nog slechts eenvoudig ingericht was, beschikt thans over 250 meter kade. Deze kaden zijn 6 meter hoog, gebouwd uit paarsen zandsteen en rustende op sterke grondvesten in beton. Men bouwt thans nog 30 meter en er blijven nog 300 meter te bouwen. Wanneer deze muren zullen zijn opgericht, zal de kade meer dan 550 meter lang zijn, en zij zal jaarlijks voor 500,000 ton kunnen volstaan. Er is eene groote helling en een wagon van 48 meter lengte, door vier kaapstanders in beweging gebracht. Vijf loodsen in plaatijzer van 30 meter op 15 beschutten de koopwaren. Eene verplaatsbare kraan en een wagon die, alleen, 30 ton kan vervoeren, werken onverpoosd.

De nederige houten gebouwen van voorheen zijn vervangen door eene halle in plaatijzer van 68 meter op 20, gansch gesloten door ijzeren paneelen, en waarin zich vier vuren bevinden, die aangeblazen worden door eenen machtigen ventilator makende 1,400 toeren. Eene kopergieterij, een werkplaats voor schrijnwerkerij, eene machinezaal, waarin een motor van 50 paardekracht, eene timmerwerf en een verwarmingstoestel maken de inrichtingen geheel doelmatig.

De haven te Kinshasa, door de Maatschappij *Citas* ingericht, is insgelijks van groot belang, met haar werkhuis voor machinenbouw, hare slips, hare pakhuizen en hotels. Zij is het middelpunt van de vrije handelsbeweging

die het hare moet bijdragen om het economische leven in gansch de Kolonie te doen doordringen.

De Maatschappij *Citas* bezit verscheidene stoombooten die zij in haar eigen werkhuis heeft gebouwd.

De Kolonie heeft ook eenen zeer belangrijken scheepvaartdienst; zij bezit twee stoombooten van 500 ton, twee sleepbooten met barge van 350 ton, drie stoombooten van 450 ton, talrijke stoombooten, sleepers en barges van mindere tonnemaat. Regelmatige diensten zijn ingericht tusschen Leopoldstad en Stanleystad, en tusschen Leopoldstad en Lusambo-Pania-Mutombo, eene zeer belangrijke inrichting die niet alleen haar havenpersoneel vereischt, maar ook hare houtposten; zij is een der levendigste werken van de Kolonie.

Verleden jaar reeds wees de Middenafdeeling er op, hoe dringend noodzakelijk het is de scheepvaart op den bovenstroom te doen herleven, en met groote voldoening kan men vaststellen dat de Regeering daarop hare aandacht vestigt.

Belangrijke maatregelen werden reeds genomen om den vrijen handel te bevoordeelen. De taxes op de stoombooten en op de houtvellingen werden merkelyk verminderd en deze ontlastingen dienen in betrekking te worden gebracht met eene tariefvermindering op de spoorwegen der watervallen. Doch het groote vraagstuk der verbinding van Boven-Congo met den Oceaen is nog onopgelost; de spoorweg der watervallen heeft de natuurlijke bezwaren overwonnen; het bezwaar, voortspruitende uit de hooge tarieven die op al de voortbrengselen van Midden-Congo drukken en zóó den uitvoer daarvan beperken, blijft bestaan.

Daarenboven werden, op de annuïteit van 3,300,000 frank, door den Koning 500,000 frank bestemd om de scheepvaart gemakkelijk te maken door het bebakenen van den stroom; op de Buitengewone Begrooting is een krediet van 472,500 frank uitgetrokken voor hydrographische onderzoekingen in Beneden-Congo en in Boven-Congo, alsmede een krediet van 655,000 frank tot aankoop van schepen en vaartuigen.

Deze maatregelen duiden eene goede richting aan. In dezen zin blijft er nog veel te doen. Tot nu toe geschiedt de verwarming door middel van hout en de dienst der aanlegplaatsen, waar de boot nieuwe brandstof opneemt, is onontbeerlyk. Jammer genoeg, de posten van den Staat leveren geen hout aan bijzonderen; dezen zijn verplicht het hout te hakken en verliezen aldus een kostbaren tijd dien zij aan de scheepvaart zouden kunnen besteden.

Op het Fransch grondgebied heeft het gebrek aan Staatsdiensten private ondernemingen doen ontstaan, die het hout hakken en leveren zoowel aan de booten van den Staat als aan die van bijzonderen.

Misschien zou de Congoregeering hare diensten derwijze kunnen uitbreiden, dat zij zouden kunnen voorzien in al de behoeften der scheepvaart.

Door het verwezenlijken van het groot ontwerp der *pipe line* zal de kwestie van haar belang verliezen. Een eenvoudig burger, de heer Bolle,

stelde voor, eene omvangrijke leiding van buizen tot stand te brengen, ten einde de petroleum te kunnen drijven van Matadi naar Leopoldville. De Regeering haastte zich, de daartoe aangevraagde vergunning te verleen. De Koloniale Raad hechtte er zijne goedkeuring aan.

Het nut van den ontworpen dienst kan niet betwijfeld worden. Wat de scheepvaart betreft, zal de petroleum, als brandstof, goedkooper te staan komen dan het hout. Zij neemt minder plaats in op de booten, wier vrachtruimte aldus grooter wordt; vooral zal zij vele lieden beschikbaar stellen, die zich thans bezighouden met het houthakken.

Bij deze rechtstreeksche voordeelen moet een zeer merkkelijk onrechtstreeksch voordeel worden gevoegd. De petroleum kan zeer doelmatig worden aangewend in den strijd tegen de moeraskoorts: giet men petroleum op de moerassen, dan verhindert men de vermenigvuldiging der muggen.

De voorwaarden der concessie schijnen zeer gunstig te zijn voor de Kolonie en niemand heeft er aan gedacht, daartegen bezwaren in te brengen. Er dient nochtans te worden opgemerkt dat het decreet tot concessie op het bureel der Kamer niet werd neergelegd. Dat werd door de koloniale wet niet vereischt; deze formaliteit geldt enkel voor de *concessiën van spoorwegen, mijnen, graverijen of goudhoudende aanstibbingen*, enz. (art. 15).

Wij spreken ervan enkel om te wijzen op eene leemte in de koloniale wet. De wetgever dacht aan geene andere vervoermiddelen buiten den spoorweg; doch er zijn er, die ook voor de Kolonie van zeer groot belang zijn, met name het petroleumvervoer door middel van *pipe line*, evenals het geleiden van de electrische kracht die waarschijnlijk eene groote uitbreiding zal nemen in Katanga.

Concessiën betreffende deze zaken vallen niet onder de toepassing van de koloniale wet; doch de Regeering kan uit eigen beweging handelen door verder te gaan dan de wet vereischt. Zóó handelde zij voor de mijnen die door het Bijzonder Comité van Katanga werden vergund; zij besloot de decreten betreffende deze vergunningen op het bureel der Kamer neer te leggen, hoewel zij zich daartoe door de wet niet gehouden acht.

Evenzoo kon zij handelen voor de concessie van het petroleumvervoer door middel van *pipe line*; zóó ook zal zij kunnen handelen voor de concessiën van het vervoer der electrische kracht.

De Middenafdeeling bepaalt zich erbij, den stand der zaak aan de Kamer bekend te maken; alzoo draagt zij het hare bij tot het voltrekken van het koloniaal werk door het aanwijzen hetzij van de hervormingen die door de Wetgevende Kamers kunnen tot stand gebracht worden, hetzij van de maatregelen die de Regeering nemen kan.

* * *

Het nut van den grooten stroom zal toenemen, wanneer zal voltrokken

zijn de spoorweg der Groote Meren die, door de verbinding van de bevaarbare vakken en door zijne verlenging, de mijndistricten in rechtstreeksche gemeenschap met Beneden-Congo stellen zal.

In het aan Katanga voorbehouden hoofdstuk geven wij de nieuwe nationale politiek der spoorwegen aan. Het zal volstaan hier opnieuw de aandacht te vestigen op eene nieuwe brandstof die geroepen is om groote diensten te bewijzen.

Men weet dat kapitein Mauritzen erin slaagde, te midden van het meer Kisale, — een uitgestrekt moeras, door grasgewas belemmerd, — eene vaargeul te maken door middel van een sterk paalwerk. Op deze wijze is er op den Boven-Congo een nieuw bevaarbaar vak van Kongola tot Bukama; binnen eenige dagen, wanneer het spoorwegvak van Kindu tot Kongolo zal voltrokken zijn, zal men tusschen Europa en de tinhoudende streek van Katanga een regelmatig vervoer hebben te water en per as.

De brandstof zal een hoofdfactor uitmaken. Wellicht is er in deze streek steenkool en bruinkool; sporen werden er van waargenomen. Doch in zekere gedeelten is er gebrek zelfs aan hout. Ook volgde men met belangstelling de proefnemingen die aan den Nijl worden genomen en ten doel hebben de grasgewassen en den papyrus tot brandstof te benuttigen. Men maakt er briketten van, wier verwarmingsvermogen aanzienlijk is. Zóó zou de *sedd*, deze dichte opeenhooping van grassoorten en papyrus, die de voornaamste hinderpaal was voor de scheepvaart, een kostbare medewerkster worden.

Sedert eenigen tijd is er sprake van een omvangrijk ontwerp om de scheepvaartlijn Antwerpen-Congo te nationaliseeren. Belgische kapitalisten zouden in bezit zijn van 60 t. h. der titels en het overblijvende gedeelte zou worden verdeeld onder Duitsche en Engelsche groepen; doch gedurende lange jaren zouden de Belgen de meerderheid en bijgevolg de contróle der onderneming hebben.

Op die wijze zou men het voordeel genieten dat de Belgische invloed den voorrang hebben zou bij het ondernemen eener lijn die innig verbonden is aan de toekomst der Kolonie; tevens zou de verstandhouding onder de groepen, wier belangen tot geschillen kunnen aanleiding geven, gewaarborgd zijn.

De Regeering kan daartoe bijdragen door haar te belasten met het vervoer harer goederen naar de Kolonie; op het eerste gezicht schijnt zij er alle belang bij te hebben, eene onderneming te steunen, waarin de overwegende invloed der titels den overwegenden invloed in het beheer zou verzekeren en daarvan een wezenlijk Belgisch bedrijf maken. Doch wat gebeurde in Katanga, waar de Belgische invloed op den achtergrond werd geschoven ondanks de Belgische kapitalen belegd in mijnondernemingen en spoorwegen, is een les waaruit nut dient te worden getrokken.

*
* *

De telegraphische verbinding in het binnenland en met Europa laat te

wenschen over; de Middenafdeeling toonde er zich bezorgd om en stelde de twee volgende vragen, welke wij met de antwoorden mededeelen.

Vraag.

De Middenafdeeling verlangt te weten of het niet mogelijk is, Banana te verbinden met den Engelschen kabel, die nabij de kust ligt, en aldus meer regelmatigheid te verzekeren in den telegraafdienst.

Antwoord.

Het is mogelijk Banana te verbinden met den Engelschen kabel die op een zekeren afstand van de kust ligt. Te dien einde is het noodig, zich in betrekking te stellen met de *West African Telegraph Co Limited* en de voorwaarden dezer verbinding te bespreken. Reeds vroeger werden onderhandelingen in dezen zin aangeknoopt door den Onafhankelijken Congo-staat. De laatste maal — in 1893 — vroeg de Compagnie eene toelage van 162,000 frank 's jaars, gedurende twintig jaren; na verloop dezer twintig jaren zou de kabel haar eigendom blijven.

De Regeering onderzoekt de kwestie van de verbinding der Kolonie met transatlantische kabels.

Zij gaf onderrichtingen opdat, in den loop van 1911, de telegraaf worde aangelegd tusschen Boma en Banana.

Ook bestudeert men de verbinding van onze lijn van Matadi met Noki, waardoor, dank zij de Portugeesche lijn Noki-Saint-Paul-de-Loanda, de Kolonie in gemeenschap zou worden gebracht met den kabel die te Saint-Paul-de-Loanda eindigt.

Vraag.

Is het niet mogelijk, de draadloze telegrafie in de Kolonie in te voeren? Daardoor zou men veel minder uitgeven aan werkloon, dat tot andere doeleinden kan besteed worden.

Antwoord.

In Congo werd overgegaan tot proefnemingen van draadloze telegrafie. Het betrof proefnemingen tusschen Banana en Saint-Paul-de-Loanda.

Deze proefnemingen, waarvoor de Onafhankelijke Congostaat eene toelage van 25,000 frank verleend had, gaven geen goeden uitslag.

Onlangs werden door verscheidene compagnieën stappen gedaan ten einde de draadloze telegraphie in Congo tot stand te brengen. Eenige dezer compagnieën, die omstandige voorstellen hadden gedaan, werden verzocht hunne eerste voorstellen te herzien, omdat deze zeer bezwarend waren en aan de Regeering niet al de gewenschte waarborgen boden.

Het tot stand brengen van draadloze telegrafische posten levert vooral belang op voor mededeelingen op grooten afstand. In dit bijzonder geval

zijn de kosten van oprichting en aanwending zeer aanzienlijk en, alvorens daartoe over te gaan, moet de Regeering zeker zijn dat daarvan *geregeld* gebruik kunne gemaakt worden.

Dit is te meer noodzakelijk, daar de proefnemingen van draadlooze telegrafie, waartoe vroeger, in 1904, in Congo werd overgegaan, niet slaagden. Weliswaar werden sedert de toestellen verbeterd, doch tot nu toe kan er nergens, in streken zooals Congo, *geregeld* gebruik worden gemaakt van de draadlooze telegraphie. Voor zooveel ons bekend is, bestaat er, sedert eenige maanden, slechts eene soortgelijke exploitatie in Brazilië. De Regeering onderzoekt of het mogelijk is, desnoods een technisch ambtenaar naar Brazilië te zenden ten einde deze kwestie aldaar te bestudeeren.

VII. — KATANGA.

Door zijne ligging en zijn klimaat, evenals door zijn mijnrijkdom bekleedt Katanga eene bijzondere plaats in de Kolonie. Zijn klimaat is zachter voor de blanken en weldra zal deze streek het centrum zijn van eene zeer groote bedrijvigheid die noodzakelijkerwijs talrijke Europeesche werkkrachten zal vereenigen.

Het uitzicht zal zeer verschillen van dit van Equatoriaal-Congo, dat vooral een landbouwstreek zal zijn, waar de blanken slechts in geringe mate zullen voorkomen.

Het bestuur is er bijgevolg in een bijzonderen toestand geplaatst en moet zijn eigen karakter hebben. Daarom maakte de Regeering Katanga tot een bijna zelfstandig district, hebbende een ondergouverneur die rechtstreeks in betrekking is met 't Moederland.

De nederzettingen richtten zich steeds meer Noordwaarts; zóó zullen zich in de mijnstreken van Opper-Katanga vestigen lieden van allerlei natiën, behebt met een avontuurlijken geest en eene mistrouwende onafhankelijkheid. De spoorweg, uit het Zuiden komende en tot Elisabethstad aangelegd, zal deze strooming nog doen aangroeien.

De gewichtigheid van de taak, die, in deze rijke streek, aan de openbare machten is opgelegd, laat zich licht begrijpen. Jammer genoeg, de onverdeeldheid van den grond, die heel deze streek beheerscht en tegenover de Regeering het Bijzonder Comité van Katanga stelt als eenig eigenaar van den grond en den ondergrond, schaadt grootelijks hare werking. Het is niet overbodig, de verschillende zijden van den toestand na te gaan; de toekomst der Kolonie heeft er alle belang bij.

Wij zullen zien welke verbeteringen onlangs werden gebracht in de regeling van Katanga en tegen welke bezwaren deze nog te strijden heeft.

Door het afschaffen van de overdracht der uitvoerende macht die vroeger aan het Comité van Katanga behoorde, werd zijne politieke eenheid verzekerd.

Het recht om mijnconcessies te verleen en hangt niet enkel meer af van de tusschenkomst van het Bijzonder Comité; het is onderworpen aan de beschermende waarborgsbepalingen van artikel 13 der koloniale wet, met andere woorden het onderzoek van den Kolonialen Raad en het neerleggen van de ontwerpen op het bureau der Kamer. Onder dit nieuw stelsel wordt in Katanga tot mijnopsporingen overgegaan door Belgische vereenigingen.

De economische uitrusting berust steeds meer op eene waarlijk nationale spoorwegpolitiek. De Regeering zal de rechten van de belanghebbende maatschappijen moeten bepalen en de belangen van 't Moederland moeten vrijwaren.

Doch, door zich van het Bijzonder Comité vrij te maken, nam de Regeering lasten op zich, die steeds zwaarder zijn; zij moet deze groote taak ondernemen, door de vorige inrichtingen opgegeven, namelijk het landbouwleven in Katanga tot stand te brengen; zij zal ook de lasten van de bestuursinrichting, die het Bijzonder Comité tot nu toe te dragen had, gansch alleen op zich moeten nemen.

En wanneer men zóó de geschiedenis van het Bijzonder Comité nagaat, stelt men vast dat, telkens als Staat en private inrichtingen zich vereenigen, dit steeds tot zijn nadeel schijnt te zijn. Naarmate zijne regeeringszending zich uitbreidt, nemen de financiële middelen en medewerkingen af.

Het stelsel van dualiteit, krachtens hetwelk het Bijzonder Comité, algemeen eigenaar, overal de Regeering der Kolonie in den weg treedt, is, al wordt het verzacht, eene onregelmatigheid die het beter ware te zien verdwijnen. De proefneming is slecht; het is te wenschen dat het daarbij blijve. Dat is het besluit dat voortvloeit uit het betoog uiteengezet in de onderverdeelingen van dit hoofdstuk.

A. — Het politiek stelsel van Katanga.

Opdat de Regeering hare zending zou kunnen vervullen, moest men elke belemmering uit den weg ruimen. Daartoe diende men, vooreerst, het Bijzonder Comité van Katanga als politieke instelling af te schaffen.

Niet alleen trad het op om de goederen te beheeren en de onverdeelde gronden te gelde te maken, die aan den Staat en het Comité van Katanga behooren en heel Katanga omvatten; het was tevens eene politieke instelling, waaraan het besluit van 8 December 1900 de uitvoerende macht overdroeg.

Deze overdracht, die, ingevolge artikel 22 der koloniale wet, niet langer mocht duren dan 1 Januari 1912, werd ingetrokken bij decreet van 22 Maart 1910, dat in werking trad te rekenen van den 1^{en} September daaropvolgende.

Aldus wordt reeds nu de politieke eenheid der Kolonie gehuldigd. Op

bestuursgebied geldt opnieuw het gemeene recht voor Katanga; zooals gansch de Kolonie zal Katanga rechtstreeks afhankelijk zijn van de Koloniale Regeering handelende zonder tusscheninrichting. Dat is een flinke stap vooruit.

B. — Rechten van de Kolonie in de mijnconcessies.

Het zal niet van belang ontbloom zijn, in 't kort te onderzoeken welke de toestand is van Katanga ten aanzien van de mijnconcessies en de rechten en lasten te bepalen die aldaar voor de Kolonie werden vastgesteld.

Men weet dat de « Compagnie du Katanga » een oogenblik was opgetreden ter vervanging van den Onafhankelijken Staat die de macht niet bezat, zijn gezag en zijne werking uit te strekken te gelijker tijd tot al de deelen van Congo.

Men weet dat zij tot vergelding van dezen dienst kreeg een derde in vollen eigendom van gansch het onroerend vermogen van Katanga en dat het Bijzonder Comité van Katanga door overeenkomst van 14 Juni 1900 werd ingesteld om het gemeenschappelijk bezit der gronden van den Staat en de Compagnie te beheeren in de evenredigheid van twee derden en een derde. Het kreeg « de meest uitgebreide rechten voor het bestuur, het beheer en de vervreemding, zonder eenige uitzondering of voorbehoud ». Zijn beheer geschiedde op gemeenschappelijke kosten.

Het Comité, waarvan vier leden worden benoemd door de Regeering en twee door de « Compagnie du Katanga », ondergaat den rechtstreekschen invloed van de Regeering; de heer Minister van Koloniën hield er aan, in den loop van de debatten in de Kamer, herhaaldelijk te verklaren dat de belangen van de Kolonie of van 't Moederland aldaar beheerd worden ingevolge de inzichten van de Regeering.

Het is dus bewezen, door de verklaringen van den heer Minister van Koloniën en door de praktijk sedert 1910 gevolgd, dat het gemeenschappelijk bezit der gronden van Katanga onder de toepassing valt van artikel 15 der Koloniale Grondwet, krachtens hetwelk het verleenen van concessies van gronden, mijnen en andere onderworpen is aan bepaalde formaliteiten, met name het onderzoek door den Kolonialen Raad en het neerleggen van de ontwerpen en decreten tot concessie op het bureau van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Men had zich nooit over deze wijziging te beklagen; de Koloniale Raad onderzocht nauwkeurig de concessies; hij bracht er toe bij, de nieuwe concessies te onderwerpen aan voorwaarden die gansch verschillend waren van deze gesteld aan de Maatschappij *Union minière du Haut-Katanga* en de belangen en het gezag der Kolonie beter beschermden.

Verklaren wij kortbondig dezen vooruitgang.

De overeenkomst, getroffen met de heeren Thys en Jadot, diende tot voorbeeld voor de nieuwe gesloten overeenkomsten.

Zij brengt de concessies tot redelijke verhoudingen en vermijdt aldus de monopolieën en de overdreven invloeden, die zooveel klachten verwekten.

Door verscheiden bepalingen, met name door de vervallenverklaring, door het invoeren van den afstand der rechten en door het betalen van een jaarlijkschen minimumcijns voor elke vergunde hectare, verzekert zij de spoedige ontginning der mijnen.

Aan het Comité, en inzonderheid aan de Kolonie, geeft zij het recht om krachtadig op te treden.

Zij vergoedt den concessiegever, die goederen inbrengt, op een dubbele wijze; eerst, staat zij hem een jaarlijkschen cijns af van 4 t. h. der bruto-opbrengst van de mijnen, zonder dat deze minder mag bedragen dan 50 centiemen per hectare, en voor de mijnen van edele metalen een jaarlijkschen cijns van 5 t. h. met een minimum van 50 frank per hectare. Vervolgens kent zij hem toe, als vergelding wegens inbreng, 33 t. h. van om 't even welke aandelen, kapitaalaandelen evenals winstaandelen.

Eindelijk, om het overwicht der Belgische belangen wel te verzekeren, geeft zij aan het Comité het recht om in te schrijven voor 20 t. h. van het kapitaal, hetgeen, gevoegd bij de 33 t. h. aandelen, alzoo eene meerderheid verzekert met 53 t. h. der titels.

*
* *

Het zou nutteloos zijn, opnieuw te handelen over de voorwaarden bepaald bij de overeenkomst van 8 December 1900 gesloten tusschen de « Compagnie du Katanga » en den heer Williams (*Tanganyika Concessions limited*), indien deze overeenkomst al hare uitwerking had gehad, indien zij niet aanleiding had gegeven tot eene andere concessie dan die welke verleend waren aan de Maatschappij *Union minière du Haut-Katanga*.

Deze Maatschappij had de concessie gekregen van al de mijnvelden, ontdekt door den heer Williams, die de *Tanganyika Concessions limited* vertegenwoordigde.

De rechten van het Bijzonder Comité in deze machtige Maatschappij zijn verminderd met 28 t. h. der titels, die van de Kolonie met 19 t. h., omdat het Bijzonder Comité weigerde gebruik te maken van zijn recht om in te schrijven voor de helft van het kapitaal en ten gevolge van de beperkende verklaring van artikel 4 der Overeenkomst van 8 December 1900, die 60 t. h. der winsten toekende aan het Bijzonder Comité en 40 t. h. aan den heer Williams.

Gezegd artikel 4, dat het verdeelen van de winsten onder deelgenooten regelt, betreft niet alleen het verleden; het is ook van toepassing op de nieuwe aanvragen om concessie. Krachtens de Overeenkomsten van 8 December 1900 en van 22 October 1905, die het monopolie der onderzoekingen verlengen, bracht de *Tanganyika Concessions limited* verscheidene ontdekkingen aan 't licht, inzonderheid deze van kleine diamanten en van verscheidene « pipes » of rotschouwen van denzelfden aard als deze

welke aangetroffen worden in de diamanthoudende « pipes » van Kimberley.

Door de ingenieurs van de Maatschappij worden twee streken afgebakend, waar het zou kunnen nuttig zijn proefontginningen te ondernemen ten einde de huidige gegevens te volledigen. Het Bijzonder Comité van Katanga ontving voorstellen in dezen zin. Doch krachtens de schikkingen waarbij het aandeel van het Bijzonder Comité in de winsten uit de ontginning dezer mijnen verhoogt naar verhouding van de verlengde termijnen, geschiedt de verdeeling niet meer naar verhouding van 60 t. h. aan het Bijzonder Comité en van 40 t. h. aan de *Tanganyika Concessions limited*, maar wel naar verhouding van 80 t. h. aan het Bijzonder Comité en van 20 t. h. aan de *Tanganyika Concessions limited*.

Op welke titels moet deze verdeeling van 80 t. h. en van 20 t. h. gedaan worden? Is het op de genotsaandeelen alleen ofwel op al de aandelen, met inbegrip van de kapitaalaandeelen? Deze laatste oplossing steunt in zekere mate op artikel 4 der Overeenkomst van 8 December 1900, tusschen het Bijzonder Comité van Katanga en den heer Williams (*Tanganyika Concessions limited*) gesloten ten einde te bepalen welke voordeelen aan elk der deelgenooten zijn voorbehouden in de op te richten nieuwe ontginningsvennootschappen.

Het 1^{ste} lid van artikel 4 bepaalt dat, in de op te richten vennootschappen tot ontginning van de concessies, de kapitalen zullen geleverd worden in klinkende munt, de helft, door het toedoen van het Bijzonder Comité van Katanga, de helft, door het toedoen van den heer Williams; en het 2^e lid bepaalt dat elke verhooging van kapitaal zal worden beslist in gemeen overleg met het Bijzonder Comité. Het 2^e lid van dit artikel regelt het verdeelen der winsten in bewoordingen waarvan de verklaring met zorg moet worden onderzocht.

Het luidt als volgt : « De overeenkomende partijen zullen hun deel hebben van al de winsten opgeleverd door die ondernemingen (*volgestorte verkoopers- of kapitaalaandeelen, oprichtersaandeelen, genotsaandeelen, enz.*) naar evenredigheid van 60 t. h. voor het Bijzonder Comité en van 40 t. h. voor den heer Williams. » Deze evenredigheid van 60 t. h. en van 40 t. h. wordt gebracht op 80 t. h. en 20 t. h. voor de ontdekkingen gedaan binnen de verlengde tijdruimten.

Waarop doelt de toekenning van 60 t. h. of 80 t. h. aan het Bijzonder Comité? Zij doelt op al de *winsten voortspruitende* uit die ondernemingen; deze woorden zijn algemeen en worden nog verklaard door de tusschen haakjes voorkomende vermelding : zij doelt niet alleen op de aandelen of oprichtersaandeelen en genotsaandeelen, enz., doch ook op de volgestorte verkoopersaandeelen.

Deze verklaring wordt in ruime mate gestaafd door de voorwaarden waaraan de nieuwe concessieaanvragen onderworpen werden, zooals die van de heeren Thys en Jadot.

Het aantal titels, aan het Bijzonder Comité toegekend als vergelding

wegens inbreng, wordt er gewijzigd uit hoofde van andere voordeelen; maar men draagt er zorg voor, goed te doen uitschijnen dat het evenredig aandeel van het Bijzonder Comité al de aandelen bedoelt, daaronder begrepen de kapitaalaandelen.

Voor de Overeenkomst Thys en Jadot stelde het Bijzonder Comité een artikel 8 voor, luidende als volgt : « Het Comité zal 33 t. h. ontvangen van al de aandelen, zonder onderscheid, der ontginnende vennootschap of der ontginnende vennootschappen, *de afgeleverde kapitaalaandelen gansch volgestort zijnde.* »

Dit was reeds klaar en duidelijk. Doch de Koloniale Raad stelde nog andere wijzigingen voor, die aanleiding hebben gegeven tot een definitieven, nog meer uitdrukkelijken tekst : het definitief artikel 8 luidt als volgt :

« Het Comité zal 33 t. h. ontvangen van al de volgestorte aandelen, zonder onderscheid, der ontginnende vennootschap of der ontginnende vennootschappen. Al deze aandelen zullen dezelfde rechten genieten als die welke aan de overige gelijksoortige aandelen zijn toegekend. Wordt het kapitaal verhoogd, dan zal het Comité insgelijks 33 t. h. ontvangen van de verschillende soorten volgestorte aandelen (oprichtersaandelen, winstaandelen, enz.). »

Deze nieuwe bepalingen, door het Comité zelf voorgesteld, werpen een nieuw licht op de bewoordingen waarvan het Bijzonder Comité zich vroeger bediende; zij bevestigen de juistheid van de gelijke verklaring, die wij van de Overeenkomst der *Union minière* geven.

Doch, het Bijzonder Comité legde artikel 4 der Overeenkomst van 8 December 1900 niet in dien zin uit, toen het, bij de oprichting der *Union minière*, optrad als inbrenger van de concessies. Het beperkte zijn evenredig aandeel tot de 100,000 genotsaandelen; het oefende zijn recht niet uit op de 100,000 kapitaalaandelen.

Zal men, bij voorkomend geval, aldus moeten handelen bij het oprichten van vennootschappen die tot stand mochten komen naar aanleiding van de ontginning van nieuwe concessies van diamantmijnen?

De vraag is niet zonder belang; ondanks de moeilijkheden van oplossing, dient de aandacht van het Parlement daarop gevestigd te worden.

C. — Bedrijvigheid op mijngebied in Katanga.

Hoever staat het met de bedrijvigheid op mijngebied in Katanga? De ontginningswerken kunnen alleen dan met goed gevolg worden aangevangen wanneer de spoorweg tot in de mijnstreek zal aangelegd zijn.

De spoorweg bereikte in September Elisabethstad, gelegen op eenige kilometer afstand van de kopermijn van *l'Étoile du Congo*; de vennootschap *l'Union minière du Haut-Katanga* zet het opbouwen harer fabrieken voor de bewerking van het erts voort; als bouwplaats koos zij de rivier Lubumbashi, nabij Elisabethstad.

Dit eerste optreden, in eene tot nu toe gansch verlaten streek, geldt als het begin van een nieuw tijdperk, tijdperk van leven en van bedrijvigheid, dat een grooten weerklank zal hebben, niet alleen over Katanga, maar over heel de Kolonie.

De gewichtige ontdekkingen, die het gevolg waren van de opsporingen van Williams, brachten menig initiatief tot stand in de Belgische nijverheids- en financiewereld, en men moet er om tevreden zijn. Reeds bestaan er verscheidene Overeenkomsten, waardoor het Bijzonder Comité van Katanga machtiging verleent tot het doen van mijnopsporingen.

Een van die Overeenkomsten, goedgekeurd door het decreet van 17 Maart 1910 en onderzocht in de Kamer der Volksvertegenwoordigers (vergadering van 16 Maart 1910), naar aanleiding van de neerlegging daarvan op het bureel, werd gesloten met de heeren Thys en Jadot, die financiële instellingen van Brussel vertegenwoordigen, vereenigd in de *Société des recherches minières du Bas-Katanga*.

Drie andere Overeenkomsten werden aan het onderzoek van den Kolonialen Raad onderworpen; de Toelichting zet ze uiteen als volgt :

« Op 's Konings bevel heb ik de eer, aan het advies van den Kolonialen Raad te onderwerpen drie ontwerpen van decreten strekkende tot goedkeuring, het eerste, van de Overeenkomst van 22 Juli 1910, gesloten tusschen het Bijzonder Comité van Katanga en de heeren Adolf Greiner, Leo Moyaux, Gustaaf Trassenster, Ed. de Roubaix, Eric Gerard, Joris Laloux, Max Lohest, René d'Andrimont; het tweede, van de Overeenkomst van 11 Augustus 1910, gesloten tusschen het Bijzonder Comité van Katanga en de heeren Nagelmackers en Zⁿ; het derde, van de Overeenkomst gesloten tusschen het Bijzonder Comité van Katanga en den heer Julius Mahillon. Deze drie Overeenkomsten betreffen eene mogelijke concessie van een recht tot mijnontginning.

» Bedoelde Overeenkomsten zijn opgesteld volgens de grondgedachten van de Overeenkomst, die door het Comité met de heeren Thys en Jadot werd gesloten. Deze Overeenkomst werd goedgekeurd bij decreet van 17 Maart 1910 op het gunstig advies, door den Kolonialen Raad uitgebracht in zijne vergadering van 19 Februari 1910.

» Artikel 6 van de nieuwe overeenkomsten behelst eene bepaling die de verklaring geeft van de uitdrukking : « bruto-opbrengst der mijnen ». Door bruto-opbrengst wordt verstaan de gedolven stof gebracht op den losvloer der mijn, al de delvingskosten en andere kosten ten laste van den ontginner zijnde.

» Artikel 12 bepaalt dat, bij ontstentenis van het Comité, de rechten van contrôle en van toezicht, inzonderheid het recht om afgevaardigden te benoemen in den Beheerraad der mijnvennootschappen, door de Regeering van Belgisch-Congo zullen uitgeoefend worden.

» Deze twee nieuwe bepalingen werden in de akten opgenomen op verzoek van den Kolonialen Raad. »

In den Kolonialen Raad drong men er sterk op aan, opdat de persoonlijke concessieaanvragers, bij het indienen hunner aanvraag, de groepen zouden bekend maken, welke zij vertegenwoordigen.

Deze wensch schijnt billijk te zijn. De persoonlijkheid van hen, die uit de concessie voordeel zullen trekken, kan van belang zijn; zij is van belang zelfs voor hen die, in een verschillende hoedanigheid, hetzij rechtstreeks hetzij onrechtstreeks uitspraak moeten doen over de aanvragen. Het mag niet gebeuren, dat dezen minder goed ingelicht zijn dan de financieele dagbladschrijvers.

Soms werd de samenstelling der groepen, door de aanvragers vertegenwoordigd, in de dagbladen vermeld bijna op het oogenblik dat de Koloniale Raad daarover tevergeefs inlichtingen vroeg.

Een lid verzocht de Middenafdeeling, de volgende vraag van algemeen aard te richten tot den heer Minister :

Vraag.

Een lid vraagt welke de politiek is van den heer Minister bij het verleenen van de machtigingen tot mijnopsporingen. Welke regelen volgt hij daartoe?

Antwoord.

Het Bijzonder Comité van Katanga verleende tot nu toe machtigingen tot mijnopsporingen aan groepen van personen die zich bereid verklaarden om aanzienlijke kapitalen uit te geven voor werken van mijnopsporing. Doch, zooals het jaarverslag op bladzijde 45 aankondigt, opdat al wie opsporingen wil ondernemen eene machtiging bekomme en vervolgens rechten verwerve op de mogelijke ontdekkingen, bepaalde het Comité algemeene vereischen voor de mijnopsporingen. De opsporingen en, bij voorkomend geval, de ontginning zouden dus volgens deze regelen geschieden. Het door het Comité opgemaakt ontwerp is thans onderworpen aan het onderzoek van de Regeering en weldra zal het aan de goedkeuring van den Kolonialen Raad onderworpen worden.

D. — Spoorwegpolitiek.

Welke zal de rechtstreeksche en onrechtstreeksche invloed zijn van de mijnrijverheid op het werk van de Belgische Kolonie?

De volstreckte en betrekkelijke rijkdom der koper- en tinmijnvelden wordt niet meer betwifteld. Doch de ontginning moet afrekenen met twee andere factoren die van hoofdzakelijk belang zijn : het vervoer en den handenarbeid.

Het vervoer aanbelangt niet alleen de concessiehouders, maar gansch de Kolonie. Moest het enkel geschieden langs wegen vreemd aan de Kolonie,

dan zou deze den weldoenden en levenwekkenden invloed, dien zij daarvan verwachten mag, niet gevoelen.

De Kolonie moet zich te nutte kunnen maken de heilzame werking van de bedrijvigheid die van de mijncentrums van Opper-Katanga zal uitgaan en de economische ontwaking langs de toegangswegen bevorderen. Moesten de spoorwegen enkel de rechtstreeksche belangen van de concessiehouders der mijnen dienen, dan zouden zij in mindere mate beantwoorden aan hunne algemeene zending. Deze immers bestaat hierin, dat zij aan de bestanddeelen der economische bedrijvigheid voorafgaan en deze brengen in landen welke zij doorloopen; moeten Belgische kapitalen en vooral waarborgen vanwege de Belgische Kolonie bijdragen tot het aanleggen van spoorwegen, dan is het billijk dat zij aangelegd en in bedrijf genomen worden op zulke wijze dat zij onze koloniale werking zooveel mogelijk steunen.

De Moederlanden moeten vooral eene goede koloniale spoorwegpolitiek hebben. Overal wordt de noodzakelijkheid daarvan steeds meer ingezien; daarom juichte het land eensgezind de woorden toe, die de Koning uitsprak bij de plechtige opening van het Museum van Tervuren :

« Sedert het voleinden van den spoorweg van Beneden-Congo, buiten den spoorweg der Groote Meren, maakten de hoofdzakelijk Belgische lijnen weinig voortgang.

» Het ware te wenschen dat men eindelijk in 't bezit kwame van een door landgenooten opgevatten en aangelegden spoorweg, die de Kolonie van de eene zijde tot de andere zou doorloopen en de hoofdstad in verbinding zou stellen met het middelpunt van Katanga; ik wil de toekomst niet vooruitloopen, doch het komt mij voor dat de spoorweg der Groote Meren, behoorlijk verlengd, dien wensch zou kunnen verwezenlijken, welken ik van ganscher harte uit. In dit opzicht zouden wij het voorbeeld moeten navolgen van de groote koloniseerende natiën die zich, in Afrika, aanzienlijke opofferingen hebben getroost. »

Op het Congres tot verbetering van het koloniaal matericel, tijdens de Wereldtentoonstelling te Brussel gehouden, legde de heer ingenieur L. Goffin de zaak klaar uiteen. Aan den *Moniteur des Intérêts matériels* ontleenen wij een zeer flink beknopt verslag daarvan; wij wenschen echter thans niet uitspraak te doen over eene zaak die, naar onze meening, niet volledig onderzocht werd :

« Wanneer men het oog werpt op eene kaart van Congo, stelt men onmiddellijk vast hoe goed het centraal-bekken is bedeed wat betreft de gemeenschapswegen : de Boven-Congo, die door de Lualaba en de Kamolondo voortvloeit tot aan de watervallen van Kualengué, eenerzijds, de Kasai en de Sankuru, tot aan Lusambo, anderzijds, zijn prachtige natuurlijke wegen, die echter ten spoedigste dienen volledig, verbeterd en toegerust te worden. Het is volstrekt noodzakelijk dat de Transcongolesche spoorweg van Elisabethstad naar Stanleystad, over Kambove-Bulé, zonder uitstel

worde voleindigd. Aan de watervallen van Kalengué, boven den post van Ulanga of Bukama, ligt het begin der mijnstreek; te Lusambo is men er 800 kilometer van verwijderd.

» Nu, den 1^o Juli 1898 werd de spoorweg van Beneden-Congo geopend, en, hoewel het gemakkelijk was, met behulp van een groep ingenieurs en van een degelijk afgericht personeel, de uitrusting van de Kolonie snel voort te zetten, werd slechts zes jaar later een aanvang gemaakt met het aanleggen van het eerste vak Stanleystad-Ponthierstad van den spoorweg der Groote Meren. Zonder overdrijving mag worden gezegd dat, had men met een weinig meer practischen geest gehandeld, de Belgische spoorweg sedert twee jaar zou doorgedrongen zijn tot in het hartje der mijnstreek van Katanga. Thans bereikt hij nauwelijks Kongolo, zijnde op een afstand van 400 kilometer van Elisabethstad; eerst na verscheidene jaren zal hij deze plaats bereiken. En, vergeten wij het niet, in dit tijdsverloop werd dit punt bereikt door de Engelsche lijn van Beira-Broken Hill.

» Het schijnt, zegt de heer Goffin, dat men geneigd is met meer kracht en spoed vooruit te gaan, wat betreft het vak Elisabethstad (Etoile)-Bukama (Ulanga), om aldus het vervoer van de mijnproducten weldra ten goede te doen komen aan de Belgische lijnen. Deze hebben er, overigens, het grootste belang bij. Inderdaad, ofschoon de lijn Katanga-Stanleystad-Matadi langer is dan die van Kambove-Beira, kost zij minder: het verschil van vracht voor het overbrengen van een ton goederen van Kambove tot Antwerpen bedraagt fr. 44.76 minder op de Belgische lijn en fr. 19.56 van Elisabethstad af. De vervoerprijzen in gansch de metaalhoudende streek, die zich uitstrekt van Kambove tot Bukama, zouden integendeel fr. 492.39 bedragen, en fr. 258.45 op de Engelsche lijn, zijnde fr. 65.76 meer.

» Voor het vervoer bij den invoer zal de vergelijking nog gunstiger uitvallen voor de Belgische lijn, omdat de tarieven per ton-kilometer hooger zijn en bijgevolg de verschillen grooter zullen zijn.

» De Belgische lijn kan dus optreden tegen die van Beira, doch niet tegen die van Lobito-Dilol-Kambove, welke slechts 1,960 kilometer lang is en waarop de vracht fr. 24.44 minder zou bedragen per ton op de lijn van het Noorden. Van deze lijn zijn slechts 325 kilometer voltrokken en, vermits het terrein voordeelig is, zou het aanleggen van de overige kilometers weinig tijd vergen, indien de kapitalen niet ontbraken. Echter, aangezien zulks geen onoverkomelijk bezwaar zou zijn voor de Engelschen, zouden de Belgen verplicht zijn, uit hoofde van de gesloten overeenkomsten, de 760 kilometer van deze lijn aan te leggen, welke op Belgisch grondgebied moeten tot stand gebracht worden. Alzoo zouden zij, ondanks hen zelve, er toe bijdragen het vervoer in de mijnstreek ten hunnen nadeele af te keeren.

» Het vraagstuk is dus van ernstigen aard en tot zijne oplossing kunnen verscheidene maatregelen worden voorgesteld: uit de gemaakte berekeningen blijkt, dat het vervoer op de lijn van Benguella ongeveer 25 frank minder zou kosten per ton metaal, dus voor 100,000 ton — een maximum

dat niet zoo spoedig zal worden bereikt — 2,500,000 frank bij den uitvoer. Rekent men op eene gelijke som bij den invoer, dan zou de vermindering, welke men op de vervoerprijzen zou moeten toestaan, 3 millioen bedragen. Zou deze vermindering toereikend zijn? De heer L. Goffin denkt het niet, wijl de Engelschen insgelijks tariefverminderingen kunnen toestaan ten einde het vervoer te behouden. Deze tarievenstrijd zou enkel, ten slotte, den Staat er toe kunnen brengen, de spoorlijnen van het Noorden financieel te steunen; ondanks deze kunstmatige bescherming zouden zij toch het nadeel behouden van een grooteren duur op den geheelen afstand.

» Het komt logischer voor, dat de lijn Ruwe-Stanleystad-Matadi zich tevreden stelle met het vervoer in het Noorden van Katanga en in de streken die zij verder doortrekt, en dat het vervoer van Zuid-Katanga aan de lijn van Benguella worde ontnomen door eene nieuwe Belgische lijn bestaande uit den spoorweg Kambove, Lusambo, Sankuru en Kasai en den spoorweg Kinshasa-Matadi.

» Op deze lijn zou het vervoer eener ton goederen van Kambove tot Antwerpen fr. 181.55 kosten. 't Is nagenoeg dezelfde prijs als over Lobitobay, en dit klein verschil zou aan eene Belgische compagnie niet toelaten, de voorkeur te geven aan eene Engelsche spoorlijn die, overigens, den duur der reis maar heel weinig zou verminderen.

» Doch de Belgische lijn zou de eerste in bedrijf moeten genomen worden. Dat is mogelijk, dewijl, om Kambove te bereiken, uitgaande van Lobitobay, er nog 1,735 kilometer dienen te worden aangelegd; integendeel, om Lusambo te verbinden met Kambove, moeten er slechts 1,100 aangelegd worden. Bij deze 1,100 kilometer moet men, weliswaar, de 180 kilometer tusschen Elisabethstad (Etoile) en Kambove voegen indien men het materieel, bestemd tot het voltrekken der lijn van Kambove naar Lusambo, langs het Zuiden wil verzenden. Dat zijn, in 't geheel, 1,280 kilometer.

» Met het aanleggen van het vak van 480 kilometer tusschen Elisabethstad en de watervallen van Kalengué zal, zegt de heer Goffin, zonder uitstel een aanvang worden gemaakt. Indien men de werken daartoe aan de beide uiteinden aanvat, — dat is mogelijk, vermits het materieel kan worden aangevoerd langs het Zuiden en het Noorden —, zullen er drie jaar noodig zijn om ze te voltrekken; daarna zouden er nog slechts 800 kilometer overblijven om Lusambo te bereiken. Doch, nu reeds kan men van af Lusambo en van af Bukama met den aanleg dezer 800 kilometer beginnen, op zulke wijze dat in 1916 Matadi rechtstreeks met Katanga zou kunnen verbonden zijn door middel van eene uitsluitend Belgische lijn die geene mededinging zou te vreezen hebben wat betreft noch den vervoerprijs, noch zelfs den duur van het vervoer.

» De uitvoering van dit ontwerp zou de uitgifte van Congoleesche schuldbrieven 4 t. h., tot een bedrag van ongeveer 85 millioen, noodzakelijk maken; de interest en de aflossing daarvan zouden 4,250,000 frank vergen

jaar; doch deze som zou weldra teruggewonnen zijn door de opbrengst van het bedrijf der lijn. De Belgische Kolonie zou dus twee groote verkeerswegen bezitten : den weg van den Congo en den weg van Kasai, waardoor zou verzekerd zijn het vervoer in de uitgestrekte streken, welke zij doorloopen, inzonderheid in de Noorder- en Zuiderstreken van Katanga.

» De overige aan te leggen verkeerslijnen zouden economische lijnen kunnen zijn, goedkoop en snel aan te leggen en tot ligging kunnende dienen aan lijnen van grootere ontwikkeling. Gewis zouden zij, in elk geval, het winsigevend maken verhaasten van de Kolonie, wier toekomst thans niet meer betwijfeld wordt. »

Wenschende het programma der Regeering en de genomen beslissingen om hetzelfde te verwezenlijken te kennen, richtte de Middenafdeeling tot den heer Minister van Koloniën de volgende vraag :

Vraag.

Kan de heer Minister doen kennen hoever de onderhandelingen zijn gevorderd, waarvan hij in het verslag over 1910 zegde dat zij aangeknoopt waren om, bij voorkomend geval, de toeneming te verzekeren van het verkeer op de lijn der Spoorwegmaatschappij van Katanga, waarvan de voltooiing tot Bukama ter studie ligt?

Zijn er beslissingen genomen omtrent deze voltooiing? Welke?

Zijn er beslissingen genomen omtrent het aanleggen van den spoorweg tusschen Katanga en Lusambo of een ander punt van Sankuru?

Antwoord.

Onderhandelingen zijn aangeknoopt. Zij zullen zeker eindigen met eene verstandhouding, die voordeelig zijn zal voor het verkeer op de lijnen der Kolonie.

Tot het aanleggen der lijn Elisabethstad-Bukama, die Katanga met Luabala zal verbinden, werd besloten.

Voor het overige dient niets te worden gevoegd bij de uiteenzetting der zaak, die gansch volledig voorkomt in het Jaarverslag van 1910, bladz^e 48 en 49.

*
* *

In dit antwoord steekt er niet veel meer dan in de uitleggingen voorkomende in het verslag over 1910. Er dient te worden aangemerkt dat de verlenging van den spoorweg der Groote Meren tot in het hartje van Katanga zeer spoedvereischend is. Voor dit vak van Bukama naar Boven-Congo zou men dus aan 't werk moeten stellen, in de eerste plaats, het personeel dat opgeleid werd bij het aanleggen van den spoorweg der Groote Meren en dat sedert het voltooiën der lijn tot Kongolo beschikbaar is geworden. Nu wordt bevestigd dat de heer Adam, de uitnemende

bestuurder van den spoorweg der Groote Meren, zich tegenwoordig met zijn personeel onledig houdt met de spoorweglijn die bestemd is om Lualaba met Tanganyika te verbinden. Het gevolg daarvan zou zijn, dat de spoorweg van Bukama naar Opper-Katanga, die zoo nauw verbonden is aan de toekomst der Kolonie, niet zal kunnen aangelegd worden met den gewenschten spoed en geene uitsluitend Belgische lijn zal zijn, opgevat en aangelegd door onze landgenooten, zooals werd gewenscht in 's Konings redevoering te Tervuren.

E. — Het invoeren van het landbouwleven.

Onder opzicht van landbouw verdient Katanga ook de belangstelling van het Parlement op te wekken.

Het landbouwleven moet te Katanga binnendringen. Deze stelling wordt algemeen door woord en schrift verdedigd. Doch gemakkelijker is het, een wensch te uiten dan hem te verwezenlijken.

Het volstaat niet, in vage verlangens te berusten en gedurig beroep te doen op het publiek. Niets is gevaarlijker dan eene strooming tot kolonisatie te verwekken, voordat de te openen streek gereed zij om den onervaren kolonist te ontvangen en hem ernstige kansen tot welgelukken aan te bieden.

Het geldt niet alleen het belang van private personen die, aangetrokken door een onbedacht vertrouwen, in het verre land hun tijd, hun geld en een weinig van hun ondernemenden geest gaan verliezen; het geldt ook het koloniaal werk zelf, dat niets te winnen heeft met vermetele ondernemingen die met mislukken bedreigd zijn.

Het verslag over het beheer van Congo dringt met reden aan op het ernstige vraagstuk der nederzetting en het schijnt schoone uitslagen te beloven voor het einde van 1940 en vooral van 1944. Het stelt vast dat, op 20 Juli 1940, honderd vier en zeventig aanvragen werden onderzocht buiten meer dan zeshonderd aanvragen die aan private instellingen werden gezonden.

Indien uit dezen overvloed van aanvragen blijkt dat vele Belgen tot uitwijking gereed zijn, dan kan daaruit tevens blijken dat de aanvragers zich geen juist gedacht vormen van wat wordt vereischt van een kolonist.

Men zou kunnen denken dat Katanga aandrang uitoefent op den landbouwarbeider of den geringen boer die met behulp van schup en mest onze gronden vruchtbaar maakt. Dat is echter niet zoo; de tropische en ondertropische streken ontzeggen de blanken elken uitputtenden arbeid. Men kan als regel aannemen dat, behalve voor de kleine groententeelt, de arbeid van den neger tot grondslag van elke landbouwonderneming dient. De blanke heeft tot zending, te besturen.

Ook zou men er geen oogenblik kunnen aan denken, de intensieve cultuur, welke den Belgischen landbouw kenmerkt, aldaar in te voeren. Lange tijd

nog zullen de ontzaglijke uitgestrekte gronden in de bosschen of wouden van Katanga slechts in extensieve cultuur gebracht worden. De veeteelt heeft de voorkeur op den akkerbouw, omdat zij minder handenarbeid vereischt. Zij gaat aan den akkerbouw vooraf, niet alleen omdat zij de mest levert, maar ook het trekdier, dat onmisbaar is voor den landbouw-arbeid.

Het groot bedrijf met de machines moet worden beoogd, en wellicht heeft men daarop niet voldoende de aandacht gevestigd; zulk bedrijf past echter slechts voor de Regeering, voor machtige maatschappijen of voor zeer machtige ondernemingen die over aanzienlijke kapitalen beschikken. Een der bezwaren om het tot stand te brengen, is de schaarschheid van de brandstoffen.

In Katanga volstaat het niet dat de kolonist of de landbouwer de stoffelijke kracht aanbrengt; hij behoeft het kapitaal tot instelling of het daarin voorziende krediet.

Wat meer is, overgelaten aan zijne enkele krachten zou hij machteloos blijven. Beschikkende noch over toegangswegen, arbeiders en vervoermiddelen, noch over het onontbeerlijke materieel en ver, die hij onmogelijk ter plaatse kan vinden, noch over markten, zou hij zelfs geen enkel van de vereischte hulpmiddelen bij de hand hebben om eene landbouw-onderneming aan te vangen; er zou hem ontbreken elk middel tot afweering of weerstand tegen de besmettelijke ziekten die, in de onbebouwde streken, zoo vaak het vee aantasten en het bestaan daarvan in gevaar brengen.

Erger nog, in zeer talrijke streken van Katanga leeft de vlieg « tsé-tsé Palpalis », die de menschen aantast, en ook de vlieg « tsé-tsé Morsitans », die het gemunt heeft op de dieren. Tot nu toe heeft men slechts onbepaalde aanwijzingen betreffende de uitgestrektheid van het geteisterd gebied. Hoe kan men private personen aanzetten om zich te vestigen in een land, waarvan niet is opgemaakt de kaart die aanduidt de bewoonbare streken en tevens de ligging der verbruikscentrums, het gebied vrij van de tsé-tsévlieg, alsmede de streek waar men zich kan toeleggen op veeteelt of landbouw?

Door eene reeks voorafgaande maatregelen moet de Staat het land geschikt maken voor de landbouwbedrijven.

Is de Staat in dien zin opgetreden met voldoende ingrijpende kracht, met den noodigen aanleg door de uitgestrektheid der taak geveegd?

Door deze vraag te stellen kan het niet in onze bedoeling komen, ons aan nuttelooze kritiek over te leveren. De inbezitneming en de eerste inrichting van de Kolonie hebben — dat is gekend — eene bovenmenschenlijke krachtinspanning geveegd; en gereedelijk begrijpt men dat de aandacht niet kon worden gevestigd op al de punten, van hoe groot belang deze ook waren. De stond is echter gekomen om ons koloniseerend werk van alle zijden te beschouwen.

Inuig zijn wij overtuigd dat er tot het vestigen van den landbouw in Katanga nog een grootere krachtsinspanning is vereischt dan die waarvan blijk werd gegeven door den Onafhankelijken Staat en door de Regeering

van de Kolonie. Het tijdperk der gissingen en proefnemingen moet uit zijn; thans dient men beslist, methodisch met een goed bepaald plan op te treden.

Van den beginne af was de aandacht van den Onafhankelijken Staat gevestigd op de toekomst van den landbouw in Katanga, die zoo nauw is verbonden met de toekomst zijner nijverheid.

Toen de Overeenkomst van 12 Maart 1897 aan de « Compagnie du Katanga » de taak opdroeg, de streek te onderzoeken met het oog op den handel en de mijnontginning, werd de landbouw daarbij niet uit het oog verloren; zelfs werd haar tot doel aangewezen « het tot stand brengen, door hare eigen krachten of door middel van bijzondere maatschappijen, van ondernemingen tot kolonisering of tot ontginning van den grond of van den ondergrond ».

Dezelfde bekommring nopens den landbouw komt nog voor in het decreet, waarbij de Maatschappij « Union minière du Haut-Katanga » wordt opgericht, alsmede in de statuten van deze Maatschappij.

Artikel 2 van het decreet stelt op gelijken voet het te gelde maken van de rijkdommen van den grond en het te gelde maken van de rijkdommen van den ondergrond in Katanga. Bij artikel 4 der statuten wordt, in n^o 3, aan de Maatschappij ten doel aangewezen, het tot stand brengen van koloniale, landbouw- of nijverheidsondernemingen geschikt om den economischen vooruitgang van het mijngebied in Katanga te bevorderen, en bij het n^o 1^o van artikel 12 van het daaraan toegevoegd lastenkohier wordt het denkbeeld van kolonisering op de kosten van bedoelde Maatschappij hervat; het verleent 't recht om kosteloos te gebruiken de gronden vereischt tot het vestigen van landbouwondernemingen bestemd om de noodige levensmiddelen te verschaffen aan het personeel der mijnen en der fabrieken; het voegt er echter bij: « mits de cultuur, de veekweek en al de bijkomende ondernemingen worden toevertrouwd aan kolonisten die er worden binnengebracht of gevestigd door de Maatschappij of op hare kosten ».

Wanneer wij de vraag stellen, welk gevolg gegeven werd aan de landbouwexploitatie, voorzien als een recht en zelfs als eene verplichting, dan moeten wij antwoorden dat, om redenen die wij niet onderzoeken zullen, er weinig werd verricht. Het vraagstuk, waarvan de oplossing aan de concessiehoudende maatschappijen was opgedragen, doet zich heden voor zooals het zich voordeed bij het sluiten der Overeenkomsten met de « Compagnie du Katanga » en de « Union minière ».

Dit wordt erkend in het betoog voor 1910, door de Regeering opge maakt. Daarin wordt verklaard dat met de landbouwverovering nog geen aanvang werd gemaakt.

Om deze leemten in Katanga aan te vullen, sloot het Bijzonder Comité, op 10 Januari 1910, eene overeenkomst met eene Belgische maatschappij: « Société Foncière agricole et pastorale du Congo », gevestigd te Brussel en waarvan het kapitaal 1 miljoen frank bedraagt; aan deze Maatschappij worden, onder bepaalde voorwaarden, kosteloos afgestaan gronden, te

zamen 75,000 hectaren groot en bestemd tot het oprichten van boerderijen voor landbouw en veekweek. Men weet dat deze maatschappij veeleer het algemeen belang bevorderen wil dan wel geld verdienen. Doch wat vermag zij, met beperkte middelen, ten bate van een zoo gewichtige en zoo langwijlige onderneming?

Van de oprichting dier maatschappij, welke allen lof verdient, kan worden gezegd dat zij een bemantelend middel is en de werkeloosheid dekt van de openbare machten, waarvan het optreden onontbeerlijk is tot het oplossen van het landbouwvraagstuk.

Wil men goed inzien de ontoereikendheid der pogingen aangewend op landbouwgebied, dan volstaat het te wijzen op eene dubbele vaststelling voorkomende in het officieel stuk.

Ofschoon de veestapel de grondslag is van gansch den landbouw in de tropische en intertropische Kolonie; ofschoon de besmettelijke ziekten in weinige dagen gausche kudden vee kunnen wegmaaïen en de pogingen van lange jaren arbeid vernietigen; ofschoon er in het verslag van 1910 over het bestuur van Congo sprake is van het verhoogen van het aantal veeartsen, wordt in de begroting voor 1914 een krediet aangevraagd slechts voor drie veeartsen, die belast zijn met den dienst van gansch de Kolonie!

En het verslag van 1910 (bl. 37) vermeldt slechts 103 stuks vee in de posten van het Katangadistrict: 65 te Moliro en 38 te Lukonzolwa!

Daarenboven is men het thaus eens om dit feit te erkennen: wil men aan den gewonen landbouwkolonist ernstige kansen van welslagen geven, wil men hem beschutten tegen de talrijke risico's die hem bij den aanvang overvallen, dan moet de Regeering noodzakelijk proef- en leerboerderijen tot stand brengen, waar de kolonist zich kan gewennen aan zijne nieuwe omgeving, waar hij zich de eerste kennis kan verschaffen om te ontsnappen aan de misvattingen die zoo vaak het aandeel zijn van den beginnening, waar hij vinden kan niet enkel zedelijken steun en bestaanmiddelen, maar ook al de werktuigen en het vee die noodig zijn om eene zelfstandige onderneming aan te vangen⁽¹⁾. Nu, ofschoon de leerboerderijen eene onontbeerlijke rol te vervullen hebben, ofschoon het dringend is, dat er meerdere levensmiddelen worden verschaft; ofschoon de Regeering beloofde in te werken op landbouwgebied en daarmede daadzakelijk ook een aanvang heeft gemaakt, toch wijst het verslag der Regeering voor 1910 slechts op ééne boerderij, met name die van Kayoyo, welke vooralsnu bestemd zou zijn tot de opleiding der agenten en kolonisten in Opper-Katanga! Het vermeldt vier boerderijen, gelegen in andere streken: de boerderijen van Zambi, Ganda-Sundi, Eala en Nyangwe.

Dat is blijkbaar ontoereikend; en, zonder te willen hekelen, mag men

(1) Wangermée op het Congres voor de verbetering van het koloniaal materieel. EM. TIBBAUT, *La colonisation agricole au Katanga*. Revue d'agronomie tropicale, Augustus en September 1909.

verklaren dat men tot het vestigen van den landbouw in Katanga anders moet te werk gaan.

Vond men ter plaatse de eerste bestanddeelen van den landbouw, dan kon men er zich minder om bekommeren; doch het gebrek aan vee verzwaart op aanzienlijke wijze de moeilijkheden en vertraagt den vooruitgang op landbouwgebied.

Men diende vee aan te voeren uit de naburige streken en vooral uit Rhodesia; doch, niet alleen de afstanden en de bezwaren van het vervoer, ook het verbod van uitvoer dienen in aanmerking te worden genomen. Daar het vee voortgaat al grazende, komt eene kudde slechts traag vooruit; en trekt de kudde door eene streek, door de tsé-tsévlieg geteisterd, dan komt zij in besmettings- en zelfs in doodsgevaar.

Men verzekert dat Rhodesië zijn vee, hetwelk zijn kapitaal uitmaakt, verdedigt; het verbiedt den uitvoer ervan, evenals het, krachtens eene overeenkomst met Mozambique, den uitvoer der struisvogels verbiedt. Wellicht kan men van deze regels afwijken; niettemin zijn zij, zooniet een beletsel, dan toch eene oorzaak die den veeuitvoer uit het dichtstbij gelegen en best voorziene land tegenhoudt.

Het instellen van eene landbouwafdeeling in het Ministerie van Koloniën zal ongetwijfeld bijdragen tot het onderzoek van dit gewichtige vraagstuk der landbouwkolonisering in Katanga. De bevoegdheid van den Algemeenen Bestuurder is gekend: hij stelde er prijs op, Indië te bezoeken, en zal weldra naar onze Kolonie afreizen.

Het volstaat echter niet, een bestuurspersoneel aan te stellen in Europa; in Afrika ook moet soortgelijk personeel werkzaam zijn, op het gebied zelf van de studiën en de inrichting, zóódat de ingewonnen inlichtingen gegroepeerd worden en een bevoegd bureau de eerste pogingen tot kolonisering met welslagen kunne leiden.

Wat al tijd verloren, wat al aarzelingen, wat al gesnukte ontwerpen, uit hoofde van die belemmerende briefwisseling met 't Moederland dat niet geschikt is om over de zaken te oordeelen en nog minder geschikt is om bevelen te geven op technisch gebied!

Wil men beslist optreden, men blijve dan niet langer bij die ontmoedigende gissingen, bij die altijd herhaalde ontwerpen! Men drage de verantwoordelijkheid der inrichting op aan een bevoegd koloniaal personeel dat in Katanga zelf zou gevestigd zijn. Men schrijve aan dit personeel het programma voor, waarover al de koloniale vakmannen het eens zijn, doch men late het vrij in de keuze der middelen en handelwijzen. Zoo zal men de werkkraft niet verstompen; zij zal de uitvoering dadelijk doen volgen op de opvatting; zij zal een arbeid vruchtbaar maken, die door nuttelooze geschriften en ambtenarij ten slotte wordt gedood.

Uit de afzonderlijke feiten komt het gebrek aan samenwerking der pogingen meer in het licht. Een vlugschrift, trouwens zeer belangwekkend, werd uitgegeven om de vestiging van Belgen in Katanga gemakkelijker te maken; zij schijnt uit te gaan van het Ministerie van Koloniën, waar men het bekomen kan.

Zonderling! De meest bevoegde persoon om inlichtingen te bezorgen en om te oordeelen over de gepastheid daarvan, met name de Algemeene Ondergouverneur van Katanga, werd zelfs niet geraadpleegd over het opmaken van gezegd vlagschrift. Een reiziger heeft hem moeten zeggen dat het werkje bestond!

Wij zouden niet uit het oog mogen verliezen hoe de naburige koloniën handelen. Rhodesia wordt een land van landbouwbedrijf; maar niet van zelf, niet door zijne krachten alléén komt het daartoe. De regeling, die de opleving daarvan beheerscht, is dezelfde als die welke met wel-slagen werd ingevoerd in al de Angelsaksische landen, in de Vereenigde-Staten en zelfs in Canada.

De Staat of dezes plaatsvervanger, met name de *Chartered Company*, is het, die, wanneer hij het grondgebied in bezit neemt, het geschikt maakt tot kolonisering. Tot grondslag der kolonisering is het *Landbureau* aangesteld, dat de *Survey* regelt, m. a. w. het toezicht op het land door middel van een technischen dienst, de beschrijving ervan, zijne indeeling in streken, het afbakenen van de bebouwbare gedeelten.

Door de bureelen uit Afrika en door die uit Europa wordt de kolonist ingelicht over al de zaken die hem kunnen aangaan. Hulp vindt hij in het verkoopen of zelfs in het ontleenen van vee, dat de Regeering helpt invoeren en dat mag teruggegeven worden op overeengekomen tijdstippen naar gelang van de vermeerdering der kudde. Vooraf weet hij over welke middelen hij moet beschikken. Krachtadig wordt de uitwijking naar Afrika afgeraden aan elken kolonist die niet over een aanzienlijk kapitaal beschikt. In 1907 bezat elk landbouwersgezin, in Rhodesia, gemiddeld 19,000 frank; en dit kapitaal wordt ontoereikend geacht.

Het ligt niet in onze bedoeling, hier een zeer omvangrijke zaak uiteen te zetten; wij spreken er van enkel om aan te toonen hoe het noodzakelijk is dat de Regeering optrede met ingrijpende werkdadigheid. Te veel tijd reeds ging verloren aan weifelingen. Belangrijke arbeids- en verbruikscen-trums gaan eerstdaags oprijzen dank zij de opkomende nijverheid en den dienst van den spoorweg. De Regeering moet er zich op toelleggen, de streek zelf geschikt te maken om het hare bij te brengen in de levensmiddelen en de volksgezondheid en den kostenden prijs van den nijverheidsarbeid op die wijze te bevorderen. Door te zorgen voor de gezondheid der negers en der blanken verhoogt men het kapitaal arbeid, de voornaamste bron van de subtropische koloniën, en vrijwaart men het kapitaal bestuur, de ziel van het koloniaal werk.

F. — Lasten aan de Kolonie opgelegd wegens Katanga.

Welke zijn de lasten die voor de Kolonie voortspruiten uit de inrichting van Katanga, en door welke middelen kan daarin worden voorzien?

De lasten, voortspruitende uit de inrichting van Katanga, zijn in verhouding tot zijne politieke en economische belangrijkheid.

In de algemeene toelichting, die aan de Begrooting voorafgaat, verklaart de heer Minister van Koloniën de verhooging van de gewone uitgaven bedragende fr. 6,616,970.48; de eerste der door hem in 't midden gebrachte beschouwingen luidt als volgt :

« De verhooging van de gewone uitgaven is veroorzaakt : 1^o door de toenemende werkelijke inbezitting van het district Katanga en door de inrichting van de bestuursdiensten aldaar ter uitvoering van het programma medegedeeld in de Memorie van Toelichting der Begrooting voor 1910. »

Werd die zoo redematige hervorming van het opmaken eener begrooting per streek aangenomen, dan zouden de behoeften van Katanga erin voorkomen op afzonderlijke en gansch duidelijke wijze; doch met het huidig stelsel der Algemeene Begrooting loopen al de uitgaven door elkaar, en het wordt onmogelijk ze voor elke streek afzonderlijk te berekenen.

Uit elk hoofdstuk van het verslag van 1910 blijkt, dat Katanga eene steeds aanzienlijker plaats inneemt in de Begrooting. Al de te Boma bestaande diensten moesten er opgericht worden; doch over 't algemeen moet het bestuur er meer op Europeesche wijze werken. Men komt daar in betrekking niet enkel met eene negersbevolking, die slechts hare eigene primitieve sociale inrichting kent en gedwee buigt tegenover het optreden van een sterk gezag, maar ook met blanken die hebben geleefd hetzij in Europa, hetzij in Zuid-Afrika waar het bestuur zelf is ingericht zooals in Europa.

Ook heeft de Regeering er terecht andere werkwijzen ingevoerd dan die welke in equatoriaal Congo worden gevolgd.

Zij stelde zich niet tevreden met de gewapende wacht zooals deze over 't algemeen is ingericht in de Kolonie. Na het politiekorps van Katanga te hebben gebracht van 700 tot op 1,900 manschappen, wapende zij de grenstroepen van Katanga en van het district Stanley stad met het Mausergeweer, model 1889, waarvan de troepen in 't Moederland zich thans bedienen. Daarenboven kwam een politiekorps van blanken tot stand; doch de samenstelling en de inrichting daarvan hebben aanleiding gegeven tot bezwaren.

Geheel deze bestuursinrichting, die volledig wordt door de economische toerusting en de vestiging van den landbouw, maakt een zeer zwaren last uit, die met de bedrijvigheid op nijverheidsgebied toenemen zal. Voor Katanga zullen er begrootingen zijn naar het voorbeeld van de begrootingen in Europa, doch met deze verzwarende omstandigheid dat het leven daar ongelooflijk duur is ⁽¹⁾.

Wie zal deze lasten dragen en over welke middelen beschikt de Kolonie om ze te bestrijden?

Onder het beheer van het Bijzonder Comité is de toestand in ruime mate veranderd ten nadeele van de Kolonie. Eenerzijds, is het voor de

(1) De prijs van een kilogram meel bedraagt er fr. 2.50 tot 3 frank.

Kolonie voorbehouden aandeel van de voordeelen gestadig vermindert; anderzijds, namen de lasten voortdurend toe, zóódat thans de Kolonie gansch alleen staat om de kosten van het bestuur te dragen, terwijl, in den beginne, een medewerker ongeveer een derde van een groot deel dezer lasten op zich nam.

Bij de Overeenkomst van 12 Maart 1891 werd een derde van Katanga door den Onafhankelijken Staat, in vollen eigendom, overgemaakt aan de « Compagnie du Katanga ». Deze Maatschappij, die er toe bijdroeg dat de Onafhankelijke Staat in bezit van Katanga kon blijven, — wat eens in gevaar werd gebracht —, nam eene zending van algemeen belang op zich, onder weinig bepaalden vorm (zie art. 1 en 7 Overeenkomst van 12 Maart 1891).

Bij de Overeenkomst van 19 Juni 1900 bevestigde de Onafhankelijke Staat het bestaande gemeenschappelijk bezit der gronden tusschen hem en de « Compagnie du Katanga » door het oprichten van het Bijzonder Comité, belast met het beheer van de gemeenschappelijke goederen en bekleed « met de meest uitgebreide bevoegdheden in zake van bestuur, beheer en vervreemding, zonder uitzondering noch voorbehoud hoege-naamd » (art. 1). Al de voordeelen, *al de kosten, lasten* of verliezen, enz., moesten door het Comité ingedeeld worden tot beloop van twee derden ten laste van den Staat en van een derde ten laste van de Maatschappij (art. 15).

Bij decreet van 6 December 1900 werd door den Koning-Souverein aan het Bijzonder Comité opdracht gegeven ten einde het Staatsgezag uit te oefenen, onder het hooge toezicht van een commissaris, op het grondgebied van Katanga. De zending van het Comité wordt daarin bepaald als volgt:

- « Art. 3. Het Comité zal, onder andere :
- » Zorgen voor het behoud van de inlandsche bevolking en voor het verbeteren van haar zedelijk en stoffelijk bestaan. Alle middelen, waarover het beschikt, zal het aanwenden om de barbaarsche gewoonten en, zoo mogelijk, het slavenendom en den slavenhandel uit te roeien;
- » De politiemacht uitoefenen op het grondgebied dat onder zijn bestuur staat;
- » Toezicht houden op het naleven van al de wets- en reglementsbe-
palingen betreffende het verbod van alcohol, wapens en legervoorraad;
- » De bepalingen der ordonnantie van 24 April 1899 betreffende de
volksgezondheid toepassen;
- » Naar luid van het decreet van 6 October 1891, de inlandsche
districtsopperhoofden kunnen erkennen. »

Deze zending is zoo aanzienlijk uitgebreid, dat zij bijna gelijkstaat met die van eenen Staat; zij is algemeen; zij schijnt echter overdreven, en daarom worden door hetzelfde decreet en door een later uitgevaardigd decreet daaraan onttrokken sommige zaken, die uitsluitend de bevoegdheid van den Staat behooren en waarvan een Staat niet kan afzien zonder zijne reden van bestaan te miskennen.

Artikel 6 van hetzelfde decreet luidt als volgt :

« De Regeering behoudt zich uitdrukkelijk voor, binnen gezegd grondgebied, het rechtstreeksch beheer van het Rechts- en Tolwezen, van de Belastingen en van de Posterijen. »

Bij decreet van 24 April 1902 wordt dit artikel verklaard in deze bewoordingen :

« Op het grondgebied, onderworpen aan het beheer van het Bijzonder Katanga-Comiteit, wordt de dienst van den burgerlijken stand en van het notariaat, die meer in 't bijzonder behoort tot den Dienst van het gerecht, gerekend bij die waarvan het rechtstreeksch beheer, naar luid van artikel 6 van voormeld decreet, uitdrukkelijk is voorbehouden aan de Regeering. »

Op welke wijze werd die Regeeringszending, met hare lasten, aan het Bijzonder Comiteit toevertrouwd? Waren deze verbreiding en deze toewijding van plichten het voorwerp van onderhandelingen tot het toekennen van vergoedingen? Hieromtrent wordt ons niets gezegd. Wij moeten eenvoudig den toestand nemen zooals hij wordt bekendgemaakt door het decreet van 6 December 1910 en zooals hij de latere betrekkingen van de deelgenooten beheerschte.

Door deze financieele medewerking van het Bijzonder Comiteit waren de lasten van den Onafhankelijken Staat aanzienlijk verlicht; doch wij zullen zien dat én de Staat én de Kolonie tragsgewijze daarvan de voordeelen verloren.

De Overeenkomst van 25 Juni 1903 huldigde eene eerste verzwaring van de Staatslasten. Voortaan zal de deelgenoot van den Staat, de « Compagnie du Katanga », in de voorschotten aan het Comiteit niet meer tusschenkomen dan tot een bedrag van ten hoogste 1,800,000 frank. De Staat alléén zal ze doen; de interest van 4 % zal voor het Comiteit een maatschappelijken last uitmaken, en de teruggave zal geschieden door jaarlijks 10 t. h. te nemen van de zuivere winsten van het Comiteit.

Werkelijk is het dus de Staat die al de kosten draagt, mits hij het bedrag daarvan later afneemt van de zuivere winsten; en de « Compagnie du Katanga » moet nog slechts tusschenbeide komen om, bij voorkomend geval, de winsten op te strijken; zij wordt rentenierster.

Dat was slechts een eerste vermindering van de rechten der Kolonie.

Tot nu toe moesten de lasten, voortspruitende uit de uitgebreide bestuurszending van het Bijzonder Comiteit, ten slotte worden gedragen door het Bijzonder Comiteit dat de vereeniging vertegenwoordigde. Een derde ervan viel onrechtstreeks ten laste van de « Compagnie du Katanga », vermits de gemeenschappelijke goederen dienen moesten om ze terug te betalen. Deze hoofdzakelijke bepaling van de vereeniging schijnt echter ook te veranderen, zoodat ze feitelijk ten deele wegvalt.

Inderdaad de opdracht van macht, aan het Bijzonder Comiteit toegekend voor zijne bestuurszending en waarvan het al de lasten dragen moest,

werd, bij decreet van 22 Maart 1910, onvoorwaardelijk en zonder eenige vergelding hoegenaamd ingetrokken, in zoo verre dat de Staat alleen al de lasten draagt, die, volgens overeenkomst, dienden gedragen te worden door het Bijzonder Comité, of zijnde een derde door de « Compagnie du Katanga ».

Hier dient een duidelijk onderscheid te worden gemaakt tusschen het politiek belang en het financieel gemeenschappelijk of privaat belang.

Het feit dat de uitvoerende macht, opgedragen aan het Bijzonder Comité, werd ingetrokken, is werkelijk een stap vooruit; het is immers niet te begrijpen dat deze alvermogende, inorganische instelling het onbeperkt gezag, waaruit zij werd geboren, overleven kon; ons grondwettelijk stelsel verzette zich daartegen; dat werd verleden jaar bewezen in het verslag en bij de beraadslaging in de Kamers.

Het Bijzonder Comité, in zoo verre het zich met bestuur of politiek inlaat, werd reeds afgewezen door artikel 22 van de Koloniale Grondwet. Krachtens deze bepaling werd het bestaan van het Comité slechts tot 1 Januari 1912 geduld en zij voorzag zijne afschaffing bij decreet voor een vroegeren datum.

Deze opheffing werd bepaald bij decreet van 22 Maart 1910, dat in werking trad op 1 September 1910.

In politiek opzicht is de toestand dus duidelijk afgeteekend.

Doch hoe staat het met de private rechten, voortspruitende uit overeenkomsten?

Had de Staat niet het recht, de politieke veranderingen te baat te nemen om nieuwe schikkingen tot stand te brengen in overeenstemming met den nieuwen toestand? Wij meenen: ja.

De zaak is van belang; immers, het onvoorwaardelijk intrekken van de opdracht der uitvoerende macht heeft aan de Kolonie zeer zware lasten opgelegd.

Dit valt moeilijk te bepalen, niet alleen omdat men beschikt noch over de rekeningen noch over de verslagen van het Bijzonder Comité, maar ook omdat de overeenkomsten en de decreten de grenzen der zending van gezegd Comité onduidelijk bepalen.

Daarom had de Middenafdeeling verleden jaar er prijs op gesteld, inlichtingen te nemen over de bestemming van het krediet van 1,500,000 frank, aangevraagd voor de begroting van 1910; het antwoord der Regeering luidde als volgt:

« De uitgetrokken som wordt aan het Bijzonder Comité van Katanga verleend als voorschot, uit kracht van de Overeenkomst van 23 Juni 1903 (bl. 35 der Bijlagen A, B, C van het verdrag tot overneming). Deze kredieten worden ter beschikking van het Comité gesteld tot verwezenlijking van het doel waartoe het werd tot stand gebracht, met name tot betaling der *kosten van politie, van vervoer, van wegenis, alsmede van de kosten uit hoofde van den gezondheidsdienst en van algemeen bestuur, die ten laste*

van het Comité zijn. Het aangevraagd krediet zal slechts volgens de behoeften van het Comité worden uitgekeerd.

» Het opmaken van een volledig verslag over Katanga zou eenigen tijd vergen. Het is niet mogelijk, het vooralsnu mede te deelen. »

Uit dit antwoord blijkt hoe uitgestrekt de zending is van het Bijzonder Comité. In de oogen der Regeering wordt deze zending inderdaad gelijkgesteld met die van den Staat ; stellig is zij gewichtiger dan de private zending van goederenbeheer. Overigens men kon het gemeenschappelijk bezit, dat gansch Katanga omvat, niet doen gedijen, zonder de werking van den Staat, die de veiligheid en de economische toerusting tot stand brengt, te voegen bij de bedrijvigheid op landbouw-, nijverheids- en handelsgebied. Doch op welke wijze zal men den werkkring van het Comité nauwkeurig afbakenen en hoe zal men de financieele lasten van zijne bestuurszending ramen ?

Op de Begrooting voor 1910 was een krediet uitgetrokken van 1,500,000 frank als voorschot aan het Bijzonder Comité. Dat was een globaal cijfer, zonder verklarende inlichting bepaald. Wie zou durven beweren dat deze eenige som volstond om het Bijzonder Comité in staat te stellen zijne bestuurszending volkomen te vervullen, zooals zij is omschreven in de Overeenkomst en in de decreten ? Op de Begrooting van 1910 waren andere kredieten uitgetrokken betreffende Katanga, doch zij waren bestemd voor de rechtstreeksche uitgaven der Kolonie. Een krediet van 4 miljoen frank was bestemd om « de kosten te dekken van de inbezitting en van de *bestuursinrichting* », en een krediet van 300,000 frank om de vestiging van kolonisten te vergemakkelijken.

In hoever waren de voorziene Staatsuitgaven vreemd aan de bestuurszending van het Bijzonder Comité ? Wij hebben geen enkel gegeven om dit te kunnen nagaan, en de Regeering beproeft zelfs niet, beide instellingen van elkander te scheiden. Volstreekte willekeur beheerscht den toestand.

Ziehier nog andere aanwijzingen. Volgens het antwoord op de tweede vraag van de Middenafdeeling, dat wij verder mededeelen, worden uit de Begrooting van de vermoedelijke uitgaven van het Bijzonder Comité voor 1911, ten gevolge van het intrekken der opdracht, weggelaten de hoofdstukken II, III, IV, V, VII die voorkwamen in de Begrooting voor 1909.

Volgens de overgelegde rekening bedroegen deze hoofdstukken in 1909 respectievelijk :

Hoofdstuk	II	.	.	fr.	706,763	98
—	III	.	.	.	332,711	73
—	IV	.	.	.	34,520	92
—	V	.	.	.	114,381	30
—	VII	.	.	.	33,333	42

Te zamen. . fr. 1,221,711 35

Uit dit cijfer blijkt welk voordeel het intrekken der opdracht zou hebben verschaft aan het Bijzonder Comiteit.

Bij het aanhalen van die cijfers : 1,500,000 frank, 4,000,000 frank, 300,000 frank, uitgetrokken op de Begrooting voor 1910, en fr. 1 miljoen 221,731.35 uitgetrokken op de Begrooting van het Bijzonder Comiteit voor 1909, moeten wij doen opmerken dat deze cijfers enkel betreffen den aanvang eener zending, die in de toekomst steeds gewichtiger moet worden. De bestuurskosten moeten onvermijdelijk toenemen naar gelang dat de economische bedrijvigheid in Katanga groter wordt.

Doch dat toenemen der lasten, die het Bijzonder Comiteit aanbelangen, houdt plotseling op bij het intrekken van de uitvoerende macht.

In de Begrooting voor 1911, bij artikel 165, wordt het bijzonder krediet, aangevraagd voor het Bijzonder Comiteit en 1,500,000 frank bedragende in 1910, verminderd tot 550,000 frank.

Hieruit blijkt welke ontlasting elk jaar werd toegestaan aan het Bijzonder Comiteit : neemt men dit enkel cijfer van de Begrooting, dan bedraagt zij 950,000 frank. Dit globaal cijfer vertegenwoordigt echter niet de zuivere uitgave, maar wel, zooals wij zullen zien, het verschil tusschen de ontvangsten en de uitgaven van het Comiteit. Overigens, zooals wij reeds vaststelden, het is niet dat artikel alleen, hetwelk het bestuursleven van Katanga aanbelangt en, bij gebrek aan eene bijzondere begrooting voor Katanga, is het onmogelijk de lasten te berekenen, die, ten gevolge van voormelde intrekking, uitsluitend door de Kolonie moeten gedragen worden.

Wat door de Kolonie voor 1911 wordt teruggenomen van de som van 1,500,000 frank voor 1910 en van de overige artikelen, is verspreid in de verschillende hoofdstukken van de Begrooting en ontsnapt aan elke raming.

De « Compagnie du Katanga » heeft natuurlijkerwijs deze ontlasting dadelijk ter kennis van hare aandeelhouders gebracht ; in eene nota toegevoegd aan het verslag van de algemeene vergadering van 16 November 1910, stelt zij vast dat « de uitgaven voor order van het Bijzonder Comiteit, uit hoofde (van het intrekken der opdracht) *aanzienlijk zullen worden verminderd* ».

Betreffende deze intrekking geeft zij eenige uitleggingen die niet van belang zijn onthloot en doen onderstellen dat er onderhandelingen bestaan, waarvan het Parlement geen kennis heeft en welke een verband stellen tusschen de financieele gevolgen van de intrekking en andere maatregelen van algemeen belang.

Hier volgt het belangwekkend gedeelte :

« Sedert de laatste balans der « Compagnie » werd bekendgemaakt, zijn er twee gewichtige gebeurtenissen voor Katanga te vermelden.

» Bij decreet van 22 Maart 1910 werd aan het Bijzonder Comiteit van Katanga onttrokken de opdracht der politieke bevoegdheden die aan gezegd

Comiteit door den Onafhankelijken Congostaat werden toegekend. Sedert 1 September laatstleden beperkt de zending van het Comiteit zich dus tot de uitvoering der Overeenkomst die op 19 Juni 1900 werd gesloten tusschen den Onafhankelijken Staat en de « Compagnie du Katanga », m. a. w. tot het beheer der goederen die de Kolonie en de « Compagnie » gemeenschappelijk bezitten in Katanga. De vertegenwoordiger van het Comiteit in Katanga zal voortaan nog enkel de gronden van het Katangadomein verkoopen of verhuren, machtiging verleen en tot mijnopsporingen en mijnontginningen en de hand houden aan de uitvoering van de overeenkomsten, door het Comiteit aangegaan.

» Uit dien hoofde zullen de uitgaven van algemeenen aard van het Comiteit aanzienlijk verminderen, doch er valt op te merken dat het steeds hooger aantal verkooping en verhuringen van gronden, vooral het steeds hooger aantal mijnondernemingen, aanleiding geven zal tot aanzienlijke kosten, namelijk tot aanwerving van het daartoe vereischte personeel.

» Doch, anderdeels, opdat de hervormingen, door de Koloniale Regeering voorgeschreven, kunnen tot stand gebracht worden in Katanga, heeft het Comiteit afgezien van den oogst der natuurproducten op zijn domein.

» Met hetzelfde doel en ten einde de verwezenlijking der waarborgen die door de koloniale wet zijn vereischt in zake van grond- of mijnconcessiën, in Katanga te verzekeren, stemde het Comiteit erin toe zijne eigene grond- en mijnconcessiën aan dezelfde waarborgen te onderwerpen. Om die reden werden meestal de Overeenkomsten, door het Comiteit aangegaan, onderteekend onder voorbehoud van goedkeuring door de wetgevende macht der Kolonie. »

De Middenafdeeling achtte het noodig bij den heer Minister van Koloniën inlichtingen te nemen over de gevolgen die het intrekken der opdracht voor de Kolonie zou hebben in financieel opzicht. Moest het in beginsel eene verzwaring van de lasten der Kolonie meebrengen? Welke zou die verzwaring zijn?

De tot den heer Minister van Koloniën gerichte vraag en het antwoord luiden als volgt :

Vraag.

Heeft de Regeering, door het intrekken van de opdracht der openbare macht aan het Bijzonder Comiteit, eene vergelding bekomen wegens de verzwaring van lasten die daaruit voortspruit voor de Kolonie?

Welke was de omvang van de zending die uit hoofde van deze opdracht aan het Bijzonder Comiteit werd toevertrouwd? Welke zijn de voor 1911 voorzien lasten die het Comiteit op zich had moeten nemen, indien bedoelde opdracht werd gehandhaafd, en die thans, ten gevolge van het intrekken dier opdracht, rechtstreeks op de Begrooting der Kolonie zijn uitgetrokken?

Kan men de toeneming dier lasten voor de volgende dienstjaren ramen?

Antwoord.

De opdracht werd aan het Bijzonder Comité van Katanga onttrokken door de wet.

Krachtens de Overeenkomst van 12 Maart 1891 was de « Compagnie » verplicht :

Hare meest werkdadige medewerking te verleen tot het afschaffen van den slavenhandel, van de alcoholhoudende dranken en van de verboden wapens;

Eene toereikende politiemacht tot stand te brengen ten einde de veiligheid harer posten en harer booten te verzekeren (de « Compagnie » verbond zich, anderzijds, drie posten op te richten en twee booten te water te brengen op de aangrenzende meren).

Er werd ook overeengekomen dat de Regeering aan de beambten der « Compagnie » de bevoegdheden mocht toekennen, die tot de verschillende Staatsdiensten behooren.

Vergelijkt men deze verplichtingen met die welke bij decreet van 6 December 1900 aan het Bijzonder Comité werden opgelegd ten gevolge van de hem « opgedragen Staatsmacht binnen het Katangagebied », dan stelt men dadelijk vast dat het Bijzonder Comité de « Compagnie » er toe gebracht heeft, uitgaven te doen, die onbetwistbaar de uitgaven overschrijden, welke zij krachtens de Overeenkomst van 1891 doen moet. Het ware dus moeilijk den last te ramen, die, krachtens de overeenkomsten, het Comité en bijgevolg de « Compagnie du Katanga » dragen moet.

Wat er ook van zij, de Staat die, in 1900, aan het Comité een bijna onbezet grondgebied overleverde, nam dat grondgebied terug in 1910, wanneer het goed onderzocht en ingericht was, wanneer het in zulke mate ontwikkeld was dat men zich verplicht zag een nieuwe inrichting tot stand te brengen, zooals er nog geene bestond in gansch de Kolonie. Het spreekt vanzelf dat deze last niet aan het Comité kon opgelegd worden.

Meermaals zal de Regeering de gelegenheid hebben om van het Comité voordeelen te eischen, die de rechtstreeksche vergoedingen, welke zij had kunnen bekomen indien men de opdracht niet zoo spoedig had moeten intrekken, in ruime mate zullen vervangen.

*
* *

Uit dit antwoord blijkt dat de intrekking der opdracht voor onmiddellijk gevolg had, ten laste van de Kolonie te leggen de bestuurskosten die vroeger door het Bijzonder Comité werden gedragen, kosten die gemeen waren voor den Staat en voor de « Compagnie du Katanga ». Daaruit blijkt ook dat geen rechtstreeksche vergoeding uit dien hoofde werd bekomen.

Voor al dient hier te worden opgemerkt dat de wetgever, wanneer hij den duur der opdracht bepaalde uiterlijk tot 1 Januari 1912 en toeliet ze in te trekken vóór dezen datum, enkel de politieke zijde der kwestie beoogde.

Het lag in zijne bedoeling niet, de gevolgen daarvan in financieel of in burgerlijk opzicht te regelen. Dit recht kon hij, trouwens, zich niet aanmatigen. De regeling van rechten, die berusten op overeenkomsten, geschiedt door al de betrokken partijen.

Echter, wanneer de wetgever eene beslissing neemt op politiek gebied, dan is de uitvoerende macht gelast te zorgen voor de burgerrechtelijke gevolgen en nieuwe schikkingen te treffen in overeenstemming met de nieuwe toestanden.

Was het Comité eertijds verplicht een deel der bestuurskosten van Katanga op zich te nemen, dan kan het van die verplichting slechts worden ontslagen bij eene bijzondere bepaling der wet of bij overeenkomst. Nu, daartoe werd er noch wet ingevoerd noch overeenkomst gesloten.

Volgens het antwoord van den heer Minister, « zal de Regeering meermaals de gelegenheid hebben om van het Comité voordeelen te eischen, die de rechtstreeksche vergoedingen, welke zij had kunnen bekomen indien men de opdracht niet zoo spoedig had moeten intrekken, in ruime mate zullen vervangen ». Het komt echter voor dat het gunstigste oogenblik om vergoedingen te vragen, wel het oogenblik is, waarop men een voordeel afstaat. Een afgestaan voordeel is zoo goed als verloren, wanneer het zijne onmiddellijke vergoeding niet bekomt.

Zeer terecht merkt de heer Minister in zijn antwoord aan, dat « het moeilijk ware de lasten te ramen, die krachtens de overeenkomsten het Comité en bijgevolg de « Compagnie du Katanga » dragen moet ». Eens te meer doet het uitkomen welke betreurenswaardige verwarring in dat gewest werd tot stand gebracht.

Deze verwarde toestand is echter een reden te meer om hem niet onbepaald te laten voortduren en om elke gelegenheid, die een zuiverder toestand in 't leven roepen kan, te benuttigen. Door de oplossing te vertragen, maakt men ze niet gemakkelijker, maar meestijds ingewikkelder. Dat ondervond men in Katanga; de Staatsbelangen moesten voortdurend onderdoen voor de private belangen, en het is te vreezen dat het in de toekomst nog zoo gaan zal.

Wanneer de Regeering, gevolg gevende aan het inzicht uitgedrukt in het antwoord, later van het Comité voordeelen eischen zal, welke de rechtstreeksche vergoedingen zullen vervangen, dan zal steeds dezelfde hoofdzakelijke vraag oprijzen. Welke was de omvang van den last, aan het Bijzonder Comité opgelegd uit hoofde van zijne bestuurszending, en welke is bijgevolg de verzwarende van de lasten die de Kolonie op zich neemt ter ontlasting van het Comité?

Door het krediet voor de voorschotten aan het Comité in 1911 te verminderen tot 550,000 frank, wanneer 1,500,000 frank werden uitgetrokken op de begrooting voor 1910, raamt de begrooting op 950,000 frank de ontlasting ten bate van het Comité; doch, wanneer men in de rekeningen van het Bijzonder Comité voor 1910, die werden medegedeeld aan de Middenafdeeling, de hoofdstukken bijtelt, welke voor 1911

kunnen weggelaten worden ten gevolge van de intrekking der opdracht, dan bedraagt de ontlasting werkelijk fr. 4,221,711.35. En, zooals wij het deden uitschijnen, is dat wellicht slechts een gedeelte van de jaarlijksche ontlasting in de toekomst.

De wederzijdsche rechten en plichten zijn hoegenaamd niet bepaald. En in de toekomst zal elke eisch tot het bekomen van vergoedingen aanleiding geven tot nieuwe geschillen.

Worden de belangen niet geregeld naar een vasten grondslag, dan wil eenieder zich de voordeelen verschaffen en over 't algemeen wordt de Staat daardoor benadeeld. Door thans af te zien van het recht tot financieele medewerking van het Bijzonder Comité in het bestuur van Katanga, loopt de Staat gevaar een aanzienlijk voordeel alsmede een machtig middel tot onderhandeling te verliezen.

De Afdeeling kan echter niet verder aandringen in eene zaak, waarin de uitvoerende macht ruime vrijheid hebben moet om de belangen der Kolonie op de beste wijze te verdedigen. Het volstaat vast te stellen dat uit deze nieuwe verwickeling eens te meer blijkt hoe weinig het bestaan van het Bijzonder Comité strookt met de belangen der Kolonie.

G. — Begrooting en rekening van het Bijzonder Comité.

Op de Buitengewone Begrooting is een krediet van 550,000 frank uitgetrokken als *voorschotten aan het Bijzonder Comité*. Dit krediet wordt toegelicht als volgt : « Uitvoering van artikel 1 der Overeenkomst van 25 Juni 1903 tusschen de Regeering en het Bijzonder Comité van Katanga. »

De toestand is dus dezelfde als verleden jaar; alleen het cijfer verschilt. De aandacht werd nochtans daarop voldoende gevestigd door de leden van het Parlement.

In het verslag, neergelegd den 3ⁿ December 1909, vroeg de Middenafdeeling dat het krediet van 1,500,000 frank voor voorschotten van het Bijzonder Comité zou worden gestaafd door stukken, met name, door de verslagen van het Bijzonder Comité. Aan deze vraag werd geen gevolg gegeven.

De heer Minister van Koloniën antwoordde : « Een volledig verslag over Katanga zou geruimen tijd vergen. Vooralsnu is het niet mogelijk dit werk te leveren. »

Later, op 13 December, werd dezelfde vraag opgeworpen in den loop der beraadslaging en te midden van allerlei onderbrekingen; de heer Minister antwoordde : « Hadde men mij verwittigd, dan hadde ik volledige en omstandige rekeningen overgelegd, ofschoon ik daartoe niet verplicht ben. Het Bijzonder Comité heeft niets te verbergen. »

Ondanks deze in beginsel gunstige verklaringen, werd ons geene enkele rekening overgelegd noch betreffende de vorige begrooting noch betreffende de begrooting voor 1911. Op deze vergetelheid dient nogmaals worden gewezen; immers, de aard zelf van het parlementaire stelsel vergt dat zij, die de kredieten toestaan, er ook kennis krijgen van de wijze waarop ze werden gebruikt.

De Afdeeling stelde achtereenvolgens twee vragen, en, ondanks de tegenstrijdige meening uitgedrukt in een der antwoorden, moet men vaststellen dat de raming der uitgaven niet geschiedde naar het model van de Koloniale Begrooting; deze Begrooting vermeldt, in de omstandige opsomming van de kredieten, de jaarwedde van elken ambtenaar afzonderlijk en zóó kan men de bestuursinrichting beter nagaan. Deze omstandige opsomming ontbreekt in de ons medegedeelde begrooting: de negerarbeiders of negersoldaten en de blanke bedienden zijn vermeld onder één globaal cijfer; hierdoor wordt het onmogelijk na te gaan welke bezoldiging hun is toegekend.

De twee vragen met de antwoorden luiden :

1^{ste} Vraag.

De heer Minister gelieve aan de Middenafdeeling over te maken de rekening van het Bijzonder Comité voor 1909 en 1910 en de Begrooting voor 1911. Hij gelieve er ook bij te voegen het verslag van het Bijzonder Comité.

Antwoord.

De rekening van het Comité voor 1909 en de nota der vermoedelijke uitgaven voor 1911 zijn hierbij gevoegd. Het spreekt van zelf dat de rekening voor 1910 slechts na verloop van het dienstjaar kan worden opgemaakt.

Het Comité maakt geen algemeen jaarlijksch verslag op. Elken dag wordt de Regeering op de hoogte der zaken gehouden. Al wat Katanga betreft staat overigens vermeld in het jaarlijksch verslag (bladzijden 45 en 46), dat te gelijker tijd met de Begrooting aan de Kamers wordt overgemaakt.

Luidens artikel 7 van het decreet van 6 December 1900, werden verslagen over het bestuur van Katanga om de drie maanden opgemaakt door den vertegenwoordiger van het Bijzonder Comité in Afrika ten gevolge van de opdracht, aan het Bijzonder Comité, der bevoegdheden van de uitvoerende macht.

Daar deze opdracht bij decreet van 22 Maart 1910 werd ingetrokken, moeten deze driemaandelijksche verslagen niet meer worden ingediend.

Overigens, de Regeering mag de verslagen, die vroeger door den verte-

genwoordiger van het Comitéit werden ingediend, niet mededeelen. Het beginsel van de scheiding der machten verzet zich, overigens, tegen het mededeelen van de brieven gezonden aan het Hoofdbestuur en, over 't algemeen, van alle bestuurlijke stukken.

Uitgaven van het Bijzonder Comitéit van Katanga voor het dienstjaar 1909.

Politiekorps (met inbegrip van het personeel) . . . fr.	332,711 73
Lazarets	114,381 30
Aanleggen van wegen	26,820 28
Beplantingen	31,544 73
Bouwwerken en verschillende gebouwen	11,253 15
Materieel en meubelen	23,174 33
Materieel voor de binnenvaart	1,235 43
Hoorn- en pluimvee	5,250 49
Verzekeringen	2,154 95
Belastingen	21,593 76
Kantoorbehoefsten in Afrika	14,962 06
Blank personeel (jaarwedden, onderhoud, reiskosten, enz.).	713,691 »
Loon en onderhoud der negers	75,308 34
Posterijen en telegrammen	7,431 85
Eereloonen en reiskosten betreffende het geding Rabineck	31,368 80
Mijnopsporingen (aandeel verschuldigd voor 1909).	101,330 »
Som verschuldigd aan de Kolonie wegens interest der leeningen tot 31 December 1909.	265,910 40
Allerlei uitgaven in Europa en in Afrika	117,665 50
TE ZAMEN. . . . fr.	4,897,788 10

Deze uitgaven worden gedekt door de voorschotten, betaald door de Kolonie, alsmede door de opbrengst van den verkoop van producten te Antwerpen, van de verhuring van onroerende goederen en gronden, enz.

Vermoedelijke uitgaven voor 1911.

Bepantingen	fr.	35,000	»
Allerlei gebouwen en bouwwerken, gelijkmaking en schikking van gronden		150,000	»
Materieel en meubelen		17,500	»
Hoorn- en pluimvee		5,000	»
Verzekeringen		1,000	»
Belastingen		5,000	»
Kantoorbehoefden in Afrika		3,500	»
Blank personeel (jaarwedden, onderhoud, reiskos- ten, enz.)		267,500	»
Loon en onderhoud der negers		7,500	»
Posterijen en telegrammen		2,000	»
Sommen verschuldigd aan de Kolonie wegens interest op sommen geleend tot op 31 December 1910		350,000	»
Allerlei uitgaven in Europa en in Afrika		81,000	»
Onvoorziene uitgaven		5,000	»
TE ZAMEN	fr.	930,000	»

Zooals men ziet, is het op de Koloniale Begrooting uitgetrokken krediet ontoereikend om al de uitgaven van het Comité te dekken, maar het Comité meent dat het belangrijke bijmiddelen zal vinden in de inkomsten welke zullen opgeleverd worden door het verkoopen en verhuren van gronden en het afgeven van machtigingen tot mijnopsporingen. Voor het volgende dienstjaar zal het Comité reeds kunnen staat maken op de inkomsten van zijne portefeuille.

2° Vraag.

Kan de heer Minister de rekening van het Bijzonder Comité van Katanga over 1909 en de vermoedelijke uitgaven voor 1911 niet omstandig mededeelen, zooals wordt gedaan voor de Belgische Begrooting waarbij de regeling en de bedrijvigheid van het Bestuur zijn uiteengezet?

Het ware, bij voorbeeld, belangwekkend het getal te kennen van de leden van het Comité en van de verschillende bedienden in Afrika en in Europa, alsmede hunne bezoldiging.

Antwoord.

Hierbij is gevoegd de rekening van het Bijzonder Comité van Katanga over 1909 en de ramingen voor 1911, opgemaakt op dezelfde wijze als de Koloniale Begrooting en behelzende de gevraagde inlichtingen :

**Uitgaven van het Bijzonder Comité van Katanga betreffende
het dienstjaar 1909.**

HOOFDSTUK I.

HOOFDDIENST.

2 vertegenwoordigers; 1 secretaris; zwarte arbeiders. fr. 100,707 15

HOOFDSTUK II.

DIENST DER STREKEN.

Landbouwbestuur en landbouwdienst.

3 streekhoofden; 42 bedienden; zwarte arbeiders . . . 706,763 98

HOOFDSTUK III.

POLITIEKORPS.

1 bevelhebber; 3 peloton-hoofden; 11 onderofficieren;
zwarte soldaten; bewapening; uitrusting 332,711 73

HOOFDSTUK IV.

SCHEEPVAARTDIENST.

2 kapiteins machinisten; 2 zwarte machinisten; onder-
houd van de stoombooten; 18 zwarte matrozen 34,520 92

HOOFDSTUK V.

GEZONDHEIDSDIENST.

5 geneesheeren; apotheken en ziekenhuizen; zwarte
ziekenoppassers 114,381 30

HOOFDSTUK VI.

MIJNEN.

Toelage door het Comité betaald aan de *Tanganyika
Concessions limited* krachtens de Overeenkomst van 22 Oc-
tober 1905 101,330 »

HOOFDSTUK VII.

EEREDIENSTEN.

Toelagen aan de geloofszendingen 33,333 42

OVER TE DRAGEN fr. 1,423,748 30

OVERGEBRACHT . . . fr. 1,423,748 50

HOOFDSTUK VIII.

OPENBARE WERKEN.

Aanleggen van wegen; bouwmaterialen en werktuigen
voor het oprichten en onderhouden van de gebouwen;
meubelen en kampbehoefte 61,247 76

HOOFDSTUK IX.

BELASTINGEN.

Rechtstreeksche en personeele belastingen 21,593 76

HOOFDSTUK X.

VERZEKERING.

Koopwaren, eetwaren, geneesmiddelen, enz. 2,154 95

HOOFDSTUK XI.

POSTERIJEN EN TELEGRAFEN.

Kosten van posterijen en telegraphen 7,431 85

HOOFDSTUK XII.

PROCES RABINECK.

Eereloonen aan advocaten, gerechts- en reiskosten 31,368 80

HOOFDSTUK XIII.

KOLONIE. — ONTLEENINGEN.

Som verschuldigd aan de Kolonie wegens interest der
sommen ontleend op 31 December 1909 265,910 40

HOOFDSTUK XIV.

ALLERLEI UITGAVEN.

Allerlei uitgaven in Afrika, niet begrepen in deze hoofd-
stukken 9,101 74

HOOFDSTUK XV.

ALGEMEENE KOSTEN IN EUROPA.

6 leden van het Comité; 1 secretaris; 1 kashouder;
1 hoofdboekhouder; 1 hulpboekhouder; verscheidene
bedienden; kantoorkosten; toelage aan de Koloniale Villa 75,230 37

Te ZAMEN fr. 1,897,788 10.

Vermoedelijke Uitgaven voor 1911.

HOOFDSTUK I.

HOOFDBESTUUR.

1 vertegenwoordiger; 1 adjunct; 1 secretaris; 2 ingenieurs; 1 rechtsgeleerde; 3 landmeters; 1 boekhouder; 3 bedienden, vertegenwoordigers van het Comité in verschillende posten voor het verkoopen en verhuren van gronden, alsmede voor het onderhouden van de beplantingen; zwarte arbeiders fr. 348,500 »

N. B. — Er werd beslist de hoeven van Lukonzolwa, Moliro en Kayoyo af te staan aan de Kolonie.

HOOFDSTUKKEN II tot V.

Vervallen ten gevolge van het intrekken der afvaardiging. » »

HOOFDSTUK VI.

Vervalt ten gevolge van het eindigen der overeenkomst, op 22 October 1905 gesloten met de *Tanganyika Concessions limited* » »

HOOFDSTUK VII.

Zie de hoofdstukken II tot V » »

HOOFDSTUK VIII.

OPENBARE WERKEN.

Oprichten van gebouwen; meubelen en kampbehoefden; bevrachting, vervoer en invoerrechten; schikken en aanleggen van gronden. 197,500 »

HOOFDSTUK IX.

BELASTINGEN.

Rechtstreeksche en personeele belastingen 5,000 »

HOOFDSTUK X.

VERZEKERING.

Koopwaren, eetwaren, geneesmiddelen, enz. 1,000 »

OVER TE DRAGEN. fr. 522,000 »

OVERGEBRACHT. fr. 522,000 »

HOOFDSTUK XI.

POSTERIJEN EN TELEGRAFEN.

Posterijen en telegraafkosten. fr. 2,000 »

HOOFDSTUK XII.

PROCES RABINECK.

Er zijn geen uitgaven voorzien. » »

HOOFDSTUK XIII.

KOLONIE. — ONTLEENINGEN.

Som verschuldigd aan de Kolonie wegens interest der
sommen ontleend op 31 December 1910. 350,000 »

HOOFDSTUK XIV.

ALLERLEI UITGAVEN.

Onvoorziene uitgaven 5,000 »

HOOFDSTUK XV.

ALGEMEENE KOSTEN IN EUROPA.

6 leden van het Comité; 1 secretaris; 1 kashouder;
1 hoofdboekhouder; 1 hulpboekhouder; verscheidene
bedienden; kantoorkosten; toelage aan de Koloniale Villa;
huur van gebouwen en belastingen 70,000 »

TE ZAMEN. fr. 949,000 »

*
* *

De Middenafdeeling acht dat die antwoorden de gansche werking van het Comité niet blootleggen. Eene nieuwe vraag werd gesteld om de leemte aan te vullen.

Vraag.

Zou het den heer Minister believen, zijne inlichtingen over het Bijzonder Comité aan te vullen door insgelijks de rekening der ontvangsten voor 1909 alsmede de Begrooting der Middelen voor 1911 op te geven?

Antwoord.

Hierbij is gevoegd de rekening (bijlage A) van het Bijzonder Comité van Katanga betreffende de ontvangsten voor het dienstjaar 1909, alsmede de Begrooting (bijlage B) der Middelen voor 1911.

BIJLAGE A.

—

Ontvangsten van het Bijzonder Comité van Katanga voor het dienstjaar 1909.

Verhuring van grond	fr.	2,275	»
Verhuring van gebouwen		2,344	95
Verkoop van caoutchouc te Antwerpen		775,016	32
Verkoop van ivoor		69,516	77
Ontginning van zoutketen in Afrika		13,124	10
Teruggaven, allerlei commissieloon, winst op ruilingen		4,081	16
TE ZAMEN.	fr.	866,355	30

BIJLAGE B.

—

Vermoedelijke Ontvangsten voor 1911.

Voorschot door de Kolonie, krachtens de Overeenkomst van 25 Juni 1903 (artikel 165 der Begrooting van 1911)	fr.	550,000	»
Opbrengst van den verkoop en de verhuring van gronden, van het verleenen van machtiging tot mijnopsporingen en van het houthakken		399,000	»
TE ZAMEN.	fr.	949,000	»

*
* * *

Wij zullen niet aandringen op de vraagstukken van begrootingscomptabiliteit, die oprijzen ten gevolge van het bestaan van het Bijzonder Comité; wij merken enkel aan dat hier weeral wordt afgeweken van de gewone regelen die gelden op parlementair gebied.

Het geheel bedrag der uitgaven voor 1909 en der ramingen voor 1911, door den heer Minister aan de Middenafdeeling medegedeeld, komen niet overeen met het geheel bedrag der Begrooting en de heer Minister zelf doet het opmerken.

Op de Koloniale Begrooting voor 1911 is enkel een krediet uitgetrokken van 550,000 frank ten bate van het Bijzonder Comité; in de opgave van de vermoedelijke uitgaven van het Bijzonder Comité is het cijfer integendeel bepaald op 930,000 frank. Dat verschil spruit hieruit voort, dat de Begrooting niet al de uitgaven, maar enkel het verschil tusschen de uitgaven en de ontvangsten vermeldt.

Nu, krachtens de begrotingswet in België moeten al de uitgaven en al de ontvangsten afzonderlijk in de Begrooting worden vermeld; zóó komen, wat betreft de Kilo-mijnen, de ontvangsten voor op eene van de begrotingen en de uitgaven op de andere. Door het optreden van het Bijzonder Comité vervalt die wederzijdsche inschrijving op de twee Begrootingen; daardoor bekomt men het globaal cijfer dat den overschot van de uitgaven op de ontvangsten of dezen van de ontvangsten op de uitgaven vertegenwoordigt.

Daarenboven beschikt men niet over talrijke middelen om de rekeningen na te gaan, m. a. w. de uitgaven gedaan door dat gemeenschappelijk bestuur. De Regeering die, evenals verleden jaar, door de Middenafdeeling werd verzocht het verslag van het Bijzonder Comité mede te deelen, acht de driemaandelijksche verslagen te moeten weigeren op grond van de scheiding der machten.

Het kan niet in de bedoeling der Middenafdeeling liggen, deze stelling grondig te bespreken; het volstaat vast te stellen dat de verslagen van het Comité het eenige middel zijn om dezes werking na te gaan.

Weliswaar geeft de heer Minister in zijne algemeene toelichting eenige uitleggingen over Katanga, m. a. w. over het grondgebied beheerd door het Bijzonder Comité; doch niets laat toe, een onderscheid te maken tusschen wat behoort tot de eigenlijke werking van het Comité en de zelfstandige werking van den Staat of van de Kolonie.

Uit het niet-mededeelen van de verslagen van het Comité blijkt eens te meer dat de Staat niet op gelijken voet is gesteld met de private personen die zijn deelgenooten zijn; want, zoo de Kamers die verslagen niet kennen, toch schijnt de « Compagnie du Katanga », de medeigenaarster, die te kennen; zij moet die kennen, omdat het Bijzonder Comité hare lasthebber is; overigens, het verslag, aan hare algemeene vergadering voorgelegd, maakt er melding van. De private burger, de deelgenoot van den Staat, is dus in rechtstreeksche aanraking met het Bijzonder Comité; integendeel, de Kamer die, door de kredieten toe te staan, al de voorschotten doet, benodigd voor de werking van het Comité, kan aan de bron zelve der inlichtingen niet geraken.

Sedert de opdracht van de openbare macht is ingetrokken, moet men voor de begrotingen en de rekeningen van het openbaar bestuur van Katanga de regelen toepassen, die gelden voor de comptabiliteit in zake van begroo-

tingen; doch het eigen beheer van het gansche grondgebied van Katanga zal daaraan ontsnappen zoolang het Bijzonder Comiteit als tusschenpersoon zal optreden tusschen de Kolonie en Katanga.

Op deze onregelmatigheid in zake van begrootingen wijzen wij enkel om een andere zijde te doen uitschijnen van den onregelmatigen toestand, in 't leven geroepen door het bestaan van het Bijzonder Comiteit wien het steeds veel moeite zal kosten zich te gedragen naar den geest der parlementaire instellingen; de aarzelende en de onvolledige antwoorden, aan de Middenafdeeling verstrekt, zijn er het bewijs van.

*
* *

Het abnormaal en schadelijk karakter dier instelling springt echter vooral in 't oog, als men dezer samenstelling en macht nagaat.

Het Bijzonder Comiteit is eene instelling die niet de waarborgen oplevert, gewoonlijk vereischt bij het beheer van de private belangen. In de beheerraden van vennootschappen zijn de bevoegdheden van de leden duidelijk omschreven; hunne benoeming is geregeld, wat betreft de wijze waarop en den duur waarvoor zij benoemd worden; hun beheer is gewaarborgd door het in bewaring geven van titels, alsmede door het toezicht vanwege de algemeene vergadering; het wordt uiteengezet in verslagen, in balans en rekeningen waarbij niet alleen hunne burgerrechtelijke aansprakelijkheid, maar ook hunne strafrechtelijke aansprakelijkheid betrokken is.

Voor het Bijzonder Comiteit zijn regelen bepaald noch voor de benoeming van de leden, noch voor den duur van hun ambt, noch voor het waarborgen van hun beheer, noch voor hunne verplichtingen tegenover de lastgevers, noch voor de burgerrechtelijke of strafrechtelijke beteugeling van de misbruiken.

Het grootste gevaar is gelegen in de uitgestrektheid der rechten van het Bijzonder Comiteit. Het Comiteit is eigenaar van gansch Katanga, van dezes grond en ondergrond. Het beschikt daarover als heer en meester, zonder eenige beperking volgens het Comiteit; en, zoo het in zake van concessiën zich onderwerpt aan de toepassing van artikel 15 der Koloniale Grondwet, dan is het enkel, naar het gevoelen van den heer Minister, omdat het overeenstemt met de omstandigheden.

De Staat, die heden, gansch alleen, al den last van het beheer van Katanga draagt, kan niet handelen zonder te stuiten tegen het vraagstuk van den eigendom van den grond; wil hij een perceel grond bekomen, hetzij om een gasthuis op te richten, hetzij om eene rechtbank in te stellen, hetzij om eene baan aan te leggen, hetzij voor welken dienst ook, openbaren of privaten dienst, dan moet hij zich wenden tot den grondeigenaar, heer en meester, die is het Comiteit.

De vertegenwoordiger van den Staat bevindt zich steeds, in Afrika, naast den vertegenwoordiger van het Comiteit; en deze vertegenwoordiger

moet afrekenen met het Comité dat te Brussel zetelt, zoodat de betrekkingen der vertegenwoordigers nog verward zijn door de verre betrekkingen met hunne lastgevers of overheden.

Wie beseft niet wat al hindernis, wat al belemmering, wat al formaliteiten en nutteloos geschrijf dat alles veroorzaakt? Het bestaan van twee soorten overheid verwardt alle oplossingen. Hoe is het, bijvoorbeeld, mogelijk, onder die omstandigheden den dienst der ingenieurs van het mijnwezen in Katanga te regelen?

't Is het Comité dat de mijnen in concessie geeft; welnu, over 't algemeen is het de concessiegever, die den technischen dienst inricht, belast met het opmaken van het lastenkohier en met het toezicht op de uitvoering daarvan.

In den Kolonialen Raad en in het Parlement werd sterk aangedrongen opdat in het lastenkohier van de nieuwe concessiën een artikel 12 zou worden opgenomen, waarbij aan de Regeering van Belgisch-Congo worden toegekend « de rechten van toezicht en van nazicht, en namelijk het recht om afgevaardigden te benoemen in den schoot van de beheerraden der concessiehoudende maatschappijen ». Daaraan werd gevolg gegeven. Doch dat recht der Regeering bestaat alleen dan wanneer het Comité verdwijnt. Gansch de bepaling wordt beheerscht door de voorbehouding : « Bestaat er geen Comité ». (Zie de concessie Greiner, decreet van 2 November 1910.)

De Regeering der Kolonie is dus niet bevoegd om tusschenbeide te komen in de mijnconcessiën. Zal zij zich echter kunnen onttrekken aan hare taak van openbaar bestuur, sedert zij de opdracht van de uitvoerende macht heeft ontnomen aan het Comité?

Niet alleen van private belangen is er hier sprake. Katanga ziet gestadig nieuwe concessiën tot stand komen; er kunnen geschillen oprijzen onder concessiehouders; maatregelen van openbaar belang moeten genomen worden voor de ontginningen; hoe zal de Regeering haren plicht volbrengen? Zij zal noodzakelijk haren dienst van vakmannen, van mijningenieurs moeten hebben.

Sedert lang reeds heeft men doen opmerken hoe noodig het is dat 't Moederland over de waarde der mijnvelden juist en nauwkeurig worde ingelicht door officieele aangestelden, onafhankelijk van elke private instelling; het burgerlijk en politiek belang zou dat technisch onderzoek billijken. De verslagen der vennootschappen zijn niet zonder waarde; niemand denkt er aan, die waarde te betwisten, doch overal steunt de Staat gewoonlijk op de officieele verslagen die enkel het algemeen belang of het Staatsbelang voor oogen hebben.

In Katanga wordt niets dergelijks gedaan en de aarzelingen zijn te begrijpen. Er dient te worden vermeden dat er twee gelijkaardige instellingen bestaan. Het Bijzonder Comité moet zijn technischen dienst hebben voor het verleenen van en het toezicht op de vergunningen. Door zijn technischen dienst tot stand te brengen, zou de Staat eene tweede instelling in 't leven roepen, waardoor de kosten zouden verdubbelen in een land

waar het leven uitermate duur is. De ambtenarij zou uit de verwarring ontstaan.

Aldus staat het Comité, eigenaar van den grond en van den ondergrond, de Koloniale Regeering overal in den weg en verhindert het deze vooruit te gaan.

De ervaring zet ons aan soortgelijken toestand te doen ophouden.

Het is onmogelijk te ontkennen dat de belangen der Kolonie gestadig gedaald zijn in Katanga naarmate hare lasten toenamen.

Heden kan zij nog enkel op hare eigene krachten steunen om dat onmetelijk gewest te besturen en er den landbouw in te richten, waarmede nochtans al de vroegere overeenkomsten zich bezig hielden.

En de geldmiddelen, waarop men terecht mocht rekenen, zijn achtereenvolgens verminderd.

Zij moest hoofdzakelijk rekenen op de mijnschatten; doch zij had eerst en vooral te deelen met de « Compagnie du Katanga » op den voet van twee derden; en haar aandeel werd nog verminderd doordien het Bijzonder Comité voor zijn aandeel niet inschreef in het kapitaal der *Union minière*, concessiehouster van al de mijnvelden ontdekt door den heer Williams; zóó bezit de Kolonie nog slechts 19 t. h. der titels en zij stemde er in toe die Vennootschap te ontslaan van alle mijnbelastingen en mijnrechten.

Tot nu toe had zij in het Bijzonder Comité een deelgenoot om de bestuurskosten van Katanga te dragen; ook deze geldelijke medewerking verdween ten gevolge van de intrekking der opdracht. De Kolonie staat aldus tegenover eene steeds zwaardere taak met steeds verminderende geldelijke ondersteuning.

Deze uitslag was voorzien. De Staat is steeds de zwakste bij het verdedigen van zijne belangen, wanneer er deelgenootschap bestaat tusschen hem en private personen; de Staat is de benadeelde. Gezien de verwickelingen voortspruitende uit de Europeesche ondernemingen in Katanga, blijkt het steeds meer abnormaal en nadeelig dat de Staat als grondeigenaar volkomen moet onderdoen voor een onvatbaar wezen als het Bijzonder Comité. De toekomst der Kolonie eischt steeds meer de verdwijning van bedoeld Comité.

Laten wij niets verwaarloozen om het koloniaal werk te vestigen op redematige grondslagen en om het te verdedigen tegen het mistrouwen waarmee het mocht bedreigd zijn uit hoofde van ons gebrek aan ervaring.

België bezit hoedanigheden die ons op de eerste rij plaatsen der werkzame, eerlijke, taaie en practische volkeren; België verrichtte wonderen in den strijd tegen de slavernij, in het bezetten en inrichten van Congo. Het schijnt echter dat het te weinig de Angelsaksische kolonisering kende en het kan de verwaandheid niet hebben die in eens te evenaren.

Om daartegen in te gaan moet men vastberaden de wijze en werking der Zuid-Afrikaners tot kolonisering navolgen, daar zij steunen op eene lange ervaring; wij moeten onze aangestelden en onze kolonisten opleiden

naar het voorbeeld van hen, die ons op dat gebied voorgingen; wij moeten het bestuur van Katanga ontmaken van al wat het verwikkelt en belemmert, daaronder ook begrepen de al te bekrompen tusschenkomst van 't Moederland.

VIII. — ALLERLEI VRAGEN.

Verscheidene andere vragen werden tot den heer Minister der Koloniën gericht. Wij nemen ze hier over met de antwoorden, daar ze mogelijk kunnen dienen voor de debatten.

Vraag.

Een lid vraagt de inlichtingen welke de heer Minister de goedheid had te beloven ter vergadering van 11 Februari 1910 (bl. 539-540).

Antwoord.

De hierboven gevraagde inlichtingen worden gegeven in het verslag van 1910. (Bijlage van n^o 5 der stukken uitgaande van de Kamer, bl. 43.)

Vraag.

Een lid vraagt welk programma en welke vakken de koloniale leergang begrijpt?

Hij wenschte de lijst van de leeraars te kennen.

Antwoord.

De Koloniale Leergang werd heringericht. De besluiten tot herinrichting, waarbij de Koloniale School tot stand wordt gebracht, alsmede het programma der leergangen zijn thans ter drukkerij. Ze zullen eerlang in het *Bulletin Officiel* verschijnen.

Ziehier de lijst der leeraars :

De heer Le Marinel (aardrijkskunde);
 De heer Van der Linden (Staatsmacht);
 De heer Vereycken (Boekhouding-Erkenningen);
 De heer Gervais (Inrichting-Reglementen);
 De heer Louwers (Rechten);
 De heer Van Campenhout (Hygiëne);
 De heer Preud'homme (Reglementen);
 De heer Massart (Opleider).

Eenige nieuwe leergangen, namelijk die van Congoleesche talen, zijn voorzien op het nieuw programma. De titularissen worden later benoemd.

Vraag.

Bij artikel 132 der Begrooting wordt de jaarwedde van een consul uitgetrokken; van welken consul is er sprake?

Antwoord.

Het geldt den gewezen consul-generaal van den Congostaat te Napels, den heer Baron Nisco. De Belgische Regeering nam te haren lasten de verbintenissen van den Congostaat jegens den heer Nisco, verbintenissen die ophouden met 30 Juni 1911.

(Zie brief n^o 2 gevoegd bij het verdrag tot overneming; Stukken der Kamer, bijlage n^o 28 van 3 December 1907.)

Vraag.

Een lid wenscht te weten wat de heer Minister denkt van de wettelijkheid van een decreet van den Ondergouverneur, gedagteekend 4 Juli, dat artikel 13 van het Strafwetboek verklaart; bij beschouwt dat decreet als eene inbreuk op de bevoegdheid der Wetgevende Macht, alhoewel hij den grond der zaak goedkeurt.

Antwoord.

Noch de Gouverneur-generaal noch de Ondergouverneur-generaal vaardigen decreten uit.

De vraag bedoelt ongetwijfeld de ordonnantie van 4 Juli 1910, die de eenvoudige schending van woon verbiedt.

In die ordonnantie wordt artikel 13 van het Strafwetboek niet verklaard; daarmee heeft zij niets gemeens. Zij bepaalt er zich bij, artikel 7 toe te passen van het decreet van 16 April 1887, dat den Gouverneur-generaal machtigt om « verbindende politieverordeningen uit te vaardigen ».

Daar het politierecht vooreerst ten doel heeft, de openbare orde en de algemeene veiligheid te handhaven, kan de wettelijkheid der ordonnantie van 4 Juli 1910 niet betwist worden.

Vraag.

Een lid vraagt waarin bestaan de rechterlijke geschillen, die zijn opgezezen tusschen den Staat, de erfgenamen van wijlen den Koning en verscheidene van dezès stichtingen, en hoe het daarmee gelegen is.

Antwoord.

Die vraag betreft het Ministerie van Koloniën niet.

Vraag.

Een lid wenscht mededeeling te bekomen van de lijst der beheerders van Congoleesche maatschappijen, benoemd door den Staat, alsmede van de afgevaardigden bij de beheerraden van de Congoleesche maatschappijen. Hij wenscht te weten wat elke beheerder of elke afgevaardigde ontving als wedde, vergelding of aandeelen in de winsten gedurende het jaar 1909.

Antwoord.

Bijzonder Comiteit van Katanga : De heeren Droogmans, algemeen secretaris van het Ministerie van Koloniën; Arnold, Lombard en Dekeyzer E., algemeene bestuurders bij het Ministerie van Koloniën, afgevaardigden van de Regeering.

« *Compagnie du Kasai* » : De heeren de Hemptinne, voorzitter van den Beheerraad en van het Bestendig Comiteit; Begerem, lid van het Bestendig Comiteit, en Lacourt, algemeen bestuurder der Maatschappij.

De heeren Arnold, Baerts, algemeene bestuurders bij het Ministerie van Koloniën, afgevaardigden van de Regeering.

De heer Kervyn, algemeen bestuurder bij hetzelfde Ministerie, commissaris.

« *Compagnie du chemin de fer du Katanga* » : De heeren Cousin, Detilleux en Wendelen, beheerders benoemd door de Regeering; de heer Heyvaert, commissaris.

« *Compagnie du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga* » : De heeren Le Marinel en G. Olyff, bestuurders bij het Ministerie van Koloniën, vertegenwoordigers van de Regeering.

« *Comptoir commercial congolais* » : De heer Foulon, commissaris.

« *Société des chemins de fer vicinaux du Mayumbe* » : De heer Lombard, algemeen bestuurder bij het Ministerie van Koloniën, commissaris.

« *Société forestière et minière du Congo* » : De heeren Arnold, algemeen bestuurder bij het Ministerie van Koloniën; A. Dumont, vertegenwoordiger van de Regeering.

Vennootschap « Union minière du Haut-Katanga » : De heeren Lombard en Dekeyzer E., lid van het Bijzonder Comiteit van Katanga, vertegenwoordiger van dit Comiteit.

De leden van het « *Bijzonder Comiteit van Katanga* » trekken eene vaste vergelding (2,500 frank).

De vergelding ten bate van de beheerders, leden van het Bestendig

Comiteit, afgevaardigden der Regeering en commissaris der « *Compagnie du Kasai* », is geregeld door de artikelen 18 en 33 van de statuten verschenen als bijlage van de Stukken der Kamer, n^o 28, van 3 December 1907.

De vergelding ten bate van de beheerders en commissarissen der « *Compagnie du chemin de fer du Katanga* » is bepaald door de artikelen 17 en 26 der statuten. (Bijlage van de Stukken der Kamer, n^o 28, van 3 December 1907.)

De vertegenwoordigers van de Regeering bij de « *Compagnie du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga* », bij de « *Société forestière et minière du Congo* », en de vertegenwoordigers van het Bijzonder Comiteit van Katanga bij de Vennootschap « *Union minière du Haut-Katanga* » trekken zitpenningen. (Art. 22 der statuten der « *Compagnie du chemin de fer* »; art. 20 der statuten der « *Société forestière* »; art. 23 der statuten der « *Union minière* », bijlage van de Stukken der Kamer, n^o 28, van 3 December 1907.)

De vergelding ten bate van den commissaris der Regeering bij het « *Comptoir commercial congolais* » is vastgesteld door artikel 28 der statuten. (Bijlage van de Stukken der Kamer, n^o 28, van 3 December 1907.)

De vergelding ten bate van den commissaris der Regeering bij de « *Société des chemins de fer vicinaux du Mayumbe* » is bepaald door de artikelen 20 en 22 der statuten. (Bijlage van de Stukken der Kamer, n^o 28, van 3 December 1907.)

Daar de voor bedoelde diensten betaalde uitgaven ten laste zijn van de belanghebbende vennootschappen, worden zij op de Begrooting niet uitgetrokken.

Vraag.

Een lid vraagt of de Kolonie een wereldlijk onderwijs bezit; hij verlangt te weten wat de Regeering van plan is te doen om het uit te breiden.

Antwoord.

Tot nu toe is het onderwijs in Congo in handen gesteld vooral van private katholieke en protestantsche godsdienstige inrichtingen. De Regeering houdt zich bezig met het bepalen van de voorwaarden waarop de erkenning en de toelagen aan die inrichtingen zullen verleend worden.

Tot het eigenlijk onderwijs van de Regeering behooren thans een lager onderwijs te Boma, vier beroepsscholen, eene school voor toekomstige klerken en eene school voor sergeanten-boekhouders, waaraan zijn gehecht onderwijzers zonder godsdienstigen aard.

De twee weeshuizen en de lagere school te Leopoldstad, ingericht door

de Regeering, zijn toevertrouwd aan de zorgen van kloosterlingen benoemd door het bestuur.

De Regeering bestudeert de wijze om het onderwijs in Congo algemeen te regelen.

*
* *

De Middenafdeeling keurde de Begrooting der Koloniën goed met vijf stemmen tegen twee; zij stelt voor dat de Kamer ze op hare beurt aanneme.

De Verslaggever,

EM. TIBBAUT.

De Voorzitter,

HARMIGNIE.

(12)

INHOUD.

I. — Koloniale politiek	1
II. — Geldelijke toestand	4
III. — Concessiehoudende vennootschappen	13
IV. — Decentralisatie	16
V. — Uitbreiding van den landbouw onder de inlandsche bevolking. Sociale evolutie.	26
VI. — Middelen van vervoer	32
VII. — Katanga	37
A. Het politiek stelsel van Katanga.	38
B. Rechten van de Kolonie in de mijnconcessies	39
C. Bedrijvigheid op mijngebied in Katanga	42
D. Spoorwegpolitiek	44
E. Het invoeren van het landbouwleven	49
F. Lasten aan de Kolonie opgelegd wegens Katanga	54
G. Begrooting en rekening van het Bijzonder Comité	64
VIII. — Allerlei vragen	77
